

STRATÉGIES DE SÉCURITÉ
**DES DÉFENSEUSES
DES DROITS HUMAINS**



Insiste Persiste Resiste Existe

JANE BARRY
avec **Vahida Nainar**

**STRATÉGIES DE SÉCURITÉ
DES DÉFENSEUSES
DES DROITS HUMAINS**

Insiste Persiste Resiste Existe

JANE BARRY

avec **Vahida Nainar**

Les auteurs de cet ouvrage et les partenaires du projet sont les seuls responsables du contenu de ce livre: *Urgent Action Fund- Fonds d'action urgente pour les droits des femmes, Front Line: Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains, et Kvinna till Kvinna Foundation.*

Les partenaires du projet expriment leur sincère gratitude aux donateurs ci-après pour leur appui financier.



Centre de recherche pour le développement
International, Ottawa, Canada



Open Society Institute



Channel Foundation

Channel Foundation

Secrétaire de rédaction: Rick Jones, *Exile: Design and Editorial Services*

Maquette: Don Harris, *dDesign Studios*

ISBN 978-0-9801598-6-8

Imprimé au Canada



Irish Aid

Version française:

Traduction: Kasongo Mukalay; Éditeur: Rosa Maria Posa Guinea et

Révision: Anahi Russo Garrido pour Translingua, Traductions Féministes Multi Genres

Mise en page: Karina Palleros

Copyright © 2008 Urgent Action Fund for Women's Human Rights,
Front Line - The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders,
et Kvinna till Kvinna Foundation

Ce livre a été écrit à l'intention des militant(e)s des droits humains. Les citations ou les copies sont autorisées pourvu que l'ouvrage et les auteurs soient reconnus comme source.



KVINNA TILL KVINNA



Partenaires au projet

L'Urgent Action Fund for Women's Rights (UAF)

Urgent Action Fund for Women's Human Rights

3100 Arapahoe Ave.
Suite 201
Boulder, Colorado
80303 USA

Tél: 303-442-2388
urgentact@urgentactionfund.org
www.urgentactionfund.org

Le Fonds d'action urgente pour les droits des femmes est une fondation indépendante oeuvrant dans le domaine des droits humains. Son mandat stratégique est d'appuyer, de protéger et de soutenir les défenseuses des droits humains. Nous octroyons des subventions d'intervention rapide qui permettent de mener des actions stratégiques, et nous participons au plaidoyer et à la recherche de façon collective. L'UAF soutient les défenseuses opérant sur les terrains les plus difficiles, caractérisés par les conflits armés, la recrudescence de la violence et la répression politique. Dirigé par des militantes et inspiré par le féminisme, l'UAF et *l'Urgent Action Fund-Africa*, une organisation sœur, ont déjà aidé les défenseuses des droits humains, pendant plus d'une décennie, par des financements rapides et flexibles dans plus de cents pays et territoires du monde entier.

La Kvinna till Kvinna Foundation

The Kvinna till Kvinna Foundation

Slakthusplan 3
SE-121 62 Johanneshov
Sweden

Tél: +46 (8)-588 891 00
info@kvinnatillkvinna.se
www.kvinnatillkvinna.org

La Fondation Kvinna till Kvinna répond aux besoins des femmes vivant en milieux affectés par la guerre et les conflits armés. La *Kvinna till Kvinna Foundation* coopère actuellement avec les organisations féminines des Balkans, du Caucase du Sud et du Moyen-Orient. Les organisations féminines connaissent très bien les besoins des sociétés touchées par les conflits. La fondation Kvinna soutient leurs stratégies de changement; ce changement permettra aux femmes d'assumer les responsabilités qui reviennent à leurs propres organisations, à avoir le pouvoir de décider et le droit d'accéder aux ressources de la société.

Front Line International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders

Front Line - The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders

81 Main Street
Blackrock
Co. Dublin
Ireland

Tél: +353 1 212 3750
info@frontlinedefenders.org
www.frontlinedefenders.org

Front Line: La Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains répond aux besoins des défenseurs des droits humains notamment par la protection, le travail en réseau, la formation et l'accès aux organisations internationales qui puissent agir en leur faveur. La Fondation Front Line donne priorité aux risques pesant sur les défenseuses des droits humains, sur les défenseurs (euses) des lesbiennes, des gays, des bisexuels et transgenres (LGBT) et sur les défenseurs(euses) des droits économiques, sociaux et culturels. La fondation Front Line cherche à apporter une assistance rapide et pratique aux défenseurs des droits humains en danger, y compris la mise à leur disposition d'une ligne téléphonique ouverte 24 heures sur 24 pour toute intervention urgente (+353 1 21 00 489). Elle mène la campagne d'aide aux défenseurs des droits humains en danger immédiat. Elle facilite le déplacement temporaire en cas d'urgence. Elle assure la visibilité des défenseurs des droits humains et les reconnaît comme des groupes vulnérables. Elle dispose d'un programme d'octroi de petites subventions pour couvrir les besoins sécuritaires des défenseurs des droits humains. La fondation Front Line mène également la recherche et elle publie des rapports spécifiques par pays sur la situation.

Table des matières

Remerciements	4
Introduction	7
Comprendre les menaces	13
Femmes dangereuses: Pourquoi?	13
Quelles menaces? Buts et tactiques	19
La base	20
Comment?	24
Qui?	26
Analyse des stratégies	31
La force de nos convictions	31
Choisir son cheval de bataille	34
C'est comme l'eau qui glisse sur les plumes d'un canard	36
Spiritualité stratégique et résistance symbolique	40
Famille	44
Solidarité	50
Établissement des réseaux	54
Sécurité renforcée	55
Relations internationales	57
Être sous le contrôle des radars	59
Rendre témoignage	62
Qu'y a-t-il dans le nom?	64
L'art du déguisement	66
Édulcorer les faits	67
Rester mobile	69
Protection de l'État	71
Création d'espaces sans risque	73
Protection physique	75
Principes de protection	76
Conclusion	81
Les femmes définissent leur propre sécurité	82
Sécurité intégrée	87
Nous existons	89
Notes en fin d'ouvrage	90
Bibliographie	92

Remerciements

Vahida Nainar est au centre de ce livre. Pendant plus d'une année, elle a voyagé à travers le monde pour y rencontrer les défenseuses des droits humains dans leurs propres pays ou en exil: en Colombie, en RDC, en Iran et au Népal. Elle a rencontré les défenseuses Tunisiennes et Algériennes en France et les Birmanes en Thaïlande. Partout où elle est passée, elle les a écoutées. Par son calme et sa sérénité, Vahida est parvenue à recueillir des récits émouvants qui constituent le fond de ce livre.

Eva Zillén de la fondation Kvinna till Kvinna a recueilli les voix des amies (anciennes et nouvelles) à partir de la Bosnie-Herzégovine¹, du Monténégro et de la Serbie.

En tout, Vahida et Eva ont parlé à plus ou moins 100 défenseuses de dix pays. Elles ont échangé des expériences et des conseils². Nous les remercions ainsi que leurs organisations pour leur temps, leurs mots et le courage de leurs convictions:

Organisations: *Arche d'Alliance, Association for Women's Initiatives, ASTRA Anti-Trafficking Action, Commission Justice et Paix, Helsinki Committee for Human Rights in Serbia, Horizonti, Humanitarian Law Centre, Karen Women's Organization, Labu Women's Organisation, Lara, Lawyers Committee for Human Rights, Serbia (YUCOM), Liga de Mujeres Desplazadas, Ligue pour la Solidarité Congolaise, Mitini, Most, Nepal Women's Community Service Center, Nepal Women's Skill Development Forum, Organización Femenina Popular, Paloung Women Organization, Promotion and Support for Women's Initiatives, Queer Beograd, Réseau des Femme de Droits et Paix, Ruta Pacífica de las Mujeres, Saathi, Solidarité des Femmes Activistes pour la Protection et la Défense de Droits Humains, Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral, Shan Women's Action Network, Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles, Women in Black, Women's Association for Marginalized Women, Women's League of Burma, et The Women's Union for Peasant Development.*

Les personnes: Aye Aye Mint, Betty Koumba, Biljana Kovacevic-Vuco, Charm Hom, Dr. Renu Rajbhandari, Dragana Ilic, Dubravka Kovacevic, Emerita Patinio Acue, Jennine Mukanirua, Josephine Kavira Malimukona, Lepa Mladjenovic, Lily Thapa, Maja Stankovic, Mara Radovanovic, Milan Antonijevic, Mohammadi Siddiqui, Natasa Kandic, Patricia Guerrero, Prizma Singh Tharu, Radhia Nasraoui, Radmila Zigic, Sapana Pradhan Malla, Sarita Devi Sharma, Sonja Biserko, et Soraya Gutiérrez.

Andrew Anderson (Front Line: une Fondation internationale pour la protection des défenseurs des droits humains)³, Julie Shaw (Urgent Action Fund - Le Fonds d'action urgente pour les droits des femmes) et Eva Zillén (fondation Kvinna till Kvinna) ont supervisé les différentes phases du projet: de la recherche à la publication.

En plus de la supervision du projet, chacun des trois partenaires au projet a apporté son expérience et sa contribution, tirées des années de travail dans le domaine de protection et d'appui des défenseurs des droits humains en danger. Julie Shaw a initié et dirigé le projet; elle a été inspirée par les conclusions et les recommandations antérieures faites grâce à l'expérience et aux publications de l'UAF dans le domaine d'octroi des subventions.

Andrew Anderson et la fondation Front Line ont fourni d'importants contacts, des moyens

logistiques et sécuritaires pour les voyages effectués en RDC et en Iran. Eva Zillén a procédé à toutes les interviews aux Balkans et elle a présenté un rapport détaillé des premières ébauches du livre.

Anna Lidström, Christina Wassholm, Eleanor Douglas, Gégé Katana, Justine Masika Bihamba, Malika Zouba, Rita Thapa et Nang Lao Liang Won ont apporté leur concours à l'interprétation, à la logistique au niveau local et à l'organisation des voyages sur le terrain. Amy Leipzyger et Ana Ghoshian, stagiaires à l'*International Women's Human Rights Clinic* (IWHR) et à *CUNY School of Law*, New York, ont aidé à la recherche.

La *Channel Foundation*, l'*Irish Aid*, l'*International Women's Program of the Open Society Institute* et le *Programme Droits de femmes et participation citoyenne du Centre de recherche pour développement international* (CRDI), ont apporté l'appui, le financement et la disponibilité, nécessaires pour que cette recherche arrive aux défenseuses des droits humains du monde entier.

Emile Utz a donné un appui éditorial considérable; une orientation et un humour tant souhaité pendant la phase de la rédaction finale de cette étude: Jelena Djordjevic a apporté ses bons conseils et a exprimé sa solidarité comme d'habitude.

Rick Jones (*Exile: Design & Editorial Services*) a apporté ses connaissances de révision à différentes phases de l'étude et Don Harris s'est occupé du maquetage et de la mise en page de l'étude.

Enfin, nous remercions Zoe Gudovic de *Queer Beograd* d'avoir inspiré le titre du livre basé sur une chanson du groupe musical parisien *Tribad*. Nous osons croire que ce titre résume en quatre mots les points essentiels des stratégies des défenseuses des droits humains, à savoir:

Insiste, soeur, sister.

Persiste, soeur, sister.

Resiste, soeur, sister.

Existe, soeur, sister



Insiste, soeur, sister

Partout dans le monde, les femmes défendent les droits des personnes et des communautés victimes d'oppression, de discrimination et de violences. Leur travail est à la fois musclé et controversé; il se heurte souvent à une résistance farouche et violente.

La plupart des défenseuses des droits humains connaissent très bien les risques qu'elles courent. Les militantes connaissent, à partir de leurs expériences pénibles, le prix que la plupart paient en étant au service de leurs organisations et de leurs familles: travailler dans le domaine des droits humains; c'est risqué.

Les membres de la SOFAD sont victimes de viol; c'est une punition.

C'est un risque qu'ils prennent en faisant ce travail.

**Gégé Katana, SOFAD,
République Démocratique du Congo (RDC)**

*Nous sommes
constamment victimes
de persécutions parce que
nous disons la vérité.*

**- Berenice Celeyta
Alayón, Colombie**

Personne ne prend ce risque à la légère, mais la plupart l'acceptent comme faisant partie de leur travail:

Nous travaillons pour nous mettre en sécurité, mais nous savons aussi qu'œuvrer pour la paix, la justice et la réconciliation; contre le nationalisme, le militarisme et la violence; signifie que nous ne sommes pas toujours en sécurité.

C'est un risque que nous sommes prêtes à prendre.

Défenseuse anonyme, Women in Black, Serbie

Les efforts déployés par les femmes pour la défense des droits humains sont rarement reconnus. Pour la plupart, la première hypothèse que l'on se fait est que les femmes sont, tout simplement, des victimes passives de la violence et de la pauvreté. On comprend difficilement ce que sont les militantes: des agents du changement à grande échelle.

Par conséquent, le travail extraordinaire des milliers de défenseuses des droits humains et les risques sécuritaires connexes qu'elles courent, se cachent derrière le prétexte de la discrimination et d'une prétendue ignorance.

Le fait que les militantes

sont effacées émane

de la perception selon

laquelle les femmes sont

des victimes passives des

conflits armés.

C'est un bon point

de départ pour

la communauté

internationale qui doit

savoir et comprendre

les menaces qui

pèsent sur la sécurité

des femmes. Il faut

commencer à percevoir

les femmes comme des

interlocutrices.

- Jacobson, A.S. (2006):
Security on Whose Terms?
If Men and Women were
Equal, p. 49

La violence faite aux défenseuses des droits humains est rarement connue dans toute sa réalité: c'est l'une des stratégies délibérées et calculées pour les faire taire et pour les empêcher de faire quotidiennement leur travail qui consiste à changer la société, à sauver des vies humaines, et à défendre la justice.

Le refus de saluer le travail effectué par les femmes fait que les défenseuses des droits humains soient effacées et, de ce fait, elles se trouvent dans une situation de grand risque. Il est plus facile d'humilier, de violer, de faire disparaître ou d'exécuter des femmes qui ne sont que de simples femmes et d'y échapper parce qu'elles ne sont que de «simples femmes». Il est plus facile d'échapper après avoir humilié, violé, fait disparaître ou exécuté des femmes, sous prétexte qu'elles ne sont que de «simples femmes» que de s'attaquer aux défenseuses des droits humains. De telles attaques sont présentées comme de la violence «normale» faite aux femmes. Quand ce prétexte ne tient pas, il est facile de brandir les défenseuses des droits humains comme des traîtresses, des criminelles, des subversives qui méritent ces attaques.

Néanmoins, les défenseuses des droits humains et leurs partisans remettent de plus en plus en cause le silence et l'impunité qui entourent la violence faite aux défenseuses des droits humains. Elles ont commencé à documenter les cas spécifiques survenus aux autres femmes oeuvrant pour la protection et la promotion des droits humains, tels que des cas de menaces propres à leur sécurité et à leur bien-être. Leurs efforts ont fait du chemin jusqu'à rendre le travail des défenseuses des droits humains (et leurs préoccupations en matière de sécurité) visibles, reconnues et appréciés (voir l'encadré intitulé «Davantage de visibilité»).

En 2006, l'UAF (*Le Fonds d'action urgente pour les droits des femmes*) a initié, en collaboration avec les fondations *Front Line* et *Kvinna till Kvinna*, un nouveau projet pour régler cette question épineuse du puzzle qu'est la sécurité. Nous avons décidé d'essayer de noter et de comprendre les différentes stratégies appliquées par les défenseuses des droits humains pour se maintenir en bonne santé et pour vivre en sécurité.

En dépit de tous les problèmes rencontrés, les défenseuses des droits humains deviennent de plus en plus fortes et victorieuses. En clair, elles disposent donc des moyens leur permettant d'écarter et d'atténuer les menaces d'ordre sécuritaire.

Même si *Front Line*, *KtK*, *UAF* et bien d'autres fondations, n'ont cessé de combattre et de documenter les menaces pesant sur les défenseuses des droits humains pendant plusieurs années, nous nous sommes rendu compte que les différentes stratégies sécuritaires utilisées par ces femmes n'ont été ni recueillies, ni publiées.

Davantage de visibilité

Depuis une décennie, plusieurs organisations des droits humains reconnaissent de plus en plus le travail des défenseuses des droits humains et comprennent les difficultés d'ordre genre-spécifiques qu'elles rencontrent. Parmi ces organisations, nous pouvons citer:

- **L'APWLD** (Le Forum d'Asie du Pacifique sur la Femme, le Droit et le Développement) qui a coordonné la Campagne internationale en faveur des défenseurs(euses) des droits humains. Ce forum a organisé plusieurs consultations importantes et il a élaboré un guide des défenseuses des droits humains intitulé *Claiming Rights, Claiming Justice (Revendiquer les droits; revendiquer la justice)* 2007.
- **La Représentante Spéciale du Secrétaire Général de l'ONU pour les Défenseurs des Droits Humains**. Depuis sa nomination en 2000, Hina Jilani met par écrit, sans relâche et de façon méticuleuse, toutes les violations et tous les meurtres dont les défenseuses des droits humains sont victimes.
- **La fondation Front Line** centre de plus en plus son attention à la compréhension de la dimension de genre en matière de protection des défenseurs des droits humains, à l'élaboration des cours de formation en matière de sécurité, spécialement à l'intention des défenseur(euses) des droits humains et des défenseur(euses) des lesbiennes, des gays, des bisexuels, des transgenres, des intersexuels et queers (LGBTIQ).
- **La fondation Kvinna till Kvinna** a travaillé avec beaucoup de militantes pour nous transmettre plusieurs publications comme *To Make Room for Changes – Peace Strategies from Women's Organisations in Bosnia and Herzegovina* (2006) et *Security on Whose Terms? If Men and Women Were Equal* (2006).
- **L'UAF (Le Fonds d'action urgente pour les droits des femmes) et l'UAF-Africa** ont publié des livres et des rapports décrivant les obstacles et les succès des femmes et des défenseur(euse)s des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels, des transgenres et intersexuels comme *À quoi sert une révolution si on ne peut pas danser?* (2008) et *"THIS BODY" Supporting Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender and Intersex (LGBTI)* sans oublier le rapport *LGBTI Organising LGBTI in East Africa Conference Report* (2006).
- **The International Gay and Lesbian Human Rights Commission et le Center for Women's Global Leadership** ont publié le document *How Sexuality is Used to Attack Women's Organising* (2005).

Nous nous sommes aussi rendu compte de l'importance de se parler de ces stratégies à plus grande échelle de façon à permettre aux défenseuses des droits humains du monde entier d'apprendre les unes des autres.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles nous avons très peu de connaissances sur ces stratégies de sécurité. D'abord, les défenseuses des droits humains sont très occupées. La plupart des stratégies qu'elles utilisent pour se défendre ne sont pas leurs priorités; elles n'ont pas le temps de prendre du recul pour les compiler, les analyser et les promouvoir.

Cependant, le plus important peut-être, c'est que, s'agissant de la sécurité, les femmes accordent plus de priorité aux autres: elles se préoccupent, le plus souvent, de la sécurité des autres que d'elles-mêmes. Toutefois, c'est souvent dans le cadre de ces mêmes stratégies que les défenseuses et leurs organisations défendent les autres; et pourtant, parmi ces stratégies, nous y trouvons des méthodes très efficaces et novatrices qu'elles pourraient utiliser pour se protéger.

Ensuite, notre tâche était de présenter ces stratégies de façon à encourager les militantes à apprécier leur propre détermination, à apprendre les stratégies des unes et des autres et de renforcer leurs différentes approches sur la sécurité. Cependant, il nous fallait également les décrire d'une manière qui ne pourrait pas alourdir leur fardeau ou aggraver les menaces.

Toutefois, il est délicat d'écrire sur les stratégies de sécurité. La divulgation de trop de détails exposerait les défenseuses à plus de risques. En revanche, la divulgation de moins de détails pourrait déformer la profondeur et la variété des stratégies utilisées: cela pourrait aboutir à rendre le livre très succinct.

Dans cette étude, nous avons donc cherché à trouver la juste mesure. Le plus

souvent, nous décrivons, dans la mesure du possible, des situations et des stratégies réelles, assorties de noms des personnes interviewées et leurs organisations. Le cas échéant, nous changeons les noms, les lieux et les détails spécifiques de la personne pour garder l'anonymat.

Enfin, comme nous l'avons déjà dit, nous reconnaissons que les défenseuses disposent de peu de temps pour faire autre chose en dehors de leur travail. Alors nous avons fait de notre mieux pour rendre ce livre aussi concis, clair et pratique que possible, tout en conservant la richesse et la profondeur des récits qui en constituent le fond.

La Front line, le KtK et l'UAF ont rédigé ce livre premièrement à l'intention des défenseuses des droits humains, dans l'espoir qu'elles en tireraient des leçons pratiques sur les menaces auxquelles elles sont confrontées ainsi qu'un bon nombre d'idées utiles sur les stratégies de sécurité dans le monde.

Nous commençons par examiner les stratégies utilisées pour combattre les défenseuses des droits humains: qu'est ce qui est derrière les menaces qui pèsent sur elles? (Pourquoi? Quelles menaces? Quel fondement? Comment? Qui et dans quel contexte?)⁵.

Puis, nous proposerons une série variée de stratégies que les défenseuses utilisent pour réagir contre ces menaces. Chacune est présentée comme une option avec ses atouts et ses faiblesses.

La partie finale du livre est consacrée à la fois aux défenseuses des droits humains et au public, en général, et aux personnes travaillant dans les organisations, les institutions et les gouvernements qui soutiennent les droits humains en particulier. Nous concluons par une série de considérations à la fois générales et spécifiques pouvant aider à guider notre façon de concevoir et de soutenir la sécurité et le bien-être des femmes.

Comprendre les risques auxquels les défenseurs des droits humains de tous les genres sont exposés.

Cette étude se focalise sur la sécurité des défenseuses des droits humains. Néanmoins, dans le processus de cette recherche, nous avons rencontré un certain nombre d'obstacles souvent inexprimés auxquels font face les défenseurs des droits humains, tous genres confondus, dans leur travail.

Par exemple, plusieurs défenseuses des droits humains de la RDC nous ont dit que la violence sexuelle n'était pas un outil destiné à faire taire les femmes seulement; leurs collègues hommes avaient également été violés.

Puisque les hommes sont censés être «machos», ils gardent en définitive le silence face aux menaces à leur sécurité; ils sont souvent stigmatisés et sous-pression quand ils cherchent à s'en sortir seuls après avoir été victimes d'attaques violentes dont la violence sexuelle et la torture.

Il serait aussi moins vraisemblable de les voir recourir à la solidarité et au soutien de la communauté des défenseurs (hommes), tel que l'a fait remarquer Otto Saki du Zimbabwe:

Nous ne parlons pas assez de [stress]. Vous dites que vous avez été menacés mais les gens n'en parlent pas beaucoup. Si vous dites que vous avez été menacés la réaction est: «Et alors?» Il y a aussi le démenti. Quand les femmes sont arrêtées puis relâchées, les autres femmes affluent chez elles pour bavarder et en parler. Pour les hommes cela ne se fait pas.

La violence faite aux défenseurs des droits humains des lesbiennes, des homosexuels, des bisexuels, des transgenres et des intersexuels est également très répandue. Même si elle est rarement documentée, cette violence est facilement transformée en crime de droit commun.

Il est important de rompre le silence autour de toutes ces formes de violences faites aux défenseurs de droits humains de toutes les identités de genre. En agissant ainsi nous aiderons la plupart à se rétablir et à arrêter des stratégies de sécurité plus efficaces dont bénéficieraient tout le mouvement de défense des droits humains.



Persiste, soeur, sister

Femmes dangereuses: Pourquoi?

Les défenseuses des droits humains inquiètent ceux qui abusent de leur pouvoir. Elles font des exigences qui remettent en cause les convictions établies et les institutions puissantes.

Elles sont tenaces; elles ne reculent pas; elles ne se retirent pas (même si parfois elles font des choix stratégiques de repli pour revenir à la charge un autre jour).

Les défenseuses des droits humains dénoncent les injustices en disant la vérité:

Ce sont surtout les femmes qui dévoilent les choses au grand jour. Des choses comme parler du passé ou la fois que l'organisation Women in Black avait parlé des objecteurs de conscience en 1991. Les femmes avaient ouvert leur conscience.

- Zoe Gudovic, Queer Beograd, Serbie

En dénonçant les hommes forts de leurs communautés et de leurs gouvernements, les défenseuses des droits humains menacent de compromettre leur réputation:

Dans la plupart des cas, ce sont des illustres personnalités comme les enseignants, les avocats et les journalistes qui commettent des violations des droits humains. Quand les militantes les confrontent; ils se sentent comme s'ils avaient perdu leur prestige et leur statut social.

- Nirmala Neupane (Thapa), Nepal Women Skill Development Forum, Népal

Quand les femmes s'organisent, elles dénoncent et désignent les auteurs et ces derniers n'aiment pas cela. Cela les blesse et porte atteinte à leur image.

- Liga de la mujeres desplazados, Colombie

*Des réactions violentes
et agressives au travail
des droits des femmes se
basent sur la peur.*

*La peur de voir ces
femmes remettre en
cause les bases du
pouvoir, des traditions*

*du statut quo;
c'est un fait!*

En Bosnie, des bandes organisées de criminels se plaignent que les défenseuses des droits humains leur font «mal au cœur» par leurs accusations. En Hongrie, un trafiquant d'armes avait même intenté un procès à Iren Karmen qui avait publié son livre intitulé *Facing the Mafia* (En face de la mafia), parce que d'après Iren: «Il croyait que mes écrits sur ses connexions politiques avaient entamé sa réputation»⁶.

Cependant les défenseuses des droits humains dépassent le niveau de simple dénonciation; elles cherchent la justice. Les auteurs des crimes trouvent la situation inquiétante, parce que les défenseuses réussissent souvent leurs actions. Par exemple, quand deux hommes du coin ont violé une femme de Tuzla (Bosnie), cette dernière a pris une décision courageuse de les traduire en justice. Le «Groupe Horizonti» l'a aidée à gagner ce procès controversé. La communauté a répondu avec appréhension:

À la fin du procès il y a eu des rumeurs en ville: «Il y a une organisation féminine dangereuse à Tuzla. Elle gagne toujours. Ce sont des femmes très cruelles».

C'est une bonne chose, cela signifie qu'ils comprennent qu'il y a des organisations féminines qui protègent les victimes et la loi.

Horizonti, Bosnie

Comme le démontre le cas du Groupe Horizonti, le travail des défenseuses des droits humains est non seulement exaltant; il est aussi très efficace. Malheureusement, de ce succès découle souvent des menaces et des attaques violentes sur les organisations des femmes. Tel a été le cas du Groupe *Young Women's Leadership Institute* du Kenya. Son travail d'éduquer les jeunes femmes et de combattre l'excision a provoqué la colère d'une bande violente:

Si vous ne quittez pas le quartier Dandora, nous allons vous exciser! Allez lire le message (menaçant) adressé aux militantes du groupe Young Women's Leadership Institute en date du 15 mai 2007. Ces menaces ont été proférées par le MUNGIKI, une bande qui sème la terreur et qui a fait la une des journaux, pour une série de cas macabres de décapitations, de meurtres, d'assassinats des policiers, et d'extorsion⁷.

Bien que ces menaces soient terrifiantes, elles servent également de rappel aux militantes que leur travail fait mouche.

Pour Saida Ali, directrice de l'institut, ce message était indubitablement effrayant. C'est aussi la preuve que son organisation a réussi son action⁸.

En essayant de comprendre le mobile de ces menaces, Lepa Mladjenovic de la Serbie nous a rappelé qu'il est essentiel de comprendre la différence entre «les faits» et «la peur».

Des actions violentes et agressives faites en violation des droits des femmes sont basées sur la peur. Peur de voir ces femmes défier les fondements du pouvoir, les traditions: le statu quo; c'est un fait.

Toutefois, cette peur est souvent fondée aussi sur des perceptions erronées; comme par exemple l'idée que les militantes qui se battent pour un monde sans violence sont en fait en train de créer un monde sans hommes ou alors, qu'elles essaient d'opposer d'autres femmes contre leurs propres familles.

Pour le groupe Horizonti, la peur a commencé quand elles ont abandonné les activités psychosociales pour se consacrer au travail de lutte contre la violence domestique en Bosnie après le conflit:

Nous n'étions jamais considérées comme une menace quand nous travaillions uniquement pour assurer un appui psychosocial à un groupe cible plus élargi. Cependant, au fur et à mesure que nous travaillions sur la défense des droits des femmes, nous devenions une menace. Quand nous avons commencé à travailler dans le domaine de la violence domestique, les choses ont changé.

Il y a des hommes qui viennent crier: «Qu'avez-vous fait de ma femme? Elle est devenue tout simplement têtue».

Comme nos bénéficiaires sont des femmes, nous sommes perçues comme une organisation qui veut avoir une société sans hommes.

Défenseuse anonyme, Groupe Horizonti, Bosnie

Cycle de l'impunité: pas de vérité, pas de justice

Le niveau de la violence sexuelle faite aux femmes en RDC est extrêmement élevé. Pourtant les auteurs, particulièrement ceux qui vivent dans les zones où le droit est inexistant, restent impunis. Dans la province du Sud-Kivu, par exemple, 14200 cas de viol ont été recensés entre 2005 et 2007 (Irin 2008). Cependant, seuls 287 ont été déférés devant la justice.

S'il faut mettre ces chiffres dans les proportions, cela ne constitue que 2% de l'ensemble des cas de viols poursuivis. Cela ne tient pas compte de milliers d'autres cas qui n'ont jamais été dénoncés par peur ou par honte. Les femmes qui se battent pour dénoncer ces violences s'exposent à des risques graves chaque jour. Elles le font car si personne n'en parle pas ouvertement, nous ne connaissons jamais la vérité sur le niveau inimaginable de violence dans leur pays. Les rescapées vont en souffrir et mourir en silence. Si elles en parlent ouvertement sans être protégées, alors elles aussi finissent par être réduites au silence d'une manière ou d'une autre.

Si je dis la vérité, quelqu'un pourra me violer ou me tuer. Je ne suis pas protégée.

Défenseuse anonyme RDC

C'est ça l'impunité; elle est insidieuse. C'est ce que les défenseuses des droits humains subissent quotidiennement en RDC.

Menaces comme indicateurs de l'impact

Bien que cela paraisse être étrange, l'une des choses qui se disent dans nos séances de formation est: «Les menaces sont quasiment des mesures d'efficacité». Les défenseurs des droits humains ne sont pas généralement menacés ou agressés si leurs actions sont inefficaces. C'est quand leurs actions touchent aux intérêts des puissants qu'ils sont menacés ou attaqués. À voir la nature des menaces et des incidents, on remarque que ces derniers sont des réactions aux activités d'une personne ou d'une organisation. Pour cela, il est important d'observer et d'échanger les informations sur les menaces parce que ces dernières révèlent des renseignements cachés sur les auteurs ainsi que leur façon de réagir en face de vos activités. Cela peut orienter vos plans de sécurités et vos stratégies d'action.

Ignorer une menace est une réaction normale; c'est une sorte d'abnégation. Toutefois chaque menace est également le résultat de calculs. Les auteurs prennent certaines décisions rationnelles (même s'ils ne sont pas eux-mêmes très rationnels) sur la question de savoir s'il faut lutter contre votre militantisme, ou s'il faut le menacer ou l'ignorer. S'ils se décident à menacer, la raison pourrait être que:

- a) ils ne sont pas en mesure de mettre à exécution la menace;
- b) ils ne sont pas en mesure de mettre à exécution la menace dans l'immédiat;
- c) ils en ont la capacité, mais ils préféreraient ne pas se sentir obligés de mobiliser des ressources pour cette fin;
- d) ils en ont la capacité, mais ils préféreraient ne pas se sentir obligé d'affronter les conséquences politiques éventuelles.

La forme que prend la menace peut aussi fournir des renseignements sur les auteurs, c'est-à-dire dans quelle mesure ils sont prêts à prendre le risque (c'est-à-dire quel en sera le coût; quel est le prix à payer). Par exemple:

- Un texto (SMS) ne coûte presque rien;
- Un appel téléphonique fait juste au moment de rentrer à la maison, ou au bureau peut signifier qu'on est surveillé (et qu'on a la capacité de monter une telle opération);
- Une note remise en mains propres demande du temps et des efforts. Tout dépend du lieu et du moment de remise de cette note, cette opération peut révéler et faire identifier le porteur;
- Une menace ouverte proférée personnellement signifie que son auteur n'a pas peur d'être arrêté.

- Andrew Anderson, Front Line

Les défenseuses des droits humains en République Démocratique du Congo (RDC) sont dans la même confusion et rencontrent les mêmes difficultés:

Quand nous avons commencé notre travail, les hommes nous prenaient pour leurs ennemies. Ils disaient que nous voulions les dresser contre leurs femmes et leurs enfants.

- Dogale Ndahe, SECOODEF, RDC

Quand nous faisons la sensibilisation des femmes sur leurs droits dans la région, les hommes réagissent en ces termes: «Vous les femmes! Vous encouragez nos femmes à nous attaquer!» Ils les menacent.

- Esther Tshinama, UFEDEPA, RDC

Les hommes de la communauté Banyamulenge nous accusent de dresser leurs épouses contre eux.

- Gégé Katana, SOFAD, RDC

Ces changements signifient qu'il y a une évolution dans les rapports de forces qui, en fin de compte, aboutira à un monde plus juste pour tous, comme nous le rappelle le groupe Horizonti:

Il est nécessaire de sensibiliser les femmes sur leurs droits: ce n'est pas pour être contre les hommes; c'est mieux pour tout le monde.

Certes, pour les personnes et les groupes qui violent les droits humains, les défenseuses des droits humains sont effectivement dangereuses.

Si les militantes gagnaient, c'est sûr qu'il y aurait des perdants. Les hommes influents perdraient le contrôle politique, leur argent et leur liberté.

Les régimes répressifs tomberaient, les bandes organisées des criminels verraient disparaître leurs profits tirés du trafic des êtres humains et de la drogue. La corruption des politiciens et des corporations serait dénoncée. Plusieurs personnes seraient traduites en justice et elles passeraient le reste de leur vie en prison.

C'est la raison pour laquelle de nombreuses personnes notamment les politiciens, les paramilitaires font tout pour empêcher le travail des défenseuses des droits humains.

Typologie des menaces qui pèsent sur les défenseuses des droits humains.

Le guide intitulé Claiming Rights, Claiming Justice (Revendiquer les droits; revendiquer la justice), élaboré par l'APWLD en étroite collaboration avec l'International Campaign on Women Human Rights Defenders, établit une excellente classification des violations, des risques et des contraintes subis par les défenseuses des droits humains. Les voici présentés en résumé:

1. **Atteintes à l'intégrité de la vie, du corps et de l'esprit:** les meurtres et les tentatives de meurtre, les disparitions, la torture, le traitement cruel, inhumain et dégradant; le viol, l'abus et l'agression sexuelle, la violence au foyer et l'usage excessif de la force.
2. **Privation de la liberté physique et psychologique:** la détention et l'arrestation arbitraire, la détention administrative, l'enlèvement, et l'incarcération psychiatrique.
3. **Atteinte à la personnalité et à la réputation:** les menaces, la mise en garde, l'ultimatum, le harcèlement psychologique, le chantage et l'extorsion, le harcèlement sexuel, la séduction sexuelle, la calomnie, la diffamation, la campagne de dégradation, le discours de la haine et la stigmatisation, la ségrégation et l'ostracisme.
4. **Ingérence dans la vie privée et violations impliquant des relations personnelles:** les raids des bureaux et des maisons, les agressions et les intimidations des membres de la famille et de la communauté.
5. **Dispositions et pratiques juridiques pour limiter le militantisme des femmes:** l'usage restrictif du droit coutumier et des cadres juridiques basés sur la religion, la criminalisation et les poursuites judiciaires, les enquêtes illégales, les interrogatoires, les surveillances et les mise à l'index; les lois initiées contre les ONG et les sanctions en milieu professionnel.
6. **Violation des libertés d'expression, d'association et de rassemblement :** les restrictions à la liberté d'association, au droit à recevoir des fonds, à l'accès à l'information, à la communication avec les organisations internationales et à la liberté de rassemblement.
7. **Restrictions à la liberté de mouvement en fonction du genre:** autorisation préalable pour voyager à l'étranger, restriction ou obstruction aux déplacements à l'intérieur du pays, refus de visas de voyage et déportation.
8. **Refus de reconnaître les violations et l'impunité.**

Quelles menaces? : Buts et tactiques

Quelles que soient les raisons des menaces, les buts sont souvent très simples: arrêter, ralentir, ou contrôler les activités des défenseuses des droits humains. Ceux qui sont contre les défenseuses des droits humains se servent de différentes tactiques pour atteindre leurs objectifs.

Isoler les femmes est la tactique principale parce que les défenseuses des droits humains tirent leur force et leur protection des relations et de la solidarité avec les autres. Il y a un certain nombre de moyens directs d'isoler les femmes: leur couper tout appui local, national ou international; limiter leur liberté de mouvement et l'emprisonnement (les mettre en prison ou en résidence surveillée). Il existe d'autres moyens, plus indirects, mais toujours efficaces d'accroître également leur isolement comme semer le doute et la méfiance au sein de la communauté (par la diffamation et la calomnie) voire parmi les défenseuses elles-mêmes.

Une autre tactique consiste à épuiser psychologiquement les femmes pour les dissuader de continuer leur travail. Parfois cela se fait par un harcèlement constant et persistant, par exemple: la descente de la police pour fouiller les bureaux pendant des semaines entières. Quelquefois, cela se fait à travers une surveillance régulière pour créer un climat de peur. Souvent, les menaces incluent des plans prémédités qui font partie des stratégies très bien calculées et organisées. Par exemple:

Les mises sous surveillance et les assassinats. «L'opération Dragon» était un coup manqué dont l'objectif était d'assassiner 175 militants de la région de Cali en Colombie en 2004: parmi eux Berenice Celeyta Alayón. Organisée par le lieutenant-colonel Julian Billate Leal, officier supérieur et médaillé de la Troisième Brigade de l'armée colombienne, «l'Opération Dragon» a impliqué un certain nombre d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux, et même les sociétés privées, les services de sécurité privés et publics⁹.

Contrôle financier: l'ancien président Serbe, Slobodan Milosevic a utilisé, entre autres, des tactiques administratives légales et financières pour harceler les militants des organisations. Comme l'a décrit Natasa Kandic:

Entre 1993 et 1999, la stratégie de Milosevic était de réduire au minimum la présence et l'action des organisations des droits humains en Serbie. Pendant ce temps, nous étions souvent contrôlés par la police chargée des crimes financiers. En vertu de la loi, cette police avait le droit de le faire mais elle avait décidé d'opérer des descentes dans nos bureaux trop souvent.

C'était une façon de harceler les membres du personnel pour qu'ils comprennent qu'il ferait mieux de ne pas travailler chez nous, dans l'espoir de les faire quitter tout simplement le travail de défense de droits humains. Pendant les bombardements de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), ils étaient dans nos bureaux pendant six semaines, ils ont fouillé tous les papiers, mais ils n'ont rien trouvé. Au même moment (pendant les bombardements), les agents des services de sécurité militaire ont visité trois fois le bureau. Ils se sont également rendus chez moi à deux reprises. Ils voulaient démontrer: «Nous pouvons vous arrêter tous» et «Nous vous accuserons d'espions».

D'autres attaques sont spontanées comme les violences soudaines faites aux femmes pendant les manifestations.

Cependant, toutes les menaces sont enracinées dans les convictions sociales, culturelles, religieuses et traditionnelles et sont soutenues par ce qui est (ou ce qui n'est pas) considéré socialement comme acceptable partout. Comprendre le contexte dans lequel ces menaces et ces attaques se font, est crucial si l'on veut les récuser et les démanteler.

La base

La Plateforme de Dublin, organisée par le groupe Front Line en 2007 à l'intention des défenseurs des droits humains, a consacré plusieurs sessions et exposés sur des préoccupations spécifiques à la sécurité des défenseuses des droits humains. À l'une de ces sessions, une défenseuse a fait une observation dans laquelle la confusion était évidente:

Personnellement, je ne vois tout simplement pas de différence entre les défenseurs (hommes) et les défenseuses (femmes) des droits humains. Je ne la vois pas! Et alors?

Dans sa réaction, Mary Akrami a fait la synthèse des réalités qu'elle a vécues:

Dans un pays où la vie n'est pas naturellement respectée, la vie des femmes est considérée comme la moindre forme de vie qui puisse exister. Les femmes sont vues comme des biens appartenant aux hommes¹⁰.

Plus tard, Solange (Sonia) Pierre, directrice du mouvement des femmes dominicaines d'origine haïtienne (MUDHA) a fait l'écho des paroles d'Akrami en expliquant que les haïtiennes et leurs enfants vivant en République Dominicaine n'étaient qu'une source de main d'œuvre:

Je suis défenseuse des droits humains, je suis à la fois femme et mère; mais ici en République Dominicaine, ils affirment leur droit, leur "Droit de Seigneurs" sur les femmes haïtiennes. Nos enfants travaillent; ils ne vont pas à l'école; nous n'avons aucun droit; pour eux nous ne sommes qu'une source de main d'œuvre¹¹.

C'est cela la base. Ce contexte déblaye le terrain pour la vie des défenseuses des droits humains¹². Dans un monde où les femmes sont vues comme des êtres humains de second rang, les défenseuses des droits humains se livrent à un combat acharné pour être reconnues, d'abord comme des êtres humains, ensuite comme des défenseuses. Chaque jour, elles se présentent dans un monde qui les considère comme des êtres humains inférieurs pour y faire entendre leur voix.

L'attitude qui prévaut actuellement dans la société est que les femmes n'ont pas beaucoup à dire au sein de la société ou de la famille. Les femmes sont généralement considérées comme des êtres humains inférieurs. Nous n'avons aucun droit de nous prononcer sur une affaire familiale; seuls les garçons sont considérés comme de vrais enfants.

- Sylvie Biruru, PAIF, RDC

Après avoir formé notre groupe, nous avons connu beaucoup de problèmes. Les gens, dans la société, nous traitent avec beaucoup de dédain. Ils disent beaucoup de choses assez insupportables contre nous; ils disent que notre groupe propage les «vikruti» (l'immoralité). Ils disent que nous devrions être battues pour nous mettre dans le droit chemin; qu'ils ne doivent pas nous permettre de vivre.

- Défenseuse anonyme, Mitini, Nepal

C'est un monde où les femmes sont insultées en étant appelées des prostituées, tout simplement parce qu'elles sortent de chez elles.

Au tribunal ou dans d'autres lieux publics, les défenseuses des droits humains sont considérées comme des prostituées. Il leur est interdit de porter le pantalon. C'est le Règlement d'ordre intérieur du Parlement, parce que le pantalon déshonore la femme dans tous les sens du terme.

- Yvette Kabuo, RFDP, RDC

En Tunisie la police a battu en public les militantes sous prétexte qu'elles étaient des prostituées.

- Défenseuse anonyme, Tunisie

Un monde dans lequel les corps des femmes sont des marchandises à consommer jusqu'à l'épuisement du stock:

[Dans les Balkans], la nouvelle élite qui a émergé pendant la guerre s'est enrichie à cause du trafic des cigarettes et la vente de la drogues et des armes. Il est particulièrement important de souligner que ces gens sont devenus riches d'abord grâce aux femmes, au trafic des femmes et à l'abus des femmes dans de nombreux actes criminels.

Récemment j'ai rencontré une femme relativement jeune d'environ 50 ans. Elle a été utilisée comme esclave sexuelle pendant des années par des militaires d'Arkan. Après avoir été abandonnée par ses parents, un soldat monténégrin l'a achetée.

Nous avons entendu des récits tragiques racontés par les femmes qui en avaient été victimes. Elles avaient été maltraitées et menacées. Elles étaient obligées de faire le trafic de la drogue cachée dans leurs organes génitaux (le vagin peut contenir 250 à 300 grammes d'héroïne). Elles ont fait entrer clandestinement les armes et les munitions. La police savait que ce trafic se faisait mais elle ne faisait rien.

Beaucoup de femmes ont été déplacées, après avoir été jugées épuisées, vers des lieux spéciaux pour le trafic d'organes. Celles qui étaient désignées pour ce trafic n'avaient pas plus de 25 ans.

- Ljiljana Raicevic, Women's Safe House, Podgorica¹³

Le contexte est important parce qu'il sert de base à quiconque qui voudrait empêcher aux femmes de défendre les droits humains. C'est ce qui explique l'efficacité des calomnies ou de la banalisation des violations des droits humains, considérées comme des cas normaux de violences faites aux femmes. Pour la plupart, la calomnie paraît tolérable et lénifiante. Elle réifie le point de vue global préexistant selon lequel les femmes sont des êtres humains inférieurs. Tout ce qu'il faut faire c'est recourir aux convictions enfouies dans le subconscient sur la valeur de la femme et sa place dans la société.

En traitant les femmes qui défient ces convictions de «folles», de «perverses sexuelles», de «sorcières», «d'ordures», leurs rivaux poursuivent ainsi leur processus de déshumanisation; de minimisation et de dévalorisation des défenseuses des droits humains. Ils confirment l'idée selon laquelle ces femmes appartiennent à «l'autre» société fonctionnant en dehors de celle qui est «normale»:

La campagne médiatique sur nous est basée sur les insultes. Le but est de nous diaboliser et de nous déshumaniser par des insultes, en nous traitant de «laidies», de «grosses», de «lesbiennes» (particulièrement parce que notre société est macho et homophobe). Nous sommes plus des totems que des êtres humains. La communauté internationale doit voir ce qui transparaît à travers notre diabolisation et pourquoi nous sommes vus comme des ennemis.

- Sonja Biserko, Serbie

Une stratégie reliée consiste à criminaliser les femmes et leurs activités de défenses des droits humains. Les femmes qui travaillent dans les parties en conflit sont traitées de traîtresses et d'espionnes. Celles qui parlent ouvertement contre le gouvernement sont accusées de terrorisme. Ce qui fait d'elles des cibles privilégiées de la persécution du gouvernement.

Toutes les deux stratégies sont bonnes pour justifier davantage les agressions contre les défenseuses des droits humains. En discréditant ces femmes et en les présentant comme des «menaces» à la société, les militantes sont privées de tout soutien et de toute protection éventuels par les membres de la communauté.

Crimes insolites

En Colombie, les agressions contre les défenseuses des droits humains ont souvent été camouflées en cas de simple vol bien que ces informations soient retirées des ordinateurs.

Les formes des menaces ont changé: beaucoup ressemblent à des crimes normaux. Plusieurs femmes qui travaillent ici, sont à la fois travailleuses et chefs de famille. Les maisons de certaines femmes ont été cambriolées, leurs ordinateurs vandalisés et vidés de leurs données.

- Soraya Gutiérrez, Colombie

Étant donné que les agressions sont facilement décrites comme des cas de violences «normales» faites aux femmes, les passants les décrivent comme des crimes normaux et ils poursuivent leur chemin en silence.

Finalement, il ne s'agit que du bruit de fond. Une femme assassinée à la frontière mexicaine, un viol commis en RDC, ... tout se transforme en un seul récit d'horreur et devient moins important pour nous en tant qu'individus. Cela devient plus acceptable.

Chaque jour il y a plusieurs actions publiées dans les journaux. Ainsi, après un temps, les gens ne les prennent plus au sérieux. Il y a au moins cinq incidents contre les autochtones, contre les afro-colombiens, et contre les jeunes gens. C'est grave!

- Patricia Guerrero, Colombie

À un certain moment, certaines personnes commencent à croire que cette violence est normale:

Une fois, un juge a déclaré: «Les trafiquants sont des personnes respectables, je ne peux pas vous donner leurs noms». Et j'ai répondu: «Depuis quand le trafic des hommes est devenu respectable?»

Depuis lors, je n'ai plus la même fureur, mais j'en suis toujours fâchée. Si quelqu'un dit que c'est normal... [je réagis à haute voix]: «Ce n'est pas normal!»

Notre société ne peut pas progresser si ces choses sont vues comme étant normales.

- Radmila Zigic, Lara, Bosnie

Quand les femmes sont délibérément déshumanisées, effacées et minimisées, alors leur vie est vue comme sans importance. Dans ce cas, qui le remarquerait si elles disparaissaient?

- Ani DiFranco

Pour les femmes et les

pauvres,

le silence est violence

/ Si plus de gens criaient,

je pourrais me relâcher/

Mais un bon cerveau

ne sert à rien

si tu ne connais pas les

faits.

Comment?

Il n'est pas facile d'intimider une militante; c'est ce que nous rappelle Prizma Singh Tharu:

Ils [les maoïstes] envoient parfois leurs épouses pour participer à nos réunions et à nos manifestations. Une fois venues à nos manifestations, elles nous disent: «C'est bien que vous travailliez pour les femmes, mais ne vous laissez pas acheter par l'argent des étrangers». À cela, je réponds: «Je ne me suis jamais vendue et je ne le ferai jamais».

Je suis passée par toutes ces étapes [de ces conflits] en luttant au sein de ma famille et contre les discriminations basées sur les castes. Alors rien de tout cela ne m'intimide.

- Prizma Singh Tharu, Népal

C'est la raison pour laquelle ils recourent à d'autres moyens pour vous avoir: ils cherchent à trouver votre talon d'Achille. Souvent, cela est très personnel: c'est une question de savoir qui tu es, qui tu aimes et ce que tu crains.

Presque toutes les femmes craignent le viol, par-dessus tout.

Pour les femmes, le pire à craindre est en rapport avec nos corps.

- Zoe Gudovic, Queer Beograd, Serbie

Les hommes [défenseurs des droits humains], eux sont «tout simplement» tués. Tandis que les tueries des femmes sont très cruelles: on pose des actes sur leurs corps avant ou après les avoir tués.

Beaucoup de femmes, membres de l'OFP, ont été violées avant d'être abattues. On ouvrait leur ventre, on introduisait des bâtons dans le vagin. Quand nous avons trouvé les corps de ces femmes, on y avait attaché des étiquettes sur lesquelles on pouvait lire: «Je suis prostituée». Ou alors, leur corps laissait voir d'autres formes de torture sexuelle; il semble qu'ils sentaient une forme de plaisir pervers en mutilant les corps des femmes.

- Défenseuse anonyme, Organización Femenina Popular (OFP), Colombie

En Colombie, après que leurs maisons aient été cambriolées, après que leurs ordinateurs aient été dépouillés de leurs fichiers, les défenseuses des droits humains ont trouvé des avertissements étranges:

Leurs poupées avaient été démembrées,

Ils cherchent souvent à donner des messages subversifs et sexuels, des messages qui affectent la vie privée des femmes.

- Soraya Gutiérrez, Colombie

La menace de la violence sexuelle est très forte et effective parce qu'elle suscite une peur primitive enracinée dans le psychisme des femmes dès leur jeune âge; parce qu'elle reflète la réalité: incidents antérieurs des abus et des violences et parce qu'elle est monnaie courante et elle est tolérée dans chaque société. Par conséquent, il est plus facile de s'en échapper.

Une manière d'atteindre les défenseuses des droits humains; c'est de passer par leurs familles. On commence d'abord par les menaces:

À cause de mon travail en tant que militante, mes enfants ont été sermonnés et fustigés par les autorités.

- **Défenseuse anonyme, Tunisie**

Ils ont menacé de tremper mes enfants dans de l'eau bouillante.

- **Adèle Murughuli, RDC**

Quand les menaces ne produisent pas d'effets, alors commencent les agressions.

Ils m'ont finalement eu quand ils ont menacé mes enfants: je ne pouvais plus me concentrer. Ils m'ont appelée et ils ont dit: «Nous avons ta fille et nous sommes en train de la violer, maintenant!».

- **Défenseuse anonyme, RDC¹⁴**

Ils ont violé ma sœur; ils ont menacé mes enfants. Nous nous sommes alors sentis isolés et abandonnés.

- **Défenseuse anonyme, Guatemala¹⁵**

En 2002, les militaires sont venus violer ma sœur cadette. Elle a essayé de s'échapper, mais ils ont fini par l'attraper. Parce qu'elle a résisté, les soldats ont dit que pour la punir, ils allaient l'empêcher d'user de son organe sexuel; ils lui ont tiré dans le vagin.

- **Emirite Tabisha, FESA, RDC**

Parfois, elles sont obligées de perdre leurs collègues:

C'est alors que s'applique la stratégie de «diviser pour régner». La tactique communément utilisée en Iran contre les défenseuses des droits humains; c'est d'essayer de les opposer les unes contre les autres, particulièrement lors des interrogatoires en prison.

Dans certains cas, il s'agit de plus qu'une insinuation: Par exemple, les services des renseignements prétendent tout simplement qu'une défenseuse des droits humains a livré une information concernant sa collègue, alors qu'en réalité, cette information provenait du service de surveillance. Mais quand on est sous beaucoup de pression, il est plus facile de faire un jugement hâtif et de commencer à soupçonner ses collègues.

Pour nous diviser [les agents de sécurité] ont commencé à corrompre les femmes dans le but de semer la division entre elles. Dans une réunion, une femme avait laissé son téléphone ouvert et les agents de sécurité ont suivi tout le déroulement de leur réunion. À l'issue de la réunion ils sont venus m'arrêter. Ils se sont référés aux propos que j'avais tenus dans la réunion et m'ont demandé pourquoi j'avais dit tout cela.

- Gégé Katana, SOFAD, RDC

Selon les politiques poursuivies par le gouvernement dans le cadre de la «sécurité démocratique», on a trouvé des moyens subtils d'acheter des informations. Alors il y a toujours la possibilité de se dénoncer mutuellement. Les services de sécurité sont au courant mais s'en défendent.

- Camilla Esguerra Muelle, Colombie

Nous, groupe des défenseuses des droits des femmes, sommes très divisés à cause de cette manipulation évidente. Au niveau national, la politique de «diviser pour régner» est très présente.

- Défenseuse anonyme, Népal

Qui?

Alors, qui est derrière ces menaces? La liste est longue; elle comprend des acteurs gouvernementaux (les politiciens, la police et l'armée) et des acteurs non gouvernementaux (les forces paramilitaires, les multinationales, les bandes organisées de criminels, les voisins, les membres de famille et même les autres groupes de défense des droits humains). Comme le fait remarquer Renu Rajbhandari, cela concerne tout le monde:

Les menaces viennent aussi bien de la communauté que de l'armée, des maoïstes, du sarkar [le gouvernement], de la police, des groupes religieux et d'autres militants des droits humains.

En fait, de tout le monde!

- Renu Rajbhandari, Népal

Même si les circonstances varient selon les pays et les contextes, une chose est certaine: beaucoup de ces acteurs entretiennent des rapports. C'est ce qui les rend plus dangereux parce que ces liens les protègent et leur garantissent l'impunité.

Tout est lié: la militarisation, le manque de justice transitionnelle et le retour au passé. Des acteurs non gouvernementaux comme le clergé, soutiennent le recours au traditionalisme et [aux actions de] l'extrême droite; l'État est à la base de tout cela. Ce climat explique pourquoi Women in Black est l'objet d'agressions.

- Défenseuse anonyme, Women in Black, Serbie

En Colombie, les liens entre le gouvernement, les groupes paramilitaires et les cartels des narcotrafiquants forment un cocktail dangereux, comme l'explique Luz Marina Monzón:

Il y a un autre phénomène connexe qui affecte la sécurité des défenseuses des droits humains [en Colombie]: les relations, dans les conflits armés, liant la guérilla et les groupes paramilitaires au trafic de la drogue, à la corruption et à la conception des politiques gouvernementales anti-terroristes. Cette situation explique pourquoi les défenseuses des droits humains sont accusées de sympathisantes ou d'ennemies de la guérilla ou du gouvernement selon les priorités des parties en conflit. Dans le cas des défenseuses des droits humains, elles deviennent vulnérables aux violations commises par toutes les parties en conflit qui s'en prennent aux corps des femmes¹⁶.

Ajouter les sociétés multinationales à ce cocktail; c'est même introduire davantage d'acteurs armés et augmenter les menaces contre les défenseuses des droits humains:

Le consortium Colombia Energy a été créé en 2002. Étant donné que les compagnies pétrolières paient les soldats qui assurent leur protection, cela a augmenté la présence militaire. Cependant, puisqu'il y a aussi la présence de la guérilla, l'armée prend les paysans et les autochtones pour alliés des rebelles. Ainsi toute la région est militarisée.

- Défenseuse anonyme, Colombie

Ensuite il y a des menaces qui émanent de vos proches, de votre famille:

Je n'ai pas de mari maintenant. Il a commencé à s'enivrer et est devenu violent. L'un des problèmes était que je devenais de plus en plus puissante et on me voyait à la télévision. Cela l'a fait partir.

Je dois être exemplaire en tant que leader. Comment pourrai-je conseiller les femmes si moi-même je vis dans les mêmes conditions qu'elles? Je lui ai demandé de choisir entre l'alcool et la famille.

- Défenseuse anonyme, Balkans

Même si les membres de la famille sont eux-mêmes militants des droits humains, ils font eux aussi la violence aux défenseuses des droits humains au lieu de leur exprimer la solidarité:

Certaines femmes dirigeantes sont battues par leurs maris, militants politiques, à cause de leur travail pour la défense des droits des femmes.

- Défenseuse anonyme, Birmanie/Thaïlande

Des collègues militants oeuvrant dans les grandes organisations de défense des droits humains menacent également la sécurité des défenseuses des droits humains en ne leur accordant pas la parole:

Là où je travaille, il y a d'autres institutions qui oeuvrent dans le domaine des droits humains et leurs membres pensent être les seuls militants légitimes des droits humains. Ils ne s'imaginent pas un seul instant que les femmes peuvent aussi être des militantes pour la même cause; par conséquent tout ce qu'elles font dans ce sens n'est pas considéré comme un travail sur les droits humains. Ils pensent être les seuls militants des droits humains et personne d'autre ne peut s'ingérer dans leur travail.

- Nirmala Neupane (Thapa), Nepal Women Skill Development Forum, Népal

Surtout si vous travaillez sur des questions «controversées», vous ferez face à une opposition interne au sein même du mouvement féminin:

Les femmes qui parlent de la sexualité ou des droits sexuels sont toujours marginalisées.

Même le mouvement féminin ne reconnaît pas ces droits et ne soutient pas non plus les organisations oeuvrant pour certains droits.

- Renu Rajbhandari, Népal

Ce qui nous révolte

Quand Gustavo Petro, Sénateur de l'Opposition au Congrès colombien, a fait son témoignage sur le rôle des sociétés multinationales dans les violations des droits humains dans ce pays, il a décrit les auteurs comme:

Ceux qui s'habillent en sénateur le matin; ils font le trafic de la cocaïne dans l'après-midi; ils commandent les forces paramilitaires le soir.

- Griswold D. (2007) "Oil Companies behind violence in Colombia" *Workers World*.

Finalement, il y a des menaces qui sont inhérentes à la culture même du militantisme; ce qui fait que l'on doit prévoir, et même célébrer, la mort pour le besoin de la cause¹⁷. Les défenseuses des droits humains qui sacrifient leur vie, au sens propre comme au sens figuré, sont vénérées pour leur sacrifice qui fait d'elles des martyres.

Cette culture fait qu'il soit difficile de parler et d'établir un rapport direct avec la peur d'être agressée physiquement ou d'être tuée. En revanche, les défenseuses des droits humains déploient une série de stratégies pour dissiper indirectement la peur, comme l'hyper vigilance le fatalisme, l'humour, le reniement, la paranoïa. Parfois, elles se rabaisseront parce qu'elles en ont conscience; parfois elles rabaisseront les autres. Et quelquefois, elles admettront l'existence de ce danger mais elles diront: «Pour quelle raison dois-je m'inquiéter de ma propre sécurité? Par rapport aux autres, ma situation n'est pas si mauvaise!»

Il y a souvent un grand prix émotionnel, spirituel et physique à payer pour inhiber la peur et faire face à la violence au quotidien; c'est le prix de vivre dans le manque permanent de liberté et de reconnaissance; c'est de devoir cacher ce qu'on est, ce qu'on croit, qui on aime; comme principales stratégies de survie.

Au bout du compte, cela finit par se manifester quelque part.

Comme l'a dit Jelena Djordjevic: «Quel que soit ce que nous faisons, ça reste imprimé dans le corps¹⁸. À la fin, ça ressort souvent sous forme de maladie: chagrin, traumatisme, irritabilité, colère ou querelle avec les membres de sa famille ou avec ses amants, perte des relations, isolement.»

Tout cela fait partie intégrante de la sécurité des femmes.

Il y a souvent un grand prix émotionnel, spirituel et physique à payer pour inhiber la peur et faire face à la violence au quotidien: c'est le prix de vivre dans le manque permanent de liberté et de reconnaissance; c'est de devoir cacher ce qu'on est, ce qu'on croit, qui on aime; comme principales stratégies de survie.



Resiste, soeur, sister

La force de nos convictions

Les défenseuses des droits humains tirent leur force de l'adversité. Leur militantisme est enraciné dans les expériences très personnelles caractérisées par la discrimination, l'exclusion et la violence de grande intensité.

Au niveau le plus fondamental, les défenseuses des droits humains utilisent la force de leurs convictions pour se protéger.

Quand vous croyez fermement à ce que vous faites, vous devenez plus forte que vous ne l'êtes réellement.

- **Défenseuse anonyme, Horizonti, Bosnie**

Au moment de la crise, la première chose à faire; c'est d'avoir une conviction selon laquelle vous êtes en train de faire ce qui est correct.

- **Lway Ay Nang, Paloung Women Organisation, Birmanie/Thaïlande**

Chaque fois qu'il y a un problème, nous organisons une réunion du Conseil d'Administration et nous en discutons. Nous croyons que nous n'avons rien à nous reprocher et cette conviction nous aide à résoudre beaucoup de problèmes. Quand ceux qui nous menacent se rendent compte que nous ne faisons rien de mal, ils finissent par nous respecter et par apprécier ce que nous faisons.

En réalité, c'est notre foi au travail de défense des droits des femmes qui est la source de notre détermination et de notre soutien. Quand nous sortons pour faire un travail social, nous ne pouvons pas nous laisser dissuader par des menaces et des difficultés. Par ailleurs, si nous n'avons rien fait de mal, pourquoi nous en inquiéter?

- **Sarita Devi Sharma, Saathi, Népal**

Que faire face au

stress professionnel?

D'abord je mets la

musique et puis j'aime

danser.

Ce sont les deux façons

de dire aux semeurs de

la mort que le sens de la

dignité se trouve dans la

joie.

- **Défenseuse anonyme, Colombie, (Front Line, 2007)**

Le fait d'agir sans peur est souvent une stratégie délibérée. Elle confond les auteurs car elle est très inattendue. Elle intimide; elle réussit:

Quand les groupes paramilitaires ont conquis Barranca, ils ont publié un manuel appelant à une coexistence pacifique. Les enfants qui n'obéissaient pas [à leurs règles] étaient ligotés puis battus.

Un groupe d'environ 20 femmes de l'OFP [Organización Femenina Popular] a commencé à descendre sur le terrain pour ramener les enfants. Ces femmes se rendaient seulement sur ces lieux et faisaient semblant d'ignorer l'existence des groupes paramilitaires. Elles s'y rendaient tout simplement, déliaient les enfants et les ramenaient.

Les forces paramilitaires ne pouvaient tout simplement rien faire devant un groupe intrépide de femmes.

- Défenseuse anonyme, OFP, Colombie

Nous savons que si nous les laissons voir que nous sommes intrépides, nous serons considérées comme étant fortes et ils se rétracteront. Plusieurs recherches l'ont confirmé: dans ma carrière de journaliste, j'ai beaucoup écrit sur les crimes, la corruption dans le secteur public et j'ai appris, avec le temps, que la chose la plus importante est de montrer qu'on n'a pas peur. Quelquefois, les criminels venaient dans mon bureau pour dire des choses comme: «Je veux te tuer!». Alors je prenais le téléphone puis je répondais: «Voulez-vous dire à la police qui vous voulez tuer?»

Ce n'est qu'après que la peur me saisissait.

- Défenseuse anonyme, Balkans

Parfois ce courage traduit l'acte ultime de la résistance. Quand les forces militaires ont enlevé la fondatrice de l'OFP, Esperanza Amaris Miranda, en octobre 2003, cette dernière savait qu'ils allaient mettre fin à sa vie. Elle s'est arrangée pour qu'ils ne puissent pas emporter son corps:

Les groupes paramilitaires l'ont prise à partir de chez elle et l'ont emportée dans un taxi. Sa fille a essayé de la retirer de leurs mains mais en vain. Elle a appelé le bureau de l'OFP pour demander d'amener un groupe de 15 femmes. Ça ne faisait que dix minutes seulement depuis qu'ils l'avaient amenée, mais ils l'avaient déjà tuée. Dans le coffre du taxi, il y avait des scies et des couteaux pour mutiler son corps et le faire disparaître. En ce moment-là, les femmes étaient déjà sur le lieu; ils ne pouvaient plus le faire. Esperanza leur avait échappé; elle avait franchi en courant cinq bâtiments avant de la tirer dans le dos. Esperanza leur était insolente, ils savaient ce qu'ils voulaient faire de son corps [mutiler son corps puis le faire disparaître]. Alors, elle s'est échappée du taxi pour laisser des preuves.

- Défenseuse anonyme, OFP, Colombie

Pour beaucoup de militantes, l'audace est la combinaison de plusieurs facteurs: parfois elle découle du sentiment selon lequel il n'y a plus rien à perdre (à la limite du fatalisme) et une conviction profonde que si elles ne se mettent pas au travail, personne d'autre ne le fera à leur place.

[Je subis] beaucoup de pression politique, mais l'essentiel; c'est de ne pas se laisser effrayer par ces défis. La mort frappera un jour... personne ne peut y échapper.

**- Mohammadi Siddiqui,
Fatima Foundation, Népal**

Nous ne sommes pas protégées, mais puisqu'il y a beaucoup de victimes ici, on a l'impression qu'il n'y a plus rien à perdre.

- Emirite Tabisha, FESA, RDC

Je crois à mon travail et je suis convaincue qu'aucun mal ne m'arrivera ou alors je l'assume et je vais mourir; dans l'entre-temps, je dois continuer mon travail.

- Prizma Singh Tharu, Népal

La mort n'est pas un problème; nous ne prenons pas de précautions pour éviter la mort. Puisqu'il est nécessaire de travailler, je fais ce que je veux; c'est le plus important, parce que, de toute façon, je finirai par mourir.

- Défenseuse anonyme, Algérie

Considérer l'intrépidité comme stratégie de protection peut être désavantageux parce que cela peut signifier que nous n'arrivons pas à savoir quand il faut changer son fusil d'épaule pour se rendre compte et comprendre la valeur des sentiments et de la peur.

Jelena Djodjevic a relevé l'une des raisons pour lesquelles les défenseuses des droits humains ne parlent pas de la peur: elles croient souvent ne pas être censées d'avoir peur en premier lieu.

Il y a risque de stigmatisation en parlant de la peur car les militantes sont censées être intrépides. «Il nous faut être intrépides parce qu'en ayant peur, nous devenons faibles. Si nous sommes faibles, nous devenons inefficaces¹⁹.»

Parfois, même si les défenseuses des droits humains refoulent la peur, elles refoulent aussi les menaces. Dans le passé la SOFAD ne prenait pas au sérieux les menaces de représailles et ne les documentait pas comme faisant partie de la violence sexuelle en RDC. Cette situation a perduré jusqu'au moment où ces menaces sont devenues une réalité:

On nous disait: "Un jour on finira par vous violer et comme ça vous pourrez avoir un bon rapport à présenter". Avant, nous recevions des lettres anonymes que nous ne prenions pas au sérieux.

Maintenant nous les prenons au sérieux, parce que cinq femmes de la SOFAD ont été violées à cause de leur travail de dénoncer les violences sexuelles.

- Gégé Katana, SOFAD

Le fait de reconnaître une peur positive et d'agir méthodiquement est un acte d'équilibre entre le reniement et la paranoïa:

Ce que nous ont appris les défenseurs(euses) des droits humains, c'est qu'il est important de reconnaître la peur comme une réaction naturelle. Elle fait partie du mécanisme de défense du corps. Ceux qui nous menacent essaient de nous effrayer et si nous y accordons beaucoup plus d'attention cela donnera l'impression que nous nous plions à ces menaces.

*Non, la seule chose dont
j'étais fatiguée; j'étais
fatiguée de céder.*

- Rosa Parks, États-Unis

Cependant, l'observation et l'analyse des menaces sont une partie importante de toute stratégie de bonne gestion de la sécurité. Souvent, les menaces résultent d'un calcul et d'un processus de prise de décision de la part des auteurs. Le contenu et le timing peuvent donner des renseignements sur l'auteur des menaces, sur la probabilité de leur exécution et sur leur mobile.

*L'échange d'informations sur les menaces, fait dans un cadre bien structuré (quand vous réfléchissez ensemble sur la façon de superviser la sécurité) n'est pas un signe de faiblesse. Cela ne signifie pas qu'il faut arrêter ce qu'on est en train de faire; c'est l'occasion de prendre des mesures de précaution, le cas échéant.
Cela permet également de se soutenir mutuellement.*

- Andrew Anderson, Front Line, Irlande

Comme on le fait avec toutes les stratégies, l'important est de savoir opérer des choix bien réfléchis.

Choisir son cheval de bataille

Les défenseuses opèrent des choix stratégiques sur le temps et la manière de prendre position. Elles savent que la flexibilité et l'adaptabilité sont très importantes pour rester en sécurité.

Parfois, cela signifie rester ferme et maintenir sa position, c'est-à-dire faire preuve d'un entêtement, tout simplement pour des raisons stratégiques:

Les femmes sont tenaces, nous ne voulons pas céder.

- Lara, Bosnie

Comme le jour de décembre 1955 quand Rosa Parks, une afro-américaine, a refusé de céder son siège à un blanc dans un bus de Montgomery, déclanchant ainsi l'un des mouvements les plus importants de lutte contre la ségrégation raciale aux États-Unis et, dans la foulée, l'ascension de Martin Luther King. Dans son autobiographie, elle explique pourquoi elle avait pris le risque de se faire arrêter:

On dit souvent que je n'avais pas cédé mon siège parce que j'étais fatiguée, ce n'est pas vrai! Je n'étais pas physiquement fatiguée, ou plus fatiguée que je ne l'avais été d'habitude à la fin d'une journée de travail. Je n'étais pas vieille même si, aux yeux de certaines personnes, je paraissais vieille. J'avais 42 ans.

Non, la seule chose dont j'étais fatiguée; j'étais fatiguée de céder.

- Rosa Parks, États-Unis²⁰

Prizma Singh Tharu connaît ce sentiment. Quand le rapport principal sur la destitution du Roi du Népal a été publié, les hommes appartenant aux principales organisations se sont targués de la réussite de cette opération, ignorant ainsi la contribution apportée par leurs collègues femmes:

Ils avaient dressé la liste des activités [qu'ils prétendaient avaient été] exécutées par les hommes, et ils ont soutenu que ce rapport avait été également préparé par les hommes. Ils ont complètement ignoré les contributions des militantes. C'était une situation où nous avons constamment lutté ensemble avec les hommes et, en dépit de tout cela, rien n'avait été mentionné ni reconnu sur la contribution des femmes.

J'étais présente dans la réunion, je ne pouvais pas tolérer cela. Je me suis levée et j'ai dit: «Quelle bêtise êtes-vous en train de raconter! Nous avons lutté ensemble au niveau de 'tu-tu may-may' [c'est-à-dire nous nous sommes battues bec et ongles]. Il est très difficile pour les femmes d'être appréciées pour le travail qu'elles font». Maintenant je suis devenue incontournable. Ils doivent m'inviter à toutes les rencontres parce qu'ils savent que je ne vais pas les laisser tranquilles. Je le leur ai fait comprendre.

- Prizma Singh Tharu, Népal

La persistance paie. Quand une consultante politique a essayé de les faire taire, les membres de Most en Bosnie, ont décidé de la rencontrer pour en faire une alliée:

Nous avons beaucoup de problèmes avec une femme qui travaillait comme consultante de tous les maires. Elle voulait fermer une organisation, sous prétexte que nous étions contre les Serbes et la République de Srpska; et que nous travaillions avec et pour le compte des musulmans.

Nous avons décidé de la cibler.

Nous avons parlé aux femmes de Banja Luka et nous leur avons demandé de l'inviter chaque fois qu'elles organisaient des séances de formation des femmes en politique. Nous avons même financé certaines de ces séances afin de nous rassurer qu'elle y serait invitée.

Et cela a fini par réussir. Maintenant, elle participe à nos réunions et toutes les portes lui sont ouvertes. Il y a aussi des politiciens d'autres villes qui nous appellent; ils veulent

travailler avec nous. Actuellement, nous sommes devenues membres de différents comités au niveau municipal. Même la police nous a invitées quand elle a organisé une table ronde.

- Dubravka Kovacevic, Most, Bosnie

Les militantes savent également quand utiliser la flexibilité pour combattre la résistance.

Au Népal, quand Mohammadi Siddiqui a organisé un forum pour discuter des problèmes des femmes musulmanes, elle a été confrontée par les hommes qui refusaient d'assister à une réunion dirigée par une femme:

C'était la première fois que nous avons organisé une manifestation qui a connu une grande participation des Wahabis et des Sunnies. Cependant, il y avait d'autres personnes qui disaient qu'elles ne viendraient pas à la réunion. Elles disaient: «Mohammadi n'est qu'une coordinatrice; elle sera sur le podium et je ne m'assiérai pas à côté d'elle». Puis, je les ai visitées et je les ai invitées à la réunion pour nous dire ce qui est écrit [dans le Coran]. Je leur ai dit: «Je vais m'asseoir dans l'auditoire et vous allez diriger la réunion. Je ne connais rien, et c'est à vous de nous instruire».

C'est comme ça que je les ai convaincues. Je les ai aidées à préparer et à présenter trois communications: sur l'islam et la violence faite aux femmes, sur les droits des enfants et sur les droits humains. Je leur ai dit qu'elles pouvaient écrire en Urdu et que j'étais disposée à faire la traduction.

J'ai aussi ajouté une section sur le Droit népalais.

On a fini par avoir une rencontre très intéressante. Tous les musulmans de la région qui me soutenaient m'ont demandé d'entrer en politique. C'est comme ça que je me suis fait élire. Cela a montré aux autres la voie à suivre.

Parfois, la patience se révèle être le meilleur moyen de combattre les menaces.

C'est comme l'eau qui glisse sur les plumes d'un canard

La lutte contre la calomnie²¹ est un autre problème de sécurité qui nécessite des actions souples. Ironiquement, comme l'a dit Ndeye Nafissatou Faye, supporter la calomnie peut s'avérer même plus difficile que faire face à des attaques directes.

Dans certains cas, il est plus facile de lutter contre l'agression directe grâce à l'armée ou à la police. Cependant, les abus proférés et ceux d'ordre moral faits aux défenseuses des droits des femmes sont plus difficiles à supporter. Ils sont plus difficiles à prouver ou à combattre²².

- Ndeye Nafissatou Faye, Sénégal

Il est vrai que les propos tenus à l'endroit des défenseuses des droits humains sont choquants. Leur but est de blesser, de décourager et d'inquiéter les femmes, de faire perdre la confiance et de discréditer les femmes dans leurs communautés.

À plusieurs égards, il est nécessaire que les défenseurs des droits humains bénéficient d'un appui nécessaire pour affronter directement les campagnes de diffamation/ dégradation/ calomnie: la meilleure défense consiste à avoir une bonne attaque, comme on dit. Entreprendre des poursuites judiciaires contre la calomnie; c'est parfois une stratégie de réplique à la portée des défenseuses.

Par exemple, quand un journaliste avait critiqué les militantes dans des articles de la presse en Croatie, plusieurs groupes de défense des droits des femmes s'étaient mis ensemble pour intenter des procès jurisprudentiels au journaliste et au journal de l'État. Les groupes ont également découvert certaines surprises agréables en prenant une telle position devant le public:

Les groupes de femmes reçoivent des subventions pour différentes activités concernant les droits humains des femmes, mais elles n'ont jamais perçu un fonds pour la protection directe de leurs droits en tant que militantes. En nous battant pour les autres femmes, nous avons oublié que nous pourrions être agressées aussi.

Même si c'était une surprise désagréable, l'attaque portée sur les militantes a été pour nous l'occasion de démontrer ce qui se passe quand les femmes sont défenseuses des droits humains des femmes. En outre, parce que ce procès a fait couler beaucoup d'encre dans la presse locale suite à cette attention spéciale, le problème de la violence faite aux femmes a bénéficié l'attention des médias plus qu'avant.

- Défenseuse anonyme, Centre pour les femmes victimes de la guerre, Croatie

Cependant, il est important de noter ces moments où le simple fait d'ignorer les calomnies devient l'action la plus efficace. Comme Sonia Biserko nous le rappelle, quand elle dit que les insultes sont souvent un acte de dernier recours, un signe de faiblesse:

Quand quelqu'un veut utiliser beaucoup de mots grossiers pour essayer de rabaisser quelqu'un d'autre, cela signifie que cette personne est faible et elle manque d'arguments valables. Les calomnies actuelles sont une preuve qu'il n'y a plus beaucoup de résistance politique: personne n'ose se lever pour dire «Assez!».

Au Népal, Prizma Singh Tharu a résolument dit que même si les mots blessent, elle n'accepterait pas de les laisser faire:

Quand la Commission des femmes a été formée, j'y avais été invitée même si je ne suis pas politicienne. Je m'étais dit que je n'allais défendre ni mon secteur d'activités ni ses problèmes, que j'allais avoir davantage d'appui de leur part. Cependant, c'est alors que toutes sortes de rumeurs ont été propagées par les partis politiques sur moi et sur mes ambitions de me hisser au plus haut niveau. J'étais tellement déçue que j'ai voulu laisser tout le travail pour rester à la maison.

Mon mari non plus ne m'a pas réconfortée. Je m'étais mise dans un coin pour pleurer pendant une bonne heure et demie. Je n'ai jamais pleuré mais cet incident particulier m'avait beaucoup affectée.

J'ai résolu que si mon organisation était en danger, je démissionnerais pour travailler en dehors de celle-ci. Personne ne m'a conseillé. J'ai appelé mes amies de Katmandu pour

leur demander pourquoi elles ne m'avaient pas empêchée d'y aller ou pourquoi elles ne m'avaient pas avertie que le climat politique n'était pas bon et que je devais rester à l'écart de cette réunion.

Elles m'ont dit que ces genres d'allégations n'étaient pas une surprise; qu'il fallait m'y attendre quand on est en public pour répondre aux besoins des femmes et pour parler en leur nom.

Cela a été un apprentissage. Au début ça me décourageait mais maintenant j'ai pris l'habitude d'accepter ces critiques.

Ceci ne veut pas dire qu'il faut accepter et encaisser la calomnie. Il faut que les femmes choisissent plutôt minutieusement le combat à mener et les stratégies à adopter.

Comme l'a dit Carrie Dann, défenseuse des droits humains et «Aînée» de la *Western Shoshona Nation* (la région du Shoshona Occidental), les défenseuses des droits humains sont assez sages pour reconnaître que la meilleure stratégie consiste souvent à laisser tout simplement les mots vides de sens passer à côté; c'est ce que son grand-père lui a enseigné:

Notre grand-père nous a dit que le combat pouvait s'avérer très rude et parfois, les gens pouvaient se montrer cruels envers nous et nos propres frères et sœurs se montraient parfois être les plus méchants. Il nous a dit qu'il nous fallait apprendre à mettre derrière nous ces cruautés comme l'eau qui glisse sur les plumes d'un canard sans lui mouiller le dos²⁴.

Parfois, si vous attendez patiemment, vous verrez que les menaces de votre adversaire peuvent se tourner contre lui, et au bout du compte, vous serez reconnue et respectée.

En dépit des menaces de boycotts et de calomnies, entretenus par le Comité Islamique et les membres de la communauté, Mohammadi Siddiqui a constaté que son organisation a même gagné du terrain:

Ils ont répandu la rumeur selon laquelle personne ne devrait s'associer à nous et qu'il fallait surtout protéger leurs filles et leurs sœurs contre nous. Ils disaient que notre organisation cherchait les voies et moyens de modifier le Coran. Ils propageaient de fausses informations au sein de la société, etc.

Mais par la grâce d'Allah, davantage de femmes se sont associées à nous plus qu'avant cet épisode. Les hommes et les femmes sont maintenant impliqués dans la formation et nous travaillons mieux qu'avant. Cela nous a aidé tout simplement à devenir plus populaires qu'avant et plusieurs personnes nous connaissent et parlent de notre travail maintenant.

**- Mohammadi Siddiqui,
Fatima Foundation, Népal**

Les arrestations opérées en 2006, en Iran, suite à la «Campagne d'un million de signatures» se sont également retournées contre eux, comme l'a expliqué Jelve Javaheri.

Les actions menées par les services de sécurité ont eu des conséquences imprévisibles. Ils ont contribué à la visibilité de la campagne, car chaque arrestation et chaque détention étaient connues du monde entier. Je ne pense pas que nous aurions pu attirer beaucoup de sympathisants et de militants si cette campagne avait été autorisée à se faire calmement. Ces arrestations ont fait que la campagne soit vive et animée dans la conscience du public.

Il est vrai que ces arrestations ont également provoqué la peur mais elles ont aussi démontré que, malgré les pressions, la campagne a été vivante et active.

Les uns étaient arrêtés; les autres continuaient de sortir pour collecter les signatures. Cela a eu un impact positif sur la population qui a remarqué que la campagne et ses militantes étaient sérieuses et engagés à reformer les lois discriminatoires. Les gens respectent cela²⁵.

Le message consistait

à démontrer que nous

n'allions pas nous

soumettre ou nous laisser

intimider, et que nous

allions poursuivre notre

travail.

Toute énergie négative

de haine et de violence

devrait être combattue

par l'énergie positive

d'amitié, de solidarité,

d'amour et de

spiritualité.

Spiritualité stratégique et résistance symbolique

Les menaces proférées contre les défenseuses des droits humains sont souvent symboliques, comme le fait remarquer Sandra Moran du Guatemala:

Il nous faut lire les signes; les gens adhèrent à nos idées, nous recevons des menaces, nous recevons des menaces écrites en lettres de sang. Ceux qui nous persécutent utilisent aussi des symboles.

Néanmoins, les symboles, les rituels et la spiritualité peuvent être aussi une forme puissante de résistance et de protection non violentes. Ils permettent aux femmes de se frayer un espace sûr et de diffuser leurs messages sans peur de représailles. Quelquefois, elles arrivent même à tendre la main à leurs adversaires pour les calmer et pour les convaincre de les soutenir. Par exemple:

Le bureau de Sector de Mujeres au Guatemala a été cambriolé à deux reprises en 2006.

Suite à ces agressions, nous avons décidé de mener rapidement deux actions. D'abord, nous nous sommes rassemblées dans notre bureau munies de bougies et de fleurs pour récupérer notre espace. Ensemble, nous sommes allées dans les lieux souillés par les agresseurs pour transformer les énergies. Psychologiquement, cela nous a permis d'accéder à ces lieux, de les récupérer et de poursuivre notre travail.

En second lieu, nous avons collaboré avec les amis qui avaient été agressés [et nous avons convenu] de nous rassembler en un lieu public pour y organiser une manifestation silencieuse avec de la musique, des bougies et des fleurs. La veillée a commencé à 18 heures et s'est poursuivie jusqu'à minuit. Après un certain temps, nous avons constaté que tout le monde a rejoint la veillée et y a participé à sa façon. Un groupe de jeunes gens a joué le tambour et a dansé. Les autres ont récité des poèmes, ils ont chanté et joué d'autres instruments de musique. Nos voisins qui normalement ne participent pas à nos activités, nous ont aussi rejoint à cette occasion.

L'objectif était d'être ensemble avec tous nos amis et tous les autres mouvements sociaux pour sentir la force de notre action. Le message consistait à démontrer que nous n'allions pas nous soumettre ou nous laisser intimider et que nous allions continuer notre travail. Toutes les énergies négatives de la haine et de la violence doivent être combattues par les énergies positives d'amitié, de solidarité, d'amour et de spiritualité.

- Sandra Moran, Sector de Mujeres, Guatemala

En récupérant et en sécurisant leurs lieux, les femmes de «Sector de Mujeres» et les membres de leur communauté ont créé leur propre zone de sécurité. Elles ont mis en place de vrais sites de résistance.

Les membres de l'Assemblée Algérienne des Femmes pour la Démocratie ont créé leur site dans un cimetière comme le décrit Zazi Sadou²⁶:

Ces militantes algériennes sont profondément engagées dans la résistance contre le fondamentalisme. Elles ont démontré leur détermination en transgressant le tabou qui interdit les femmes de rejoindre les hommes à l'enterrement. Elles ont occupé les cimetières et les ont transformé en lieu d'expression de liberté et de résistance.

En Colombie, leur maison a servi de site:

Le 25 janvier 2001, nous avons enregistré la première menace contre l'OFP. Les groupes paramilitaires nous ont ordonnées de leur céder l'une de nos maisons réservées aux femmes dans le quartier pour une opération. En partant, ils ont laissé derrière eux des messages de déguerpissement aux occupantes leur ordonnant d'évacuer la maison au plus tard à 15 heures du même jour.

Nous avons dénoncé cet acte et avons envoyé des messages à d'autres organisations, et même à l'église. Nous avons décidé de ne pas leur donner les clés. À 17 heures, le même jour, cent personnes représentant 75 familles se sont rassemblées à cette maison des femmes.

Nous avons tenu les clés dans les mains et la maison, El Casa, est devenue le site de la résistance. Pendant toute une semaine, des organisations nationales et internationales se sont rendues sur les lieux pour les protéger en tant que vigile symbolique.

Les groupes paramilitaires ont constamment menacé de prendre possession de la maison, mais ils ont remarqué qu'ils ne pouvaient pas le faire par force. Nous avons continué à travailler et à résister. Nous n'avons jamais cédé cette maison.

Depuis lors, les femmes étaient considérées comme des cibles militaires par les groupes paramilitaires. Finalement, ces derniers sont venus la nuit et ont rasé la maison et ont emporté les débris.

*Après cela nous avons continué à organiser des campagnes pour la collecte de briques afin de construire une plus grande et plus belle maison pour y travailler.
Cette nouvelle maison est redevenue le site et le symbole de la résistance.*

Partout dans le monde, les militantes utilisent des symboles pour se protéger et faire passer leurs messages. *Women in Black* utilise la couleur noire et le silence pour transmettre un message fort contre le militarisme et pour promouvoir la paix. Les militantes du Népal ont récupéré la couleur rouge du *Red Colour Movement*.

Les vraies couleurs

Les us et coutumes hindous stipulent qu'après le décès du mari, la veuve doit s'habiller uniquement en blanc pour le reste de sa vie. Ses habits doivent être décousus et ne doivent avoir aucun motif. Elle n'est pas autorisée de porter de bijoux pour le reste de sa vie. Quoiqu'il en coûte, la veuve ne s'habillera plus jamais en rouge; c'est une couleur réservée aux femmes mariées.

En 2002, le groupe des femmes célibataires membres de la WHR (*Women for Human Rights ou femmes pour défendre les droits humains*), a organisé un atelier national sur les questions propres aux femmes célibataires (c'est-à-dire les veuves) du Népal et pour chercher la voie à suivre. Les femmes célibataires participant à cette réunion ont acquis de nouvelles connaissances: «la couleur est notre droit acquis dès la naissance». À l'issue de cet atelier, la campagne *Red Movement* a commencé insistant que chaque femme (célibataire ou mariée), soit autorisée à porter n'importe quelle couleur.

La campagne du *Red Movement* a été un franc succès. La plupart des veuves ne sont plus obligées de porter des habits blancs ou de couleurs sobres pour le reste de leur vie; par contre, elles peuvent porter les couleurs de leur choix. Les membres de la WHR estiment qu'il s'agit d'un changement d'une tradition de longue date et le début d'un processus de rétablissement des veuves. C'est une lutte symbolique qui a permis aux veuves de résister à la conformité et d'échapper à une tradition psychologiquement nuisible et physiquement contraignante. Le choix de la couleur est un droit acquis par chaque femme dès la naissance!

- Women for Human Rights,
Red Movement Campaign,
http://www.whr.org.np/red_movement.php

Au Zimbabwe, la WOZA (*Women of Zimbabwe Arise* ou Levez-vous femmes du Zimbabwe) voit tout en rose:

Fondant ses activités sur le principe d'une non violence stratégique, la WOZA sert de plateforme permettant aux Zimbabweennes d'aborder des questions qu'elles redouteraient de soulever seules.

Les actions de la WOZA sont toujours pacifiques. Ce qui les caractérise; c'est la distribution des roses chaque année le jour de la Saint Valentin comme symbole d'amour, afin de contrecarrer la propagande haineuse menée par le Gouvernement²⁷.

Le chant, la danse et la poésie marchent en Colombie.

[En Colombie] règne un climat de peur intense. Ainsi, si les femmes sont tout simplement invitées à participer à la marche, elles n'y viendront pas; mais si on utilise des rituels et des symboles pour leur permettre de se refaire et de se rétablir; elles seront prêtes à s'ouvrir à l'idée et à l'exprimer par la marche.

C'est ainsi que nous passons par le chant, la danse, la poésie pour exprimer et comprendre la situation en général et pour permettre aux femmes de la dénoncer sans pour autant provoquer la réaction des groupes armés.

- Défenseuse anonyme, Colombie

Pour plusieurs de défenseuses des droits humains, c'est leur spiritualité qui les rend fortes et saines. Indrakhanti Perera décrit comment on peut protéger un ami par le chant:

La spiritualité m'a réellement aidée à faire aboutir certains efforts des militantes. Par exemple, quand la police du Sri Lanka a gardé en détention une amie (une intellectuelle britannique), nous sommes allées au commissariat de police et nous avons entonné et chanté sans arrêt des chants bouddhistes: les «metta sutra». Au début, ils ont menacé de nous expulser... mais plus tard, ils ont complètement changé d'avis et ont accédé à toutes nos requêtes sur sa sécurité²⁸.

- Indrakhanti Perera, Sri Lanka

Quand on nous frappait de temps en temps, quand on se tenait impuissantes et on observait notre population et notre monde se désintégrer devant nous, une seule chose nous faisait tenir le coup, ce sont nos croyances spirituelles, notre connaissance des enseignements traditionnels²⁹.

- Carrie Dann, Western Shoshone Nation, USA

Les communautés autochtones sont mieux organisées, et leur médecine traditionnelle sert de protection. Elles collaborent avec d'autres leaders paysans en les dotant d'une médecine alternative qui fonctionne comme une protection (spirituelle).

-Défenseuse anonyme, Puerto Asis, Colombie

Pour gagner ma vie, j'allais cueillir des légumes dans une ferme et j'avais un salaire journalier. Je payais, avec cet argent, des cadeaux pour mes chefs spirituels. Ces derniers préparaient pour moi des potions pour me donner la force de continuer mon travail. Je me sens remontée et en forme, personnellement ou au travail avec les femmes, quand je prends des cures des médicaments alternatifs et traditionnels.

- Emerita Patinio Acue, Colombie

Famille

Systèmes d'appui stratégique

Pour la plupart des défenseuses de droits humains, leurs familles constituent la première ligne de défense et elles leur accordent un soutien inconditionnel chaque jour en temps de crise.

Ce sont des «familles» dans le sens le plus large et le meilleur du terme: la famille d'origine et la famille communautaire formée de défenseuses des droits humains, de leurs amies et de leurs collègues.

Elles créent un réseau de sécurité, très uni et inestimable; celui qui assure la compassion, la force et les formes très pratiques de protection.

Quand Rita Thapa a commencé à travailler sur sa vision de créer son organisation Tewa, le *Nepali Women's Fund* (Fonds des femmes Népalaises), elle s'est rendu compte que ses enfants étaient ses plus grands alliés:

C'est comme si j'étais possédée par l'idée de fonder une organisation pour faire le travail de mes rêves... Heureusement pour moi, mes enfants m'ont soutenue et encouragée. Leur foi absolue en moi était touchante³⁰.

En Bosnie, Dubravka Kovacevic a compris que le travail de son mari lui assurait la protection les premières années; c'était quand ses collègues et elle, créaient l'organisation «Most»:

Des familles harmonieuses sont nécessaires pour notre travail.

La plupart d'entre nous, bénéficions du soutien de nos maris. Il est important d'avoir le soutien de son mari surtout quand on a des enfants parce qu'il devra davantage s'occuper d'eux.

Au début de nos activités, le travail de mon mari me protégeait aussi car il était journaliste. Il était respecté. Ce qui était particulièrement important pour moi en tant que déplacée interne.

Même si le reste de la famille avait rejeté son militantisme, elle en a été ridiculisée, la belle-mère de Mohammadi Siddiqui ne cessait de la reconforter et de lui prodiguer des conseils bien que secrètement.

Ma belle-mère savait que la famille ne me ferait pas justice, alors elle devait me soutenir à l'insu de tous et j'ai acquis l'habitude d'échanger, même les petites choses, avec elle. Il y avait donc une plus grande transparence entre nous.

Pour une militante solitaire qui vivait dans les Balkans, c'était son père qui la soutenait.

Mon plus grand soutien; c'était mon père tant au moment de mon travail comme militante qu'à celui de mon divorce. Il était très fier de moi.

- Défenseuse anonyme, Balkans

Dans un monde où beaucoup d'autres personnes peuvent s'opposer à elles, des propos et des actes aimables des membres de la famille les soutiennent et les aident à rester fermes:

J'ai le soutien total de ma famille. Avoir ce soutien me donne du courage.

- Camila Esguerra Muelle, Colombie

Cependant, parfois, il faut des interventions stratégiques pour arriver à avoir la compréhension et le soutien de la famille, comme l'explique Sapana Pradha Malla:

Pour continuer ce genre de travail, il nous faut un environnement propice: non seulement au bureau mais aussi à la maison. Il vous faut un soutien et vous devez choisir la juste mesure parmi tant d'autres possibilités.

Quand «Blue Diamond» [une organisation des lesbiennes, homosexuels, bisexuels, transgenres, intersexuels et queers] a tenu sa première conférence, j'y suis allée en compagnie de mon mari. Après avoir écouté tout ce qui s'y disait et après avoir entendu les types de problèmes auxquels les membres de cette organisation faisaient face dans la communauté, au marché, et sur les lieux publics; il s'est retourné vers moi pour me dire: «S'il te plaît, travaille pour eux; tu dois travailler pour eux!». Parfois, il vous faut également développer une sorte d'entente avec votre famille.

- Sapana Pradhan Mella, Népal

Prizma Singh Tharu a changé l'objection initiale de sa famille en soutien à son travail. Quelles ont été ses stratégies? Travail sans relâche, la persistance, des négociations constantes et la recherche de compromis, la patience et la persévérance.

La première étape a consisté à mettre ses pieds dehors:

Au début nos activités ont posé leurs propres problèmes. Mon beau-frère a commencé à m'appeler «Neta» [leader] et me provoquait en disant: «Elle met de beaux vêtements; puis elle sort». Mon mari m'a dit: «Tu ne dois pas manger ni être vue, en dehors de la maison.»

J'ai dit: «Vous les hommes, vous provoquez des guerres et rien ne se passe. Nous les femmes, nous nous rencontrons à l'extérieur et parfois partageons un repas. Cela devient-il un problème? Le groupe est profitable à nous tous.»

Ainsi, j'ai accepté de ne pas aller manger hors de la maison aussi longtemps que je continuerai à travailler pour l'organisation. Il a accepté en disant que le groupe appartenait au village, alors je pouvais continuer à y travailler. Néanmoins, il m'a empêché d'aller dans d'autres villages et dans d'autres «zillas».

Ensuite, la recherche d'un compromis, oscillant entre les responsabilités publiques et privées, est venue:

Un moment plus tard, nous avons obtenu un financement pour exécuter un programme à long terme et personne ne voulait en assumer la responsabilité. C'est ainsi que je suis intervenue et j'ai accepté de prendre la responsabilité de le diriger. Ce qui a nécessité beaucoup de voyages et cela a commencé à ennuyer mon mari.

À ce moment là, ma fille avait 3 ans, mon mari m'avait demandé: «Qui prendra soin d'elle?». J'ai répondu: «Je l'emmène».

Elle ne s'est jamais départie de sa conviction selon laquelle le travail était si important pour ne pas être fait:

Je lui dit que si j'accepte une responsabilité, je dois alors l'assumer: «Si je me retirais maintenant qui montrerait le chemin à suivre pour le reste des femmes qui sont plus limitées et effrayées».

Ainsi, il a contacté les épouses des autres pour me ramener à la raison. Elles m'ont demandé de ne pas attrister mon mari et de faire ce qu'il me disait. Je leur ai dit: «Je ne veux pas me désengager de mes responsabilités familiales, mais en même temps je ne veux pas non plus arrêter mon travail au service de l'organisation. Si j'accepte une responsabilité, il faut que j'aille jusqu'au bout. Je ne fais rien de mal, et le jour où je le ferais vous pourriez volontiers m'en empêcher, mais en attendant, je continue mon travail».

Avec le temps, sa persévérance et sa réussite ont été payantes:

Finalement, le programme s'est avéré très efficace.

Je me suis acquittée de mes deux responsabilités avec succès. En fait, avec un tel succès qu'aujourd'hui mon mari ne s'ingère plus dans mes activités, il ne m'empêche plus d'aller où je veux.

Ceci, c'est parce qu'il ne peut pas m'accuser de négliger mes responsabilités ménagères. En outre, il s'est rendu compte, au fil du temps, de l'importance de mon travail. On a commencé à le reconnaître et à le féliciter de mon travail. On lui a dit, par exemple: «Votre femme fait du bon travail et défend bien nos doléances!». C'est ainsi qu'il ne s'ingère plus dans mes affaires.

Il m'assiste même, de temps en temps, par des encouragements. J'ai réussi à le faire participer à nos travaux. J'ai pensé que s'il savait ce que nous faisons et discussions dans nos groupes, il se sentirait plus rassuré. Ainsi il a fini par comprendre les préoccupations et les responsabilités qui pesaient sur moi et dans quelle mesure la société tirait profit de mon travail et de mon groupe. C'est alors qu'il a commencé à nous soutenir. Maintenant il s'en rend compte. Par conséquent, l'engagement, l'honnêteté et la persévérance garantissent la réussite et la crédibilité.

- Prizma Singh Tharu, Népal

Beaucoup de femmes entraînent directement les membres de leurs familles dans leur travail de défense de droits humains. Souvent les défenseuses des droits humains travaillent côte à côte avec leurs partenaires naturels, et en fait nombreuses sont celles qui bâtissent leurs organisations ensemble. D'autres membres de famille accordent toute sorte d'appui occasionnel, soit comme comptables, chauffeurs, vigiles, planificateurs ou techniciens.

*Quelquefois, même ma
sœur me dit: «Ne sors pas
pour aller parler».*

Alors je dois me

demander:

«Mon militantisme

fait-il mal à ma

famille?»

Si je reste calme,

me fais-je tort

à moi-même?

C'est ainsi que ma vie est

paradoxe et absurde.

J'aime affronter les

défis mais je déteste les

menaces.

**- Défenseuse anonyme,
Balkans**

Paradoxe

Bien que la famille soit au cœur des militantes, elle est aussi leur faiblesse. Très souvent la crainte pour leur famille les empêche de dormir la nuit; elles se posent des questions telles que: «Comment soutenir mes parents vieillissants? Comment accorder plus de temps et d'amour aux enfants? Comment leur trouver un logement et de la nourriture? Comment faire comprendre au partenaire que je l'aime réellement, mais que je n'ai pas suffisamment de temps pour lui en ce moment?...»

Puis il y a l'angoisse; elle ne sait pas comment mettre les membres de sa famille à l'abri de toute attaque. Puisque les adversaires des militantes sont conscients de l'importance qu'elles attachent aux membres de la famille, ils essaient de les atteindre en passant par leurs enfants, leurs soeurs, leurs partenaires ou leurs parents.

Ils savent que terroriser les enfants est une façon d'atteindre les défenseuses des droits humains, ils sont conscients du fait qu'elles craignent pour la sécurité de leurs enfants.

- Défenseuse anonyme, Tunisie

Les familles et les enfants des militantes sont toujours l'objet de menaces, ce qui affecte les femmes plus que toute autre chose.

- Sorraya Gutierrez, Colombie

Pour la plupart des militantes, une menace ou une agression contre un membre de la famille, c'est la dernière goutte d'eau qui fait déborder le vase. Même si une militante peut reléguer sa propre sécurité au second plan, une menace ou une agression contre un être qui lui est cher provoquera une prompt réaction pour le défendre.

Par conséquent, les défenseuses des droits humains se voient obligées d'imaginer toutes sortes de stratégies pour protéger leurs familles en vue de continuer leur travail.

Après avoir été détenue et harcelée au Ministère de la Sécurité de l'État de Transnistrie, Oxana Alistratov, par exemple, a transféré sa fille dans une école privée pour des raisons de sécurité:

Pendant l'été de 2004, j'ai été arbitrairement détenue et interrogée par les agents du Ministère de la Sécurité de l'État. Ils m'ont placée en garde à vue avec ma fille de 10 ans.

Pendant plus de 4 heures, les services locaux de sécurité, exerçaient sur moi une pression psychologique en m'engueulant, en m'obligeant d'apposer ma signature sur des fausses attestations des organisations financières ainsi que sur celles d'autres dirigeants des organisations publiques de la Transnistrie. Ils m'ont introduit, par force dans une chambre pour me soumettre à des interrogatoires.

Ainsi, pendant les deux mois qui ont suivi, ils téléphonaient sans cesse, la nuit chez moi (sans pour autant parler). Ils ont lancé une solution acide, de la peinture et des pétards dans la cour de ma maison, là où ma fille habite. J'ai reçu une note anonyme dans laquelle il était écrit «Salope, soigne ta syphilis!»

Presque une année après, ma fille devait rester à côté de moi à cause de cette expérience... En outre, elle devait être transférée dans une école privée qui coûtait 90 dollars par mois alors que mon salaire était de 120 dollars.

- Oxana Alistratova, Moldavie

Pour protéger ceux qui leur sont chers, certaines femmes sont obligées d'opérer l'un des choix les plus difficiles au monde. Il y a des moments où la séparation devient l'unique moyen de garder sa famille en sécurité:

Maintenant je suis avec mon mari, mais j'avais quitté la Birmanie seule. J'ai encore quelques membres de famille en Birmanie, mais pendant 16 ans je ne suis pas entrée en contact avec eux pour éviter qu'ils ne soient arrêtés. Les militaires sont capables de monter des infractions s'ils veulent arrêter quelqu'un.

- Défenseuse anonyme, Birmanie/Thaïlande

Mon mari a été tué par des soldats. Ils sont entrés dans la maison et ils ont tiré sur tout le monde. Seul mon mari est mort. C'est pour cette raison que je reste toujours dans la maison. Je me cache, personne n'est avec moi, tous mes enfants sont à Bukavu.

- Dogale Ndahe, SECOODEF, RDC

L'acte de détermination et de persévérance de la Ganja NCA [Assemblée des Citoyens d'Helsinki] a provoqué la colère de certains détenteurs du pouvoir à différents échelons. Les membres de notre organisation, ma famille et moi-même, avons été soumis à une répression. Mon fils et moi avons été inculpés d'acte criminel en avril 2007.... Mon fils a été placé en garde à vue par la police de la circulation.... Ils l'ont inculpé et l'ont incarcéré, enfin ils l'ont relâché. Il a été obligé de déménager pour garantir sa sécurité.

- Akifa Aliyeva, Azerbaïdjan³¹

Finalement, les familles peuvent aussi représenter une menace pour les défenseuses des droits humains. Ces menaces sont particulièrement douloureuses et effectives puisqu'elles proviennent des personnes qui sont (ou ont été une fois) près du cœur des militantes.

Parfois les menaces des membres de la famille sont imperceptibles comme, par exemple, des propos désobligeants, la pression d'accorder plus la priorité aux responsabilités familiales qu'au travail ou tout simplement un silence ou une rebuffade au moment où l'on a vraiment besoin de réconfort. Des fois, ces menaces sont extrêmes: un ex-mari qui enlève les enfants d'une militante pour la punir de sa réussite de plus en plus en vue; des parents qui chassent leur fille de la maison et la rejettent à cause de son travail en faveur des droits humains; des frères qui préparent le «viol correcteur» d'une militante qui ose défier les normes culturelles - parler librement en faveur ou par amour pour d'autres femmes; des pères qui tuent leurs filles militantes au nom de «l'honneur» de la famille.

Par conséquent, les militantes sont souvent obligées d'arrêter des stratégies pour se mettre à l'abri des agressions venant des membres de leurs familles. Dans certains cas, ces stratégies impliquent de négociations minutieuses et laborieuses. Cependant, dans le cas des menaces plus directes, les militantes trouvent utiles de se séparer; de s'éloigner des membres de leurs familles, ou de déménager fréquemment avec leurs enfants, de façon temporaire ou permanente.

Se sentant en danger à cause de son travail de combattre la fraude, une militante a usé de tout son réseau de relations pour se protéger. Nous avons fait une conférence de presse pour la soutenir et pour insister sur ce qu'elle avait dit. Nous nous soutenons mutuellement à tout moment.

Une stratégie pratique et efficace pour se protéger contre les membres de famille agressifs; c'est de trouver refuge dans le monde académique: par exemple avoir une bourse d'études pour poursuivre des études supérieures ou devenir enseignante. Malheureusement, les peu d'institutions académiques qui donnent des bourses d'études ou des postes d'enseignant aux militantes ne prévoient pas toujours des frais pour le déménagement des enfants. Ainsi, une fois de plus, les défenseuses ne peuvent être en sécurité qu'en se séparant de ceux qu'elles aiment.

Si la plupart de ces stratégies paraissent efficaces, elles peuvent par contre faire que les militantes se sentent isolées et solitaires. C'est la raison pour laquelle, la stratégie consistant à mettre fin à l'isolement grâce à la solidarité et à créer leurs propres zones de sécurité, est vitale pour sécuriser les défenseuses des droits humains.

Solidarité

Si l'isolement est l'une des menaces les plus sérieuses à la sécurité des défenseuses des droits humains, la solidarité par contre est l'une des stratégies de protection les plus efficaces au monde. Voici quelques exemples tirés des réponses données par des personnes interrogées:

Nos stratégies de protection consistent à être unies et à travailler en groupe au lieu de rester seule.

- Défenseuse anonyme, Liga de la Mujeres Desplazados, Colombie

La sécurité; c'est d'abord l'unité entre nous. Il y a un réseau propre aux femmes par lequel passent toutes celles qui veulent nous contacter en cas de besoin.

-Défenseuse anonyme, OFP, Colombie

Se sentant en danger à cause de son travail contre la fraude, une militante a eu recours à tous les réseaux de ses relations pour se protéger. Nous avons fait une conférence de presse pour la soutenir et pour insister sur ce qu'elle avait dit. Nous nous soutenons mutuellement à tout moment.

- Défenseuse anonyme, Balkans

Je suis protégée par des amies. C'est en fait, très important, c'est comme avoir une zone de sécurité au sein de l'organisation.

- Zoe Gudovic, Queer Beograd, Serbie

*Le côté positif de notre organisation est que nous appartenons à un groupe de référence. Ce qui signifie que nous sommes forts, que nous pouvons bénéficier de leur soutien et que nous pouvons parler d'une seule voix forte.
Nous comptons toujours sur le soutien des autres ONG pour notre protection.*

- Défenseuse anonyme, Horizonti, Bosnie

Quelquefois, la solidarité qui est une stratégie grandement efficace, peut être spontanée, Après le verdict exceptionnel de la Cour Suprême du Népal, condamnant le viol conjugal, Sapana Pradhan Malla a été victime d'injures à cause de ses opinions sur cette question. Loin d'elle, était l'intention de poursuivre le problème en justice, Sapana s'est rendue compte, pour autant, que chaque fois qu'elle en parlait en public, d'autres femmes en profitaient pour faire écho des expériences de leur harcèlement. Ce qui lui a valu l'admiration et le soutien du public pour son travail:

Un autre défi que nous avons rencontré, c'est quand nous luttons pour changer le régime matrimonial. À ce moment-là, nous avions reçu des menaces et des critiques à titres personnel et institutionnel. J'ai été personnellement critiquée pour ma position sur le viol conjugal par la haute hiérarchie politique et judiciaire. Une personne m'a demandé de savoir comment j'ai pu influencer le jugement de la cour, insinuant que ce verdict n'était autre chose qu'une faveur et non une décision judiciaire légitime.

Il y avait des commentaires suggérant qu'une femme comme moi, devrait être violée ou abattue. Je n'étais pas affectée par cette déclaration mais je ne pouvais tolérer cela quand un homme (personnalité de haut rang dans l'appareil judiciaire) m'a dit en face que je devrais être violée.

Une semaine plus tard, nous avons organisé, en présence de la presse, une rencontre où nous avons expliqué comment le procès s'était déroulé ainsi que les arguments que nous avions avancés pour le gagner.

J'ai commencé par dire que je ne savais pas s'il fallait prendre part à la manifestation qui célébrait notre victoire alors que moi-même j'en avais été victime. Quand j'ai fait cette déclaration, un bon nombre de femmes se sont senties concernées et elles ont dit qu'elles avaient également été victimes d'abus et de harcèlement sexuels.

La presse s'est saisie de la question pour en faire une grande histoire qui a été suivie de lettres de soutien du public. Après cela, personne n'a plus osé me critiquer sur cette question.

Travailler en solidarité signifie partager les risques:

Dans les territoires d'Uvira et de Fizi, il y a 50 groupes dont chacun compte 25 femmes qui sont artisanes de la paix: c'est une stratégie. Si un groupe est rendu inopérant ou bloqué, d'autres groupes continueront à travailler.

- Gégé Katana, DOFAD, RDC

Je ne suis pas seule, rien ne peut m'empêcher d'appeler au milieu de la nuit partout en Bosnie, si je cherche une place où dormir. Parmi nous, la question de la nationalité NE SE POSE PAS; c'est le plus grand atout.

- Dubravka Kovacevic, Most, Bosnie

Les défenseuses des droits humains n'ont pas de soutien parmi les autorités gouvernementales. Elles ne s'appuient que sur les réseaux des organisations. Il y a un sentiment de solidarité parmi nous: si une personne est en danger, les autres se mobiliseront pour la soutenir.

- Jennine Mukanirua, RDC

Même si les groupes ne se rencontrent toujours pas physiquement, quand les choses deviennent difficiles, ils se contactent:

Les militantes et les groupes soutiennent notre travail. Même si elles ne partagent pas notre lutte et notre point de vue, quand elles s'aperçoivent de l'implication de la police, elles [les principales organisations de droits humains] nous soutiennent et nous expriment leur solidarité.

- Défenseuse anonyme, Tunisie

C'est pendant les moments de grandes tensions que les défenseuses des droits humains mettent de côté leurs divergences pour rester unies. Par exemple, en représailles de la Campagne «*One million Signatures*» (campagne de collecte d'un million de signatures), le gouvernement iranien a arrêté et emprisonné des dizaines de défenseuses des droits humains de diverses organisations. Les autorités carcérales ont tout fait pour opposer les détenues les unes contre les autres, mais en vain. Par contre, comme l'a remarqué Vahida Nainar, elles collaboraient pour résister efficacement contre toute tentative de briser leur esprit de solidarité:

Le mouvement féminin d'Iran, comme de partout ailleurs, accepte les points de vue et les positions des autres allant de la revendication des droits, du point de vue séculier, aux revendications des droits, du point de vue religieux, en passant par plusieurs positions intermédiaires. Les 33 femmes détenues suite à la campagne de collecte des signatures représentent ces perspectives.

Les autorités ont peut-être vu cela comme une occasion de casser le mouvement et d'opposer les femmes les unes contre les autres.

C'était incroyable de voir en prison, cette démonstration de solidarité des femmes entre elles; de voir comment elles ont entonné des chants sur la libération, sur les droits et la liberté des femmes, en dépit de leurs sérieuses divergences quant à la voie à suivre pour mieux défendre ou, dans le cas d'Iran, pour revendiquer les droits humains des femmes.

-Vahida Nainar, Inde

Quelquefois, si vous vous appuyez fortement sur un petit groupe de personnes, cela peut conduire au sentiment d'isolement par rapport aux «citoyens ordinaires», cela est aussi épuisant.

Il n'y a aucune organisation pour nous soutenir. Il n'y a que nous trois dans la chambre et un petit groupe d'amies qui nous soutiennent. Dans ce groupe, nous prétendons que tout va pour le mieux; nous refusons d'avoir peur de circuler en ville. Nous faisons semblant de mener une vie normale alors que nous savons que cela n'est pas vrai.

- Bijana Kovacevic-Vuco, Serbie

C'est la raison pour laquelle des réseaux nationaux et internationaux, plus larges, peuvent se révéler efficaces.

Établissement et mise en place de réseaux régionaux de solidarité pour les défenseuses des droits humains

Partout dans le monde, les groupes de défenseuses de droits humains mettent en place des réseaux s'ils veulent rester forts et connectés. Certains réseaux sont bien stables: c'est le cas du réseau international *Women in Black*.

D'autres réseaux, inspirés par la Campagne Internationale des Défenseuses de Droits Humains, ont été formés en 2005 et en 2006. Il s'agit notamment de la :

- *Nepal's National Alliance of Women Human Rights Defenders* (ou l'Alliance Nationale des Défenseuses des Droits Humains du Népal);
- *International Coalition for Women's Human Rights in the Commonwealth of Independent States* (ou Coalition Internationale pour la défense des Droits Humains des Femmes dans le Commonwealth des États Indépendants.)

Etablissement des réseaux

L'établissement des réseaux forts est inhérent à l'approche féministe de l'action collective, tel que le fait remarquer Vahida Nainar:

Parmi et au sein des organisations, et à l'intérieur des réseaux internationaux, les défenseuses de droits humains adoptent particulièrement une approche féministe en matière d'organisation (actions collectives); c'est à la fois une méthode intrinsèque à l'action politique et un moyen de rester en sécurité.

Les réseaux peuvent proposer un soutien particulièrement efficace aux groupes qui sont obligés d'adopter un profil bas:

Nous nous sommes associés à l'ONG Minga³² et aux autres groupes pour combler le manque de visibilité dans la lutte, c'est une forme de protection.

- Défenseuse, Puerto Asis, Colombie

Renu Rajbhandari a fait remarquer qu'en devenant plus actives c'est-à-dire plus visibles, les militantes du Népal prennent beaucoup de risques. Face à cette situation, les organisations, y compris la sienne, ont créé la NAWHRD (*National Alliance of Women Human Rights Defenders* ou l'Alliance Nationale des Défenseuses des Droits Humains du Népal); pour rendre leur travail plus visible:

Un nouveau problème se pose: les femmes qui ont été formées et qui travaillent actuellement comme défenseuses des droits humains font maintenant l'objet des menaces. Ainsi se pose la question de les faire reconnaître comme militantes des droits humains et de faire connaître leur travail au public, c'est-à-dire rendre visible leur travail.

Voilà comment nous nous sommes associées à la campagne de défenseuses des droits humains. J'ai été impliquée aussi bien dans l'organisation de la campagne au Népal que dans la question de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité. 600 groupes venus de tout le Népal avaient pris part au début la campagne. Ce ne sont pas uniquement des groupes de femmes mais aussi des organisations représentant une large campagne et un réseau plus étendu.

À la première consultation nationale, des femmes issues de 62 districts y ont pris part et par après, comme on a pu le remarquer, elles sont reparties motivées puisque elles se sont rendues compte qu'elles n'étaient pas les seules à faire face à ces problèmes, qu'il y a d'autres défenseuses des droits humains dans la même situation.

- Renu Rajbhandari, Népal

Nous nous tournons parfois vers nos réseaux internationaux, tel que le réseau Women in Black, lorsque le soutien extérieur s'avère indispensable. Il y a à peu près une année et demie, Women in Black-Belgrade faisait l'objet d'une investigation cherchant à établir si l'organisation facilitait la prostitution. Par conséquent toutes nos transactions étaient rigoureusement surveillées.

En réaction, nous avons contacté nos amis et sympathisants à l'étranger [Amnistie internationale et Women in Black] et leur avons demandé d'envoyer des lettres de protestation dans les ambassades serbes de leurs pays respectifs et à leurs ambassades accréditées à Belgrade. Cette forme de solidarité ainsi que la pression internationale ont contraint le gouvernement à renoncer à ses investigations fallacieuses.

- Défenseuse anonyme, Women in Black, Serbie

Les réseaux accordent aussi une protection pratique en cas d'urgence:

Quand les défenseuses des droits humains se déplacent, surtout, dans des régions en conflit, elles sont tenues de suivre les procédures de contact en vigueur, en cas d'urgence, tels que laisser derrière eux leurs contacts et leur itinéraire, à la disposition d'une ou de plusieurs personnes aptes à mobiliser les réseaux d'aide et d'assistance en cas de crise. Elles s'entendent au préalable sur le message et le mode de communication à utiliser en cas de nécessité³³.

- Vahida Nainar, Inde

Sécurité renforcée

Recourir à des partenaires internationaux pour obtenir leur soutien peut être une bonne stratégie pour les défenseuses des droits humains, surtout parce que cela élèverait le prix à payer en cas d'agression directe.

L'OFP a déclaré que les forces paramilitaires savent qu'elle a des connexions internationales, et cela les intimide. Quand un groupe paramilitaire a affronté une personne de son équipe, celle-ci a refusé de leur parler; au contraire, elle a fait quelques appels téléphoniques. Aussitôt après, ce groupe a reçu un message de l'un de ses commandants:

Elle jouit d'un appui international et les conséquences politiques sont énormes! Ils étaient obligés de la laisser tranquille.

Soraya Gutierrez de la Colombie considère ce genre de militantisme de haut niveau comme un couteau à double tranchant :

C'est très relatif et cela a deux faces. D'une part, je suis la première femme à devenir présidente de mon organisation, vieille de 25 ans; ce qui a aggravé ma vulnérabilité.

D'autre part, nous (collectivement) avons reçu de l'ONU un prix. Cela est en soi une protection. Donc, c'est moitié-moitié

Enfin, elle a reconnu avec ses collègues de l'OFP qu'avoir une bonne réputation est une bonne stratégie de sécurité:

Notre décision, en tant que collectif, est d'avoir une bonne réputation, d'être ouvertes et transparentes. Ainsi si quelque chose se passait, il y aurait, au moins, un prix politique à payer.

Une bonne réputation, peut limiter les dégâts, sinon il pourrait y avoir des conséquences négatives.

Parvin Ardalan, militante féministe a obtenu le prix Olof Palmé (Suède) au début de l'an 2008. Les autorités iraniennes lui ont interdit de se rendre en Suède pour y recevoir le prix. Sa sœur, qui l'a reçu à sa place, a déclaré dans son discours:

Moi aussi je suis consciente qu'en recevant ce prix, je serai l'objet d'accusations et d'une plus grande pression au pays.

Je pense que le fait de m'accorder cet honneur, n'est pas seulement un acte de reconnaissance pour les luttes menées individuellement par les militantes des droits de femmes en Iran, c'est aussi un honneur rendu à la fois aux actions collectives des mouvements féminins et aux mouvements sociaux d'Iran. L'octroi de ce prix démontre que les efforts de ceux/celles qui travaillent pour défendre les libertés et l'égalité des droits en Iran, ont été réellement efficaces, en dépit des hauts et des bas qu'entraîne leur lutte ainsi que les obstacles des mœurs patriarcales contre lesquelles elles se buttent dans leur travail.

Oui! Notre demande de la justice rime avec la communauté internationale³⁴.

Je pense que ma bonne réputation m'assure la protection. Manifestement, les autorités ne me feraient pas de mal par crainte de la réaction internationale. Elles ne voudraient pas que l'image de la Tunisie soit ternie. C'est ainsi qu'ils redoublent de vigilance et ils surveillent les communications. Puisque le gouvernement veut paraître maintenir de l'ordre.

- Défenseuse, Tunisie

Cependant, l'utilité de la bonne réputation disparaît quand le contexte politique change, quand les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux sont moins préoccupés par l'approbation internationale. Par exemple, une militante de Tunisie a dit:

Je suis une militante notoire et de haute stature. C'est ce qui me rend plus vulnérable mais aussi [dans le passé] cela m'a garanti davantage de protection. Avant, je savais que si j'étais au courant de quelque chose, j'en attirerais l'attention du public: ainsi la police ne pouvait pas insulter ou battre des gens en ma présence parce qu'elle savait que j'alerterais la presse internationale.

Mais maintenant, elle se permet de frapper tout le monde en public.

- Défenseuse anonyme, Tunisie

Relations internationales

Les organisations internationales (groupes des droits humains, bailleurs de fonds, réseaux de solidarité, organisations humanitaires, institutions et gouvernements) ont toutes un rôle à jouer dans la protection des défenseuses des droits humains. Ces dernières le savent et elles travaillent méthodiquement pour tisser et utiliser ces relations.

Notre organisation a enregistré des résultats au niveau international. Cela est d'autant plus important que le gouvernement reste en alerte et sait que les yeux de la communauté internationale sont braqués sur lui. C'est ce qui sécurise les femmes.

- Défenseuse anonyme, Liga de las Mujeres Desplazadas, Colombie

Nous bénéficions de beaucoup d'appui de la part des organisations internationales de défense des droits humains. Elles ont mené des campagnes après chaque vague de répression en écrivant des lettres à nos représentantes.

Cela a porté des résultats positifs.

Cela a même fait que Boris Tadic, Président de la République, nous parle; mais il n'a jamais fait une déclaration publique sur cette rencontre. Certaines ambassades dans notre pays, sont plus actives que les autres sur ces questions. Nous leur écrivons régulièrement; leur soutien nous est important.

- Sonja Biserko, Serbie

Soutien international aux défenseuses de Colombie

Luz Marina Monzón décrit les relations entre les défenseurs(euses) des droits humains et la communauté internationale comme une stratégie clé de protection:

Le mouvement de défense des droits humains en Colombie a initié un processus continu, constant et fluide d'échange d'informations avec les organisations internationales sur des questions de violations et d'agressions faites aux femmes. Ces questions s'érigent en obstacles au travail légitime de défense des droits humains.

Ce processus continue et suite à cette lutte, plusieurs organisations des droits humains ont fait des recommandations systématiques au gouvernement sur les mécanismes à mettre en place pour garantir le travail légitime de défenseurs(euses) des droits humains.

Un certain nombre de bureaux régionaux et internationaux de renom s'y sont impliqués activement. Il s'agit notamment des bureaux de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies; de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme et des Rapporteurs Spéciaux sur la Torture, et sur les Exécutions Extrajudiciaires, Sommaires ou Arbitraires. Tous ces bureaux ont aussi fait des déclarations et des recommandations à l'attention du gouvernement colombien quant aux mesures appropriées de protection des défenseurs(euses) des droits humains.

- Monzón, L.M. (2005)

Four Governmental and Non-Governmental Strategies for the Protection of Women Human Rights Defenders in Colombia. p. 63

Des preuves solides

Certaines défenseuses des droits humains nous ont dit qu'ils utilisent les cartes d'identité délivrées par les organisations de solidarité internationale. Ces cartes peuvent s'avérer importantes pour prouver aux agresseurs potentiels que le/la défenseur (euse) des droits humains bénéficie de l'appui d'avocats internationaux et qu'il faut le/la laisser en paix sinon la communauté internationale de défense des droits humains va intervenir en sa faveur. Front Line a préparé des cartes officielles des défenseurs des droits humains comme outil pratique pour leur sécurité. Ces cartes servent à la fois de document d'accréditation du(de la) militant(e) et de preuve de solidarité internationale.

Selon Front Line, les acteurs armés qui cherchent l'usage de la force et qui détiennent illégalement les défenseurs(euses) pourraient réfléchir deux fois s'ils/elles sont au courant de répercussions que peut avoir une agression sur un(e) militant(e) reconnu(e) au niveau international. La carte d'identité de Front Line contient les mesures de sécurité pratiques les plus récentes, une photo et la signature du/de la défenseur/euse, le nom et l'adresse de Front Line ainsi que les noms des membres du Conseil de direction de Front Line. Autre chose, dans la carte il est souligné que le détenteur/la détenteuse a un statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social de l'ONU (ECOSOC).

En effet nous étions récemment en Espagne et nous avons rencontré le Ministre des affaires étrangères et les membres du parlement basque. C'était pour avoir la protection. Plus notre action est bien connue, plus nous sommes sécurisées.

- Défenseuse anonyme, Balkans

Nous informons la Commission sur la violence sexuelle ou la MONUC (Mission de l'ONU au Congo) des menaces que nous recevons.

- Adele Murughali, SOFEPADI, RDC

Même si vous n'avez pas exactement les connexions que vous prétendez avoir, un peu d'exagération peut beaucoup aider à réduire les menaces. Quand une défenseuse des droits humains se préparait à rentrer de l'exil temporaire, il lui a été dit d'arrêter son militantisme ou d'en subir les conséquences:

J'ai reçu un ultimatum de la police locale: «Tu peux retourner si tu organises des expositions des objets artisanaux fabriqués par les femmes, mais tu dois oublier de parler de l'examen du passé et de parler aux femmes du féminisme». J'ai menti ou j'ai beaucoup tordu la vérité en disant: «Je retourne chez moi et toutes les institutions européennes en seront informées sans oublier Amnistie et d'autres ONG internationales. J'ai déjà l'appui de toutes les femmes députées au Parlement Européen.»

La première chose à faire quand je suis rentrée était de contacter les membres de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). Je leur ai demandé combien de femmes allaient suivre de près les événements qui se déroulaient dans notre pays; la liste m'a été donnée. J'ai invité toutes les femmes à une réunion et je leur ai raconté mon histoire. Nous avons formulé une stratégie selon laquelle elles devraient parler de moi.

Alors, par exemple, chaque fois qu'il y avait une réunion avec les autorités, une collègue

espagnole ne cessait de demander «Où est la militante qui est notre amie?»

Cela vous donne une sorte d'immunité et ça vous fait penser que vous êtes plus importante que vous ne l'êtes en réalité. Et cela vous assure la sécurité.

Quand j'ai vu deux agents de police en civil me suivre, je leur ai dit: «Les ambassades étrangères porteront des accusations contre le Président pour tout ce qui m'arrivera ou arrivera à ma famille, même quand il s'agit d'un simple harcèlement dans la rue, notre Président en sera incriminé par toutes les ambassades».

Ce sont-là, les stratégies qui m'ont sauvé la vie.

- Défenseuse anonyme, Balkans

Être sous le contrôle des radars

Travailler dans le domaine des droits humains des femmes, c'est rendre visible ce qui est caché. Les défenseuses des droits humains travaillent en examinant le passé, elles divulguent les mensonges, dénoncent les crimes et leurs auteurs et retrouvent les disparues. Elles se présentent comme témoins et elles protègent les témoins.

Pour découvrir la vérité, les femmes ont souvent besoin de garder un profil bas, loin des yeux du public. Rester sous le contrôle des radars, comme n'importe quelle autre stratégie, présente ses avantages et ses inconvénients, mais c'est une stratégie qui souvent fait que les défenseuses soient en vie, actives et efficaces.

Nous ne faisons pas la publicité de notre travail.

- Défenseuse anonyme, RDC

Nous parlons ouvertement [d'une organisation particulière] seulement si l'affaire est grande et quand nous sommes interrogées par beaucoup d'agent de police.

- Défenseuse anonyme, Birmanie/Thaïlande

Nous adoptons un profil bas ou nous occupons le devant de la scène quand cela est nécessaire pour des raisons de protection.

- Défenseuse anonyme, Colombie

... presque toutes

les défenseuses des

droits humains font

attention à leur façon

de communiquer entre

elles et avec le monde

extérieur.

En RDC, si presque toutes les militantes oeuvrant dans le domaine de la violence ont gardé un mutisme systématique depuis le début de la guerre, c'est parce qu'il n'est pas prudent d'étaler les choses au grand jour:

Nous devons garder l'incognito sur ces questions.

Avant la guerre, il n'était pas nécessaire de se cacher. Les plaintes n'avaient jamais trouvé une solution, mais on pouvait se plaindre ouvertement. Maintenant, mon travail se fait dans un grand silence. Ainsi toute action menée, ne peut pas être remontée jusqu'à moi.

- Défenseuse anonyme, RDC

Nous ne travaillons pas au grand jour, mais dans les cours et tribunaux, nous sommes reconnues et nous sommes en danger.

- Défenseuse anonyme, RDC

Nous documentons les cas de violence sexuelle, mais nous ne les signalons pas. Nous ne plaidons pas ouvertement et nous ne parlons pas ouvertement non plus de notre travail. Si une défenseuse des droits humains en parle en public, elle ne peut pas vivre dans ce lieu pendant plus de deux mois. Elle sera obligée de quitter le lieu.

- Défenseuse anonyme, RDC

Adopter un profil bas peut signifier se distancier des personnes avec lesquelles on travaille:

Quand les victimes des violences sexuelles viennent chez nous, nous essayons de ne pas nous faire voir ensemble avec elles.

- Défenseuse anonyme, RDC

Quand les femmes qui vivaient dans les villages où nous travaillions retournaient en ville, elles s'habillaient en musulmanes traditionnelles bosniaques pour que les gens voient qu'elles étaient membres des ethnies minoritaires. L'une de ces anciennes déplacées, Nezira, nous a dit: «Quand vous nous rencontrez en ville, ne nous saluez pas, vous pouvez avoir des problèmes si vous faites cela».

- Défenseuse anonyme, RDC

Certains groupes des défenseuses des droits humains parviennent à travailler sans se cacher, mais pour protéger leur personnel, elles utilisent les services d'un agent comme porte-parole de l'organisation.

[Nous travaillons sous]des menaces qui pèsent sur l'organisation plus que sur les individus oeuvrant au sein de l'organisation. Ainsi, nous avons une personne qui s'occupe des relations publiques. Elle ne parle jamais des cas spécifiques; elle ne travaille pas non plus directement avec les clients. C'est la stratégie mise en place pour rendre le reste des membres du personnel plus «invisibles».

- Défenseuse anonyme, RDC

Nous préparons des stratégies et nous choisissons une personne comme notre porte-parole, quelqu'un qui parle la langue et qui peut parler au nom de tout le monde.

- Défenseuse anonyme, RDC

Une autre façon de travailler; c'est de planifier le temps de mener des actions en public:

Nous, les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, intersexuels et queers [LGBTIQ], nous voulons être visibles.

Ainsi, cette année [2006], lors de notre festival, nous sommes sorties à 6 heures du matin pour flâner dans les rues et pour montrer que nous existons.

Mais, nous sommes sorties tôt le matin, au moment où ils n'allaient pas avoir l'occasion de nous tuer.

- Défenseuse anonyme, Queer Beograd, Serbie

Finalement, presque toutes les défenseuses des droits humains font attention à leur façon de communiquer entre elles et avec le monde extérieur:

Le soir, nous discutons de notre travail au téléphone, en utilisant un langage codé: les numéros de téléphone des membres du réseau sont codés et ne portent pas de noms.

- Défenseuse anonyme, RDC

Nous ne communiquons pas par email, par téléphone ou par la poste. Nous envoyons des messages seulement à travers des personnes physiques, des personnes de confiance.

- Défenseuse anonyme, Birmanie/Thaïlande

Nous utilisons des adresses emails générales, par exemple Hotmail et PGP. Quand nous travaillons, nous cherchons à assurer la sécurité de l'informateur(trice), puis la sécurité de l'information.

- Journaliste Birmane anonyme, Thaïlande

Communication sans risques: Ressources

*Front Line, en collaboration avec Tactical Technology, a publié un programme pratique avec un logiciel et le matériel de formation à l'intention des défenseuses des droits humains sous le nom de *NGO in a Box: Security Edition* ainsi qu'un manuel intitulé *Digital Security and Privacy for Human Rights Defenders*.*

Les détails sont disponibles à l'adresse: <http://security.ngoinabox.org/> ou à l'adresse: <http://info.frontlinedefenders.org/manual/en/eseaman/index.html?q=manual/en/eseaman/>

Dans certains pays, les défenseuses des droits humains conversent quand leurs téléphones sont éteints et les piles enlevées. Elles ont pris l'habitude de se trouver au coin de la salle pour se tenir des propos flatteurs sur la religion ou la politique nationale en guise de préparation.

- Vahida Nainar, Inde

Je sais que ma ligne téléphonique est mise sur écoute, alors je l'utilise pour appeler les journalistes et d'autres organisations; c'est le moyen d'attirer l'attention du public.

- Défenseuse anonyme, Tunisie

Rendre témoignage

La question du profil public devient très compliquée quand il s'agit de documenter, de publier et de signaler les violations des droits humains. Conserver les documents dans un lieu sûr nécessite une planification stratégique minutieuse.

Beaucoup d'organisations réduisent les risques de confiscation des témoignages de grande importance en gardant les copies en dehors du bureau: ils sont parfois gardés à l'étranger, parfois dans les maisons des autres personnes, parfois dans les coffres-forts.

La protection de la documentation; c'est la protection de l'organisation. La documentation que nous avions au Kosovo avait été emportée, mais nous avons toujours des documents dans plusieurs endroits.

- Natasa Kandic, Serbie

Une façon de protéger les documents; c'est de ne jamais les porter sur soi:

Nous gardons les documents plus dans la mémoire que sur papier. Comme l'Internet est partout, nous envoyons les rapports par email, ainsi quand nous voyageons, nous ne portons aucun document sur nous.

- Josephine Kavira Malimukona, LSC, RDC

Quand les défenseuses des droits humains publient des témoignages qu'elles ont recueillis, le moyen le plus sûr de le faire c'est en partenariat:

Pendant la guerre, il y avait beaucoup de cas de violence, mais comme les rebelles étaient forts, nous ne pouvions pas dénoncer les cas ouvertement. Il fallait d'abord réunir la documentation avant de transmettre les informations aux organisations de droits humains comme Human Rights Watch [HRW] qui a publié War in War (La guerre dans la guerre) pour expliquer qu'il y avait une guerre menée par les rebelles mais également une autre guerre contre les femmes. Nous avons présenté le rapport aux autorités au nom de HRW, et non en notre nom. Nous avons agi comme ça pour nous protéger.

- Défenseuse anonyme, RDC

Jeanine Mukanirua de la RDC a fait également ses publications en passant par les organisations partenaires; ainsi elle était sûre que toutes les informations étaient bien conservées:

Comment puis-je être sécurisée? C'est en étant prudente. Quand je reçois une information sur des violations, je la vérifie d'abord. Je dois savoir à qui signaler le cas avant de me prononcer. Sinon, cela pourrait mettre la vie de la victime en danger. Alors, j'informe les partenaires qui sont protégés et qui peuvent publier l'information sans courir aucun risque.

Cependant, quand le nom d'une organisation n'est pas dans la publication, elle ne fait pas l'objet de reconnaissance, de respect ni d'appui qui vont de pair avec la publicité: c'est-là une partie du cercle vicieux qui peut faire courir le risque au (à la) défenseur(euse). Quand le travail d'une défenseuse est fructueux et connu du public, la visibilité et la crédibilité qui en découleront, bénéficiera d'un appui et d'un financement au niveau international ce qui renforcera les réseaux de protection:

Nous avons reçu davantage de fonds pour former d'autres groupes encore dans la région. Notre crédibilité s'est étendue et on nous a confié davantage de programmes et davantage de fonds.

- Défenseuse anonyme,
Women's Association for Marginalized
Women (WAM), Népal

Le prix de la publicité?

En 2002, le réseau *Shan Women's Action Network (SWAN)* et la fondation *Shan Human Rights Foundation (SHRF)* ont publié un rapport concis et virulent intitulé *License to Rape: the Burmese Military Regime's Use of Sexual Violence in the Ongoing War in Shan State* (Autorisation de violer: Usage de la violence sexuelle par le régime militaire birman dans la guerre en cours dans l'État de Shan). Ledit rapport fait état de 173 incidents de viol et d'autres formes de violence sexuelle où 625 filles et femmes ont été victimes de la part des forces armées birmane dans l'État de Shan, principalement entre 1996 et 2001.

Le rapport *License to Rape* a servi de preuve irréfutable établissant que le régime militaire birmane avait autorisé ses troupes à commettre le viol dans l'impunité, de façon systématique et à grande échelle dans le but de terroriser et de mater les groupes ethniques vivant dans l'État de Shan. Le viol a été officiellement toléré comme «arme de guerre» contre la population civile.

Si ce rapport a été un extraordinaire témoignage accablant contre le gouvernement birman, le réseau SWAN a payé cher pour sa publication:

Le rapport a suscité beaucoup de tapage et de plaidoyer. Les autorités thaïlandaises nous ont demandé de fermer nos bureaux et de partir parce que cela causait beaucoup de problèmes pour les relations officielles entre le gouvernement de Thaïlande et celui de Birmanie. Il nous a fallu entrer dans la clandestinité. Même maintenant, nous ne pouvons plus organiser nos propres ateliers ou nos propres réunions; nous ne pouvons plus inviter d'autres organisations.

- Entretien avec les défenseurs(euses)
des droits humains de Birmanie,
Documents d'octroi de subventions de
l'UAF

Qu'y a-t-il dans le nom?

Les défenseuses des droits humains portent souvent différentes identités pour se sécuriser. Parfois, cela implique même le changement de nom:

Les noms révèlent souvent la nationalité, l'ethnie, la religion, la caste ou la race d'une personne. Si votre nom vous identifie à la minorité, vous pouvez devenir la cible. Par exemple, une défenseuse des droits humains de l'État indien du Gujarat où les musulmans constituent une minorité persécutée, était obligée de changer son nom pour être en mesure de louer un bureau dans un quartier sécuritaire³⁵.

-Vahida Nainar, Inde

Parfois, cela signifie qu'on profite de l'occasion des traditions démodées qui demandent aux femmes de changer leurs noms de «jeune fille» quand elles sont mariées ou divorcées pour se protéger et protéger leur famille:

Heureusement que ma fille et moi n'avons pas le même nom. Je suis divorcée. Comme ça elle est plus en sécurité.

- Défenseuse anonyme, Balkans

«Je ne suis pas encore divorcée»; c'est une protection pour ma famille. Les gens savent que je vis seule, mais ils savent aussi que je suis toujours mariée, alors ils ne savent pas réellement quelle option prendre. Si je suis divorcée chacun se sentirait libre de me proposer la botte croyant que je suis une prostituée. L'année prochaine, ma fille aura 18 ans, c'est alors que je divorcerai peut-être.

- Défenseuse anonyme, Balkans

En Serbie, pendant que l'homophobie empêche à la plupart des LGBTIQ de proclamer leur orientation, certains évitent des menaces violentes en utilisant des termes modernes:

Des lesbiennes plus jeunes utilisent le terme «queer» au lieu de «lesbienne». Personne ne sait ce que cela signifie en Serbie, ainsi elles peuvent l'utiliser pour se déguiser dans cette société homophobe.

- Défenseuse anonyme, Balkans

En Colombie, les défenseuses lesbiennes vivent en sécurité en milieu rural en cachant leur identité sexuelle:

Pour moi et pour les autres lesbiennes, la sécurité est une question de perception. C'est de l'intérieur que nous sentons que nous ne sommes pas en sécurité. Il nous faut intérioriser certaines normes opérationnelles qui nous rendent invisibles.

Par exemple, quand nous allions dans les zones rurales, nous ne révélions pas notre identité sexuelle.

Il y a une forte présence des paramilitaires (la force supplémentaire de l'armée). Ces gens sont extrêmement intolérants. Nous avons développé la précaution.

- Défenseuse anonyme, Colombie

En Thaïlande, les défenseuses birmanes cachent leur appartenance ethnique tous les jours:

Quand nous cherchons un bureau à louer, on nous demande si nous sommes des Lahus de Thaïlande ou de Birmanie. Si nous répondons que nous sommes Birmanes alors on ne nous reçoit pas. Quand nous parlons notre langue, il faut chuchoter. Il faut faire attention à notre façon de parler et de nous habiller, en général nous adoptons un profil bas.

- Défenseuse anonyme, Thaïlande

Changer de langue ou cacher sa propre identité; ce sont des stratégies utiles pour assurer sa sécurité, mais cela peut également être une épreuve:

À l'heure actuelle, nous n'avons plus beaucoup de problèmes au travail.

Comme le cas d'Alma (l'une des militantes). Avant, on ne pouvait pas citer son nom à haute voix dans la rue. On lui a donné le nom de Nela [un nom serbe]

La première fois que nous sommes allées à Gorazde, il y a à peu près neuf ans, nous l'avons appelée à très haute voix. C'était un grand soulagement pour elle d'entendre son vrai nom.

- Dubravka Kovacevic, Most, Bosnie

Les hommes qui sont homosexuels ont une existence sociale ici. À cause de cette situation, ils peuvent également être très exposés aux pires crimes. Il est facile aux femmes de cacher leurs relations, mais si vous n'existez pas socialement, comment peut-on parler de droits?

- Camila Esguerra Muelle, Colombie

Le changement d'identité peut vous protéger, mais cela ne doit pas signifier qu'il y a changement de ce que vous êtes dans votre fort intérieur:

En marchant dans la rue, les gens [les hommes] pouvaient venir pour dire des choses comme «Si je te baise pendant trois semaines, tu ne seras plus lesbienne». Puis-je être libre dans ce milieu? J'ai déjà mon lot de paroles haineuses juste en marchant dans la rue.

Quand j'avais très peur, j'ai pensé en fait à ce que je pouvais faire: j'ai donc changé de coiffure.

Mais, moi-même, je n'ai pas changé.

- Zoe Gudovic, Quer Beograd, Serbie

L'art du déguisement

Parfois, les femmes font leur travail de défense des droits humains en secret comme enseignantes, prédicatrices, travailleuses ou villageoises.

En Bosnie, un groupe de déplacées internes a formé une organisation appelée *Most* (= pont) à Visegrad, une ville extrêmement nationaliste. En dépit du climat tendu, les travailleuses de *Most* ont opté de se focaliser sur les questions sensibles du droit des ethnies minoritaires à retourner chez elles. Pour rester en sécurité, elles sont sorties de Visegrad en portant une identité «neutre» de «travailleuses d'aide humanitaire»:

Quand nous avons commencé à travailler avec les déplacés qui retournaient chez eux, nous ne pouvions pas dire en ville que nous rendions dans des villages musulmans. Nous faisons semblant d'être des travailleuses humanitaires.

Dans certaines situations, elles ont tout simplement fait semblant d'être sourdes:

Juste à côté de là où nous avons eu notre premier bureau, il y avait une église orthodoxe. Il nous fallait jouer le rôle d'idiotes. «Nous ne sommes que des femmes au foyer qui se rencontrent pour tricoter et faire la cuisine». Une façon de maintenir notre sécurité était de faire comme si on était de femmes idiotes.

- Défenseuse anonyme, Most, Bosnie.

Parfois, les défenseuses des droits humains font leur travail sous la couverture de la religion:

Quand je descends sur le terrain, je fais semblant d'être une prédicatrice qui fait son travail ecclésiastique. Quand je prêche, je fais également mon vrai travail.

- Défenseuse anonyme, RDC

Quand les membres de notre organisation sont à l'intérieur de la Birmanie, elles se présentent comme des religieuses et saisissent cette occasion pour parler de la situation des femmes dans le pays.

Sinon, si vous en parlez, vous irez en prison le lendemain.

- Défenseuse anonyme, Birmanie/Thaïlande

D'autres défenseuses des droits humains sont protégées par le milieu intellectuel:

Ma stratégie consiste à utiliser les médias ou à être hautement visible, mais à être plus visible dans le monde académique et dans l'espace politique.

- Défenseuse anonyme, Colombie

Au lieu de porter une autre identité, certaines se faufilent dans leur environnement comme des caméléons:

Pendant la crise, quand j'ai été détenue puis interrogée, j'ai essayé de me concentrer seulement à faire semblant que j'étais une villageoise.

- Défenseuse anonyme, Lahu Women's Organisation, Birmanie/Thaïlande

Nous nous déplaçons sans ordre de mission, pour leur faire croire que nous effectuons des visites familiales.

- Défenseuse anonyme, RDC

Je me déplace en portant des vêtements pauvres pour ressembler à une paysanne.

- Gégé Katana, SOFAD, RDC

Dans certains endroits, nous ne portons pas de t-shirts qui montrent que nous sommes des militantes. Nous nous habillons comme des locaux et nous établissons des relations d'amitié avec la population.

- Défenseuse anonyme, PFENDE, RDC

Édulcorer les faits

Quelquefois, quand l'opinion défendue par les défenseuses des droits humains provoque un tollé, elles la présentent d'une façon plus acceptable. Au Népal, mettre en cause les droits de propriété, était perçu comme une menace à la religion hindoue. Sapana Pradhan Malla a répondu en disant qu'il s'agissait de remettre en cause les structures sociales et non les croyances religieuses:

Nous avons rencontré beaucoup de difficultés quand nous avons soulevé la question de droits de propriété. Nous avons été beaucoup critiquées pour ce travail et avons reçu beaucoup d'appels anonymes avec des menaces. À ce moment-là, la Fédération Hindoue avait également commencé à protester contre notre mouvement et nos exigences. Cela nous a fait très peur.

Ainsi, en revanche, nous avons dit que nous mettions en cause les structures sociales (nous n'avons pas utilisé le terme «religion hindoue»). Nous n'avons pas voulu les offenser. En outre, le fait de ne pas prononcer «hindoue», nous voulions également dire que les femmes bouddhistes ou musulmanes devraient jouir également de ces droits.

Ainsi, parfois, il nous faut être méthodiques dans notre façon de diriger ou de travailler au sein de notre propre mouvement.

- Sapana Pradhan Malla, Népal

En Serbie, après l'échec du Festival Pride en 2001³⁶, les défenseuses des droits humains ont mis au point une nouvelle stratégie d'action, grâce à la culture, à l'art et au thème commun pour trouver un espace sûr pour le militantisme des LGBTIQ:

En 2004, les gens voulaient organiser une autre «pride parade» (marche des fiertés). Nous avons alors parlé des conséquences d'être lesbienne en Serbie. Nous avons décidé d'organiser notre premier festival en mai 2005 pour permettre aux gens de trouver de l'espace et de se sentir en sécurité.

Nous avons utilisé la culture comme moyen de soulever cette question:

Nous avons baptisé ce festival «Arrêtez la violence dans les rues». L'objectif était de ne pas particulariser les questions des lesbiennes. Ce n'était pas le moment de parler uniquement des droits des lesbiennes. Dans le cadre de cette action, nous y avons inclus la violence contre tous. Beaucoup de personnes sont venues nous soutenir. Une fois encore, en 2006, les gens sont venus. C'est pourquoi nous ne fermons pas la porte aux autres questions qui sont tout à fait différentes. Nous adoptons l'approche féministe qui comprend la lutte contre la xénophobie, l'homophobie, etc.

- Zoe Gudovic, Queer Beograd, Serbie

Quelquefois, elles rendent tout le travail peu attrayant:

Dans certains villages, les maris voulaient savoir ce qui se passait dans nos réunions [avec leurs femmes]. Alors, nous avons essayé pendant trois ans de trouver le moyen de rencontrer les femmes sans qu'il y ait l'interruption de leurs maris, sans que ces derniers ne viennent pas avec elles. Nous avons essayé beaucoup de choses ... puis nous avons trouvé une astuce: faire la cuisine.

Nous avons demandé aux maris d'aider, mais c'était difficile pour eux de faire tout ce qu'il fallait faire en matière de cuisine. Alors ils sont partis et cela nous a permis de continuer nos réunions!

- Défenseuse anonyme, Most, Bosnie

L'une de nos stratégies consistait à continuer de faire la cuisine, de fabriquer des vêtements et de faire d'autres travaux des femmes. Pendant ce temps, nous aidions les femmes à comprendre la réalité de leur situation et de leurs droits.

- Emerita Patinio Acue, Colombie

Quand nous nous rencontrons, nous cultivons ensemble, et nous profitons également de ce temps pour parler des violations.

- Josephine Kavira Malimukona, LSC, RDC

Rester mobile

Les défenseuses des droits humains font attention au temps et à leur façon de voyager. Elles ne prennent pas la liberté de mouvement comme une chose normale. Leur force est dans le nombre:

L'année dernière, un homme avait été trouvé pendu à la porte de notre bureau: c'était désagréable! Plus tard, nous avons commencé à quitter le bureau ensemble le soir et le matin, nous nous rencontrions dans un coin pour venir au bureau ensemble. Nous avons continué ainsi pendant quelques mois.

- Défenseuse anonyme, ASTRA, Serbie

Nous nous promenons en grands groupes.

- Défenseuse anonyme, Peurto Asis, Colombie

Les défenseuses de beaucoup de pays voyagent avec d'autres femmes ou avec des hommes membres de leurs familles, des amis ou des collègues:

Nous autres, à Lara, nous n'allons jamais seules à une manifestation. Il faut toujours être au moins deux d'entre nous. Nous nous encourageons toujours et nous restons ensemble.

- Lara, Bosnie

Quand nous allons au «barrio» (le voisinage) les femmes sortent pour nous rencontrer et elles nous escortent.

- Défenseuse anonyme, OFP, Colombie

Nous cherchons des solutions à nos problèmes en équipes, pas seules. Nous avons également certains hommes qui soutiennent notre travail et ils nous accompagnent pour résoudre certains problèmes particuliers.

- Sarita Devi Sharma, Saathi, Népal

Il n'y a pas de protection pour les défenseuses des droits humains. Il faut nous faire accompagner des hommes comme une façon de nous protéger.

J'ai été menacée, surtout quand nous allons au tribunal. Ainsi, je dois me faire accompagner des hommes. Si je pars seule, ils accepteront et ils m'écouteront, mais ils ne prendront pas la question au sérieux. Les femmes célibataires, surtout, ne sont pas considérées crédibles; elles sont traitées de mauvais personnage.

- Betty Koumba, CJP, RDC

Les femmes vont dans tous les sens pour s'assurer qu'elles sont libres de se déplacer. Les femmes de la *Nepal's Women's Association for Marginalized Women (Association pour les femmes marginalisées du Népal)* savaient que le seul moyen de sortir de leur isolement; c'est de faire le travail elles-mêmes:

Nous venions de villages qui étaient très isolés et négligés. Il n'y avait pas de projets de développement et le gouvernement n'avait aucun plan pour mettre un terme à l'isolement de ces villages. Il n'y avait pas moyen que les avions puissent y atterrir.

Nous avons donc mobilisé et défriché le terrain nous-mêmes. Nous avons délimité le lieu et nous avons fait la piste d'aviation pour permettre aux avions d'atterrir. Nous avons fait cela pour montrer de quoi les femmes sont capables et pour mettre fin à leur isolement: il fallait rendre nos villages accessibles au monde extérieur. Nous désirions voir les échanges des marchandises, des idées et des services: pour leur permettre d'entrer dans la région et d'en sortir.

Le Gouvernement a été impressionné par nos efforts et les autorités du district ont renforcé nos bornes par des barricades officielles et a renforcée les lieux pour en faire un aéroport permanent. Les avions continuent à y atterrir même aujourd'hui.

Rusées et impassibles

Presque chaque société a un conte sur un personnage rusé, une légende sur une déesse ou un dieu comme Brigid (Celtique), Loki (Norvégien), Eshu (Yoruba), Hermès (Grec) et sur un mortel (comme Schéhérazade, les bouffons de cour, les «fous» slaves) ou un animal (comme le lapin, le renard, le coyote, le corbeau). Ces personnages utilisent différentes formes de ruse pour faire une entorse à la vérité et aux perceptions. Ils métamorphosent leur apparence, racontent des récits, jouent à la folie, et se servent de l'humour, des devinettes, ou des tours de passe-passe pour distraire. Ou alors ils gardent tout simplement leur sérieux en plein chaos. Souvent, ils sont respectés comme étant sacrés, parce que le noble rusé ne connaît pas de frontières et son but est d'aider les gens à comprendre l'importante vérité qui ne pourrait pas être acceptée autrement.

Les défenseuses des droits humains sont les rusées les plus futées de notre temps. Leurs stratégies comprennent le rire, la danse, le chant, l'arc-en-ciel aux couleurs multiples, les fleurs, le silence, l'art, la culture, les vêtements et le déguisement.

Quand elles se trouvent devant des militaires ou devant un intrus armé, elles sont capables de produire un mécanisme de protection dans l'immédiat en inventant un récit avec un visage impassible. Elles peuvent prétendre avoir des relations avec les militantes des droits humains les plus influentes du pays ou avoir une parenté dans le village voisin. Elles peuvent dire: «Ma collègue peut rentrer à tout moment maintenant», «J'appelle immédiatement la Ministre de la Condition Féminine», «La police est en route». Elles peuvent faire semblant d'être malade ou d'avoir des règles. Elles peuvent dire de façon exagérée qu'elles ont des liens au niveau international ou elles peuvent les nier complètement.

Grâce à ces «mensonges» apparemment simples, cléments, sans menace, braves, à caractère outrancier, les défenseuses des droits humains changent le monde.

Protection de l'État

À propos de la protection de l'État, certaines défenseuses des droits humains l'exigent, d'autres s'en servent avec prudence et d'autres encore la rejettent catégoriquement.

Il est paradoxal de constater que les États sont largement responsables de la protection des défenseuses des droits humains et pourtant, souvent, ce sont les représentants de ces gouvernements qui font peser une plus grande menace sur les défenseuses des droits humains. Tout cela parce qu'ils sont les auteurs directs des violations des droits humains ou alors ils sont complices des abus commis par les acteurs non étatiques comme des bandes organisées des criminels, des institutions religieuses ou des forces paramilitaires.

Pour beaucoup de femmes, demander ainsi la protection de l'État pourrait signifier se livrer entre les mains d'un gouvernement qui les combat. C'est ce que Claudia Julieta Duque a expliqué à partir de sa propre expérience:

Depuis mon retour en Colombie en 2006, j'ai la protection de l'État consistant à avoir une voiture blindée et un garde du corps non armé. Pendant cette période, j'ai remarqué que le garde du corps [censé être fiable et recommandable, mais payé par le Departamento Administrativo de Seguridad (DAS): la police secrète de Colombie] livrait en fait des rapports secrets sur mon travail, sur certaines réunions et sur mes conversations.

Ces rapports contenaient des informations incorrectes et de fausses accusations (non seulement contre moi mais aussi contre la fondation sur la liberté de la presse). Quand j'ai demandé au DAS la situation, il m'a été dit que tous les gardes du corps doivent présenter des rapports de travail. Mais on a évité de répondre à ma question sur les mensonges et les fausses accusations contre moi.

Après cela, j'ai décidé de refuser la protection de l'État à cause de l'hypocrisie des mesures de protection qui en fait sont devenues un système de surveillance de ma vie tout entière.

- Claudia Julieta Duque, Journaliste et Défenseuse, Colombie

*Pourquoi dois-je avoir
une protection de l'État?*

*C'est comme nommer
un vampire responsable
d'une banque de sang.*

**- Berenice Celeyta
Alayón, Colombie**

En Algérie, une autre défenseuse des droits humains a repris le point soulevé par Claudia; elle a dit que la protection de l'État était tout simplement un autre mécanisme de surveillance de l'État:

Je ne pourrais jamais porter plainte [contre l'État]. Mes voisins me disent quand je suis sous surveillance. Il n'y a pas de protection de l'État, et ça ne sert à rien même de la demander. Cette police de l'État ne me rend aucun service. Elle me surveille. Je n'ai pas confiance en eux, si je leur demandais de m'aider, c'est juste pour me surveiller davantage.

Dans les pays touchés par la guerre, les états dictatoriaux sont souvent nouveaux, faibles et corrompus et sont intrinsèquement liés aux groupes armés et aux crimes organisés. Dans ces contextes, l'impunité y règne: les défenseuses des droits humains qui osent dénoncer de tels régimes sont directement combattues.

En tant que défenseuse des droits humains pendant la transition, dans une société qui sort du conflit, nous devrions éviter d'assumer la responsabilité de ce que nous choisissons. Nous ne pouvons pas croire qu'il faut que nous soyons protégées. Dans une société sortant d'un conflit, il n'y a pas d'État de droit. C'est la raison du combat que nous menons.

Je ne m'attends pas à ce que la police me protège. Seulement j'aimerais qu'elle protège les témoins.

- Natasa Kandic, Serbie

L'organisation *Women in Black* est catégorique. Elle est sûre qu'elle ne jouira jamais du soutien du gouvernement serbe actuel et elle croit que la protection de l'État met en danger le personnel et le travail.

Nous ne nous attendons pas à ce que l'État nous protège. Il est la première menace à notre sécurité.

Il offre une fausse protection lors des manifestations silencieuses. La police vient bien armée et se met entre les militantes et le public... juste pour nous séparer du grand public.

Ce n'est pas ça la protection, c'est une chose tout à fait différente. C'est la stratégie de la police depuis le temps de Milosevic. Elle essaie de démontrer, en quelque sorte, que nous sommes en train de faire une chose dangereuse. Elle nous rend invisible également.

Nous n'avons pas confiance en la protection de l'État.

- Défenseuse anonyme, Peurto Asis, Colombie

Certains groupes exigent la protection de l'État, mais selon leurs propres conditions:

Nous en avons discuté [de leur situation] avec le Gouvernement qui a dit qu'il nous fallait la protection. Le gouvernement a proposé d'installer du fer, des portes à contrôle électronique, des véhicules blindés et des gardes du corps armés. Nous avons refusé en disant que nous voulions une sécurité préventive et non réactive.

Le gouvernement n'a pas compris comment nous [OFP] pourrions désirer une protection sans armes. [Finalement, il a concédé], et il a conçu des portes spéciales et il a donné des voitures sans vitres teintées, et des gardes du corps sans armes.

Nous n'avons pas permis au gouvernement de militariser ni nos manifestations publiques ni nos bureaux. Nous avons exigé la protection sans pour autant militariser l'espace que nous occupons.

- Défenseuse anonyme, OFP, Colombie

Biljana Kovacevic-Vuco exige la protection de l'État comme une question de principe: Puisque c'est le travail de l'État de protéger ses citoyens en général, et les défenseurs des droits humains en particulier. Elle et son organisation YUCOM (Comité des Juristes pour les Droits Humains, Serbie) insistent sur cette protection même si elles ne croient pas forcément l'obtenir.

Il est nécessaire d'exiger le soutien et la sécurité des mécanismes mis en place pour l'assurer!

- Biljana Kovacevic-Vuco, YUCOM, Serbie

De même, en Colombie, Patricia Guerrero croit qu'accepter la protection de l'État c'est s'assurer de sa responsabilité. Que cette protection soit efficace ou non, cela importe peu; ce qui compte c'est que cela donne la garantie que le gouvernement serait tenu responsable si elle était attaquée.

Les menaces qui pèsent sur nous ont débuté quand nous avons commencé à travailler à la cité des femmes. D'abord, j'ai eu peur; alors je me suis battue pour ma protection et j'ai dit que le gouvernement était responsable de ma protection. Les représentants du gouvernement ont dit: «Oui, nous vous protégerons, mais il faut d'abord que vous prouviez qu'il y a une menace qui pèse sur vous». Alors le service de sécurité du gouvernement a mené une enquête pour évaluer le niveau de la menace qui pesait sur moi. C'était une menace de «niveau moyen», alors ils m'ont donné une voiture, une radio, et un garde du corps pour moi-même. C'était ridicule parce que je voulais la sécurité de mon organisation, mais ce n'était pas possible de l'avoir.

Je crois que c'est le gouvernement et l'État qui sont responsables de ma sécurité. Si quelque chose m'arrivait, ma famille pourrait demander au gouvernement d'en rendre compte.

- Patricia Guerrero, Colombie

Création d'espaces sans risque

Le lieu de travail des défenseuses des droits humains n'est pas seulement le bureau. Elles ont des espaces où elles se rencontrent pour élaborer des stratégies, pour dresser des plans et pour travailler et se reposer. Ce sont des espaces où elles gardent la vérité, les documents qui contiennent des témoignages: les noms, les dates et les lieux, sans oublier les récits de violations. Ce sont également des espaces où elles soutiennent et protègent d'autres femmes.

Pour toutes ces raisons, à travers le monde entier, beaucoup d'organisations féminines font très attention à leur façon de protéger ces espaces. En Thaïlande, peu de groupes de militantes birmanes donnent les adresses de leurs bureaux. De la même façon, aux Balkans, plusieurs groupes n'affichent pas le nom de leur organisation à l'entrée ou à un endroit qui soit près de la porte et aucun groupe LGBTIQ ne fait la publicité de son adresse.

Comme mesure de sécurité, Labris et les autres organisations de lesbiennes/homosexuels n'écrivent jamais leurs adresses n'importe où. Si vous recevez l'adresse, le nom de l'organisation n'est pas visible à la porte.

- Lepa Mladjenovic, Serbie

Des caméras de surveillance sont de bons moyens de dissuasion aux intrus potentiels et elles enregistrent n'importe quelle attaque:

Nous avons une caméra de surveillance à la porte de devant de l'immeuble. Pendant trois jours consécutifs, nous avons vu des agents de police de l'Unité Spéciale devant notre bâtiment, regardant les noms figurant sur la liste affichée dehors [ils cherchaient] là où il est écrit le nom ASTRA. Nous avons enregistré ces informations sur les agents de police et nous les avons envoyées à tous les commissariats de police de Belgrade.

- Défenseuse anonyme, ASTRA, Serbie

Une fois que vous arrivez à la porte, vous trouverez une protection de niveau supérieur:

À la réception du bureau, les visiteurs(euses) doivent dire clairement leur motif de visite. Si ce dernier n'est pas clair, nous refusons de les recevoir.

- Sylvie Biruru, PAIF, RDC

Dans nos bureaux il n'y a aucun effet visible qui prouve ce que nous faisons.

- Justine Masika, SFVS, RDC

Dans la plupart des pays, les femmes qui opèrent des centres et des asiles de crise franchissent un pas de plus pour s'assurer que ces lieux sont sécurisés et protégés:

Seulement trois membres du personnel savent où se trouve notre centre de crise. Son existence n'a jamais été annoncée au public, l'information passe seulement de bouche à oreille.

- Défenseuse anonyme, Birmanie/Thaïlande

Protection physique

Les défenseuses des droits humains emploient toute une série de stratégies pour la protection de leurs bureaux, de leurs maisons et de leurs corps. Parfois ce que vous portez, vous met en sécurité:

Un jour quand j'étais en voyage, je suis tombée sur un militaire qui voulait avoir des rapports sexuels. Je lui ai dit que j'avais mes règles. Il a demandé de le lui montrer. Il m'a touché et a senti que je portais des serviettes hygiéniques. Les femmes portent des serviettes hygiéniques quand elles descendent sur le terrain même quand elles n'ont pas de menstruation. Il m'a cru et m'a laissé partir seulement après lui avoir donné de l'argent pour acheter de la bière.

- Défenseuse anonyme, RDC

Même maintenant, ils peuvent l'arrêter. Ils pensent que toute manifestation est organisée par Gégé et la SOFAD. Ils appellent et insistent que c'est moi.

Je ne suis jamais sûre du moment où je serai détenue ou obligée de monter dans un camion. C'est pourquoi je porte toujours un pantalon et pas une jupe: c'est l'une de mes mesures de protection.

-Gégé Katana, SOFAD, RDC

Certains défenseurs trouvent que les chiens de garde sont efficaces:

J'ai acheté deux chiens. J'habite avec ma fille, alors les chiens forment ma protection. Un jour, un homme ivre est venu chez moi quand je regardais la télévision. Mon chien l'a remarqué et l'a poursuivi. Il a prétendu dire qu'il s'était égaré, je ne l'ai pas cru. Le mari d'une victime de la violence au foyer est venu me menacer chez moi. Il voulait entrer, mais les chiens l'ont effrayé. Les chiens sont très bons: même les agents de police ne peuvent pas entrer.

- Dubravka Kovacevic, Most, Bosnie

Une formation en techniques d'autodéfense

est nécessaire pour développer sa force et pour ne pas avoir peur, pour avoir le moyen de développer ses muscles, pour être en mesure de sortir travailler dans les rues.

Je voudrais aller dans les écoles pour enseigner aux filles qu'elles ont le droit d'être protégées dans les rues parce qu'on nous enseigne de mettre nos corps au service des autres: nous devons apprendre que nos corps nous appartiennent.

- Zoe Gudovic, Queer Beograd, Serbie

Parfois le bouclier humain offre la meilleure protection

Les membres de la Peace Brigades International (Brigade Internationale pour la paix) ont habité à la maison chez les femmes et ils accompagnaient ces dernières pour assurer leur protection. Les accompagnateurs de la brigade de paix viennent de pays différents. Chaque membre a le soutien de son ambassade. Par conséquent, se déplacer avec un membre de la Brigade de Paix; c'est comme avoir toute une ambassade derrière soi.

- Défenseuse anonyme, OFP, Colombie

D'autres défenseuses engagent des gardes professionnels pour leur sécurité. Cette décision est délicate à prendre surtout si les gardes sont armés. D'abord, c'est une décision qui est en contradiction avec les principes féministes de sécurité qui dit que les armes ne font que s'ajouter à l'insécurité [déjà existante]. Ensuite, la chose se complique au niveau pratique, à cause de toutes les questions qui se posent en rapport avec l'engagement et la gestion des gardes armés. Souvent, ces gens sont des ex-militaires ou ex-paramilitaires formés par les mêmes forces qui menacent les défenseuses des droits humains. Qu'arriverait-il s'ils arrivaient à tirer sur quelqu'un ou si on tirait sur eux pendant l'exercice de leur fonction?

C'est une possibilité à laquelle on peut recourir en dernier ressort, mais quelquefois, c'est la seule option qui reste aux défenseuses des droits humains.

Principes de protection

Impartialité: Travailler avec toutes les parties

Au moment des conflits, les défenseuses des droits humains sont rarement neutres sur l'aspect politique; elles se mettent du côté de la victime: elles sont souvent les premières à le dire tout haut et à dénoncer les auteurs des violations des droits humains. Cependant, elles travaillent d'une façon impartiale et non discriminatoire. Cela signifie que quand elles se prononcent contre les violations des droits humains; elles dénoncent les atrocités commises par toutes les parties qui participent au conflit. Quand elles soutiennent les personnes et les communautés touchées par le conflit; elles traitent avec quiconque a besoin de leur aide, quelque soit sa nationalité, sa race ou son ethnie. Ces principes peuvent les aider à rester en sécurité.

Travailler pour l'intérêt de tous, sans être partisan; c'est la protection.

- Yvette Kabuo, RFDP, RDC

Une autre raison importante pour laquelle le travail de WAM n'a pas été sérieusement affecté par le conflit; c'est que nous aidions les femmes victimes et les déplacés internes des deux camps; c'est-à-dire les victimes des actes posés tant par les Maoïstes que par l'armée. Nous respectons et traitons toutes les femmes de la même façon, personne ne pouvait parler de discrimination de notre part. Aucun camp ne voulait priver ses membres des services de WAM. Alors les services que nous offrions à toutes les parties fonctionnaient bien.

- Défenseuse anonyme, WAM, Népal

À un certain moment, les femmes étaient convaincues qu'il était possible d'ouvrir le dialogue et de garder le pays uni. Par conséquent, nous avons pris les défenseuses des droits humains pour travailler avec nous; elles peuvent s'adresser à toutes les parties en conflit: c'est l'un des objectifs de la SOFAD.

- Gégé Katana, SOFAD, RDC

Nous n'étions pas inquiétées parce que nous travaillions avec des femmes affectées de tous côtés. Nous avons décidé d'aider les femmes Maoïstes qui étaient dans le besoin et même celles qui étaient victimes des attaques des maoïstes (celles qui soutenaient le gouvernement et l'armée). Nous les traitons de la même manière, nos portes étaient ouvertes à toutes.

- Sarita Devi Sharma, Saathi, Népal

En travaillant avec toutes les parties en conflit et en laissant de côté leur nationalisme, les défenseuses des droits humains se débarrassent de leur carapace de protection imposée par le maintien du statut quo. Se lever pour résister peut s'avérer dangereux dans ce contexte; cela peut provoquer des soupçons selon lesquelles les femmes sont peu patriotes, guérillères, espionnes, et traîtresses.

Notre organisation est la seule qui travaille avec les veuves des maoïstes. Quand elles viennent pour la première fois chez nous, nous remplissons le formulaire du profil et après cela personne ne leur demande comment elles ont perdu leurs maris. Dès lors, nous bénéficions du soutien du gouvernement. Il nous demande qui sont nos bénéficiaires. Comme nous avons les programmes d'éducation et de santé pour les veuves et leurs enfants, le gouvernement classe cette aide comme un soutien apporté aux Maoïstes. Parfois, les Maoïstes nous posent des questions et ils nous suspectent d'espionnes au service de l'armée.

- Lily Thapa, Népal

Les militaires m'accusent de collaborer avec les Maï-maï parce que nous travaillons avec tout le monde: les Maï-maï et les Banyamulenge.

- Gégé Katana, SOFAD, RDC

Par conséquent, les défenseuses des droits humains n'ont pas une grande liberté de manœuvre pour rester en sécurité dans une zone en conflit surtout quand elles sont en présence de personnes armées.

Collaborer avec des acteurs armés

Certaines militantes refusent tout simplement de collaborer avec des acteurs armés, qu'ils soient gouvernementaux ou non gouvernementaux.

Si nous sommes convoquées à une réunion par l'un des acteurs armés, nous n'y allons jamais.

- **Défenseuse anonyme, Colombie**

Pour beaucoup, il s'agit d'un principe opérationnel principal:

Nous opérons sur la base de deux principes majeurs: 1) l'autonomie; et 2) la courtoisie. Aucun acteur armé, légal ou illégal, n'est autorisé d'entrer dans nos bureaux ou nos maisons, y compris les agents de polices armés.

- **Défenseuse anonyme, OFP, Colombie**

Alors que fait-on quand son travail l'exige? Pour beaucoup d'autres défenseuses des droits humains, il faut essayer de trouver les moyens de négocier pour ces relations sans pour autant trahir leurs principes:

En 1998, j'ai commencé le travail sur le recrutement forcé des enfants. Il fallait me déplacer seule pour négocier avec les chefs de la guérilla pour leur libération. Les guérilleros m'ont bien traitée quand je négociais avec eux; ils ont tout fait pour que je ne sois pas vue par d'autres acteurs.

- **Défenseuse anonyme, Colombie**

Ma personnalité c'est de se faire des amis, même avec des combattants. Cela marche très bien comme stratégie pour les détendre. Quand j'arrive quelque part, je me présente au chef de la région et explique l'objet de mon travail et je le décris. Nous démontrons que nous ne sommes pas politiciennes, mais des défenseuses des droits humains. Ceci marche bien parfois parce que si le chef sait ce que nous allons faire chez eux, il peut même nous accompagner et parler aux chefs militaires.

- **Esther Tshinama, UFEDEPA, RDC**

Il nous avait fallu négocier avec les Maoïstes quand ils nous ont confrontées. Nous leur avons dit: «Si vous n'aimez pas notre travail, nous pouvons plier bagage; mais il vous faut nous expliquer qui va faire ce travail et assurer ces services [après notre départ]». Comme ils n'avaient toujours pas de réponses à nos questions, ils nous ont laissé travailler.

- **Renu Rajibhandari, Women's Rehabilitation Centre, Népal**

La non-violence active

Les défenseuses des droits humains font régulièrement face à la violence: la violence faite aux autres femmes et aux hommes ainsi que la violence qui leur est faite directement.

Pourtant, l'un des principes stratégiques fondamentaux qui orientent leur action; c'est *la non-violence*. Un autre élément de cette approche; c'est la conviction selon laquelle «la sécurité militarisée» (c'est-à-dire l'usage des armes), ne fait qu'aggraver l'insécurité:

La sécurité n'est pas le fait d'avoir des gardes du corps. La politique doit changer pour qu'il y ait la sécurité réelle.

- Biljana Kovacevic-Vuco, Serbie

La sécurité, c'est être protégée, c'est être en mesure de faire librement son travail sans perturbation. La paix amène la sécurité. Les armes créent toujours l'insécurité. Nous avons besoin de la protection, mais pas au moyen des armes. Ici il y a toujours l'insécurité.

- Défenseuse anonyme, PFENDE, RDC

Cependant, la non violence n'est pas tout simplement adopter une position passive; c'est aussi une stratégie orientée vers des actions, comme l'a expliqué Jelve Javeheri d'Iran³⁷:

Je suis ce genre de féministe qui vit et essaie de travailler dans un contexte culturel et religieux particulier d'Iran. Je crois que je suis plutôt une féministe orientée vers des actions.

Par féministe orientée vers des actions, je veux dire qu'il nous faut analyser les situations et les réalités quotidiennes pour agir convenablement sans pour autant perdre nos valeurs.

Par exemple, je ne crois pas qu'il faille porter des armes; j'irais en prison si je dois le faire. Ce sont les conditions minimales auxquelles nous nous soumettons, apparemment évidentes et pourtant très importantes. Je ne veux pas que la violence éclate. Je ne veux pas que les gens soient trompés. Ces valeurs humaines doivent être conservées et reproduites pour qu'elles ne soient pas perdues dans le monde d'aujourd'hui.

Cela signifie que pour assurer l'autonomisation des femmes on n'a pas besoin d'armes pour imposer la paix:

Les femmes doivent se donner les moyens d'action pour occuper les postes de commandement dans ces municipalités, non seulement en ville mais également dans d'autres régions pour mettre au point des politiques en faveur des femmes et des enfants.

Puisque nous ne voulons pas que la police ou l'armée soit derrière nous (puisque avec ça on ne peut qu'être surveillée). Cela n'est pas la sécurité.

- Défenseuse anonyme, Liga de la Mujeres Desplazadas, Colombie



Existe, soeur, sister

Quand nous avons commencé la recherche pour la rédaction de ce livre, nous pensions que nous connaissions déjà beaucoup de choses sur les défenseuses des droits humains. Nous pensions avec conviction que de telles femmes fortes et étonnantes avaient toute une liste de stratégies extraordinaires pour se protéger et protéger les autres.

Comme on l'a vu plus tard, nous ne connaissions même pas la moitié de la réalité.

En écoutant leurs récits, nous avons découvert beaucoup d'éléments inattendus et remarquables dans les stratégies adoptées par ces femmes. Si les défenseuses se sont inspirées d'une série impressionnante d'outils qui font penser habituellement à la sécurité (avoir des gardes du corps, des grillages aux fenêtres, des caméras de surveillance, des chauffeurs privés), plusieurs de leurs stratégies de sécurité sont beaucoup moins évidentes. Ces stratégies sont innées, intuitives et entrelacées directement dans la structure même du militantisme féminin (c'est souvent la suite naturelle de ce que font les défenseuses des droits humains de façon instinctive).

Leur instinct et leurs approches sont, pour la plupart du temps, corrects et pourtant les défenseuses des droits humains n'arrivent peut-être pas à les reconnaître comme faisant partie intégrante de leurs stratégies. Cela est dû au fait qu'elles vivent dans un monde qui refuse toujours de reconnaître, à sa juste valeur, l'intuition extraordinaire de la femme: une assimilation, une évaluation et une analyse rapides des informations à différents niveaux, déclenchant ainsi une réaction quasi immédiate.

Par conséquent, ces intuitions sont rarement comprises et exprimées clairement comme des stratégies «formelles», soit par les défenseuses des droits humains, soit par leurs partisans. C'est la raison pour laquelle elles sont rarement vulgarisées, documentées et reconnues.

Leur instinct et leurs

approches sont,

corrects et pourtant

les défenseuses des droits

humains n'arrivent

peut-être pas à les

reconnaître comme

faisant partie intégrante

de leurs stratégies.

Pour dévoiler, élaborer et renforcer ces stratégies, les défenseuses des droits humains ont besoin de/d'/des:

Espaces sûrs: des espaces qui sont réellement sûrs, caractérisés par la confiance et le soutien, des lieux qui sont physiquement et psychologiquement sans danger. Des lieux où trouver l'abri, où être seule ou en compagnie d'autres défenseuses des droits humains. Il faut être en mesure de trouver ces lieux dans les lieux stratégiques: non loin de leur pays, dans leur région ou à l'étranger.

Temps: le temps de réfléchir, de discuter et d'évaluer tous les aspects de la vie, du travail, de sécurité et de bien-être. Le temps de récupérer son énergie, ses forces, et ses perspectives; le temps de se reposer et de recharger ses batteries. Le temps de se trouver loin de son travail quotidien: il faut le respecter, lui donner de la valeur et le défendre. C'est pendant ce temps de réflexion que la plupart des stratégies instinctives peuvent se dévoiler, se comprendre clairement et se préparer.

Unes à côtés des autres: la solidarité dans son sens le plus honnête: un soutien sans réserve, sans arrière pensée, sans condition. Cette solidarité comprend l'appui des donateurs qui, évidemment, tient compte des réalités et des risques que courent les défenseuses des droits humains. La façon dont les donateurs interagissent avec les défenseuses des droits humains peut certainement aider à les protéger ou à les exposer à un risque encore plus grand. Les fonds qui viennent avec des conditionnalités, comme demander aux défenseuses des droits humains de s'identifier publiquement avec un gouvernement étranger, même dans les pays où une telle relation ne ferait que confirmer les suspicions selon lesquelles elles sont des «espionnes à la merci de l'Occident». Un appui dicté par une solidarité réelle : un soutien qui est flexible, adaptable et sensible à la façon dont la femme voit et définit sa propre sécurité; une sécurité qui met les défenseuses des droits humains dans un lieu sûr.

Les femmes définissent leur propre sécurité

Une question a été posée à toutes les personnes qui ont contribué à cette étude: «Que signifie la sécurité d'après vous?» Partout, cette question a été posée et les réponses reçues ont révélé, clairement, qu'il y avait une série de priorités qui avaient des points communs.

Pour les défenseuses des droits humains, la sécurité est la capacité de pouvoir mener à terme leur travail, sans contraintes.

Se sentir libre de travailler sans peur ni danger.

- Adèle Murughuli, RDC

Pouvoir vivre et travailler en paix. Servir d'avocat et ne pas avoir régulièrement l'impression que mon intégrité physique sera continuellement menacée.

Sans l'intégrité physique et le respect, il n'y a ni droit ni liberté.

- Défenseuses anonyme, Tunisie

La capacité et l'opportunité de continuer le travail. Être en mesure de défendre les droits. Ne pas céder et n'exposer personne inutilement aux risques.

- Défenseuse anonyme, Colombie

Vivre en paix, tranquillement, sans peur. Avec la liberté d'expression, de voyage, de travail sans aucun obstacle. Si dans mon bureau je ne suis animée d'aucune crainte, c'est cela la sécurité.

- Défenseuse anonyme, Colombie

Pas d'obstacles: la liberté de tout faire. Pas d'obstacle de voyager. Le droit d'être protégée par le gouvernement.

- **Défenseuse anonyme, Birmanie/Thaïlande**

Avoir les moyens de travailler sans entraves. Avoir une protection du gouvernement qui me permette de travailler en réseau avec les autres associations et collaborer avec les autorités politiques et judiciaires.

- **Yvette Kabuo, RDC.**

La sécurité est le droit de travailler dans un espace sûr.

Les femmes ne jouissent pas de la paix à cause du régime, à cause de la discrimination et à cause de la violence.

Les femmes n'ont pas l'occasion d'exprimer ce qu'elles veulent.

Les femmes ont besoin d'espace pour présenter leurs expériences, parce que la communauté ne reconnaît pas ou n'encourage pas les femmes à se prononcer sur les violations.

Les femmes veulent bâtir des communautés et régler les conflits dans leurs propres communautés. Elles veulent vivre ensemble avec des communautés différentes et diverses.

- **Nang yain, Women's League of Burma, Birmanie/Thaïlande**

Dans leur propre espace:

Acheter une maison et la clôturer, c'est la seule façon de faire que les organisations se sentent protégées et en sécurité.

- **Gégé Katana, SOFAD, RDC**

La sécurité; c'est l'appropriation de notre terrain communautaire.

- **Défenseuse anonyme, Colombie**

Sans ce besoin constant, pressant de se justifier ou de justifier son travail:

Je suis fatiguée d'expliquer ce que nous faisons. Si nous travaillions dans le domaine de la micro finance, il n'y aurait aucun problème: c'est de l'argent. Cependant, ce que nous faisons n'est pas du tout considéré comme important.

- **Défenseuse anonyme, Horizonti, Bosnie**

Nous avons beaucoup accompli, mais nous devons toujours justifier pourquoi nous voulons le changement de certaines choses.

- **Lily Thapa, Népal**

Être en sécurité ne signifie pas que je dois m'expliquer sur la nature de mon travail. Je suis avant tout un être humain.

- Lway Aye Nang, Birmanie/Thaïlande

La sécurité, c'est être en mesure de se déplacer sans peur:

Une autre façon de se protéger; c'est de disposer d'un moyen de transport pour un déplacement rapide au cas où quelque chose arriverait aux membres de la SOFAD.

- Gégé Katana, SOFAD, RDC

Voyager; c'est en quelque sorte se sentir en sécurité. Être sans-papiers est toujours une source d'inquiétude: être arrêtée par les autorités thaïlandaises. C'est aussi la peur d'être déportée en Birmanie. Sans aucun statut, il n'y a aucune procédure, nulle part, pour dénoncer les cas de vol, d'accident ou de viol.

- Défenseuse anonyme, Birmanie/Thaïlande

Les victimes de violence vivent très loin de nous et nous n'avons pas de moyens pour les atteindre à moins d'effectuer de longues distances à pied.

Ainsi pour nous, la sécurité est fonction de la disponibilité des moyens de transport et de communication.

- Dogale Ndahe, SECOODEF, RDC

La sécurité, c'est être sain de corps et d'esprit:

Nous militantes, nous nous épuisons à cause de tous les stress en nous. Le stress produit la colère, la peur et la tristesse.

- Zoe Gudovic, Queer Beograd, Serbie

Le soutien psychosocial est important. C'est une situation difficile, et il faut, à tout moment, donner l'impression d'être en forme, d'accorder la priorité aux victimes. C'est donc un facteur important tant pour les hommes que pour les femmes.

- Soraya Gutiérrez, Colombie

La sécurité, c'est la solidarité:

Qu'est-ce qui nous appui? Le soutien des organisations soeurs. Nous pouvons leur faire appel. Par exemple, nous avons des contacts avec une maison d'accueil où nous pouvons héberger les femmes.

- Dubravka Kovacevic, Most, Bosnie

Faire partie d'un grand groupe, ne pas être isolée, faire partie d'un réseau national ou international; tout cela me donne le sentiment d'être en sécurité et d'appartenir à un mouvement en pleine croissance qui compte de plus en plus de membres.

- Défenseuse anonyme, Colombie

La sécurité, c'est être capable d'accomplir son travail, de répondre à ses besoins et à ceux des autres:

Le sécurité; c'est la liberté. Sécurité personnelle; existence pacifique! Ne pas devoir se préoccuper du logement ou de la nourriture.

- Nang Yain, Women's League of Burma, Birmanie/Thaïlande

La sécurité, c'est le respect de tous les droits, pas seulement de quelques droits pour certaines personnes et rien pour les autres:

Il nous faut combler les vides hiérarchiques créés entre les droits civils et politiques d'une part, et les droits socioéconomiques d'autres part. C'est une question cruciale en ce moment précis du processus de rédaction de la constitution dans laquelle les droits civiques et politiques acquerront le statut de droits fondamentaux. Cependant, qu'en est-il des droits socioéconomiques?

Une fois que cette barrière sera levée, nous serons en mesure de former une communauté.

- Sapana Pradhan Mulla, Népal

En dépit de l'énorme impact de la lutte menée par les défenseuses des droits humains à travers le monde, le travail de ces femmes est souvent marginalisé par les institutions nationales et internationales, voire par les acteurs du domaine des droits humains. L'une des raisons principales, c'est que les défenseurs des droits humains travaillent régulièrement en faveur des droits économiques, sociaux et culturels. Cela comprend, le droit à l'éducation, à un abri décent, à la nourriture, à l'accès à l'eau potable, aux meilleurs soins de santé possibles, au travail (et sur le lieu de travail), ainsi que les droits culturels des minorités et des peuples autochtones.

Cependant, les principaux groupes de défense des droits humains constatent habituellement que le travail de ce domaine est plus «facile» et moins important que celui du domaine de violation des droits politiques et civils, notamment, les exécutions extrajudiciaires, la torture, les «disparitions», et les procès injustes.

- Vahida Nainar, Inde

La sécurité, c'est avoir la justice et la reconnaissance:

Il nous faut la justice, la réparation et la compensation et que le reste du monde soit informé de ce qui est arrivé aux femmes déplacées de cette région.

- Patricia Guerrero, Colombie

La sécurité, c'est parfois pouvoir quitter son travail:

Ceci peut se faire sous forme de pause ou de congé sabbatique: je ne veux pas quitter le pays, mais je serais très contente de prendre un congé de deux ou trois mois pour réfléchir : et il faut une justification pour cela.

- Soraya Gutierrez, Colombie

Cela peut se faire sous forme d'évacuation temporaire ou permanente, c'est-à-dire, s'organiser d'abord, planifier et opérer des choix:

Une chose est claire d'après moi: nous les femmes [défenseuses des droits humains] n'avons pas de filet de sécurité. J'ai proposé la création, au niveau du district et même de la région, une sorte d'espace où les femmes peuvent aller se cacher, c'est-à-dire un processus et un lieu d'évacuation.

Ainsi, il faut trouver un forum sécurisé où débattre d'un lieu sûr qui servirait de cachette et une sorte de mécanisme de secours d'urgence. Une défenseuse des droits humains ne doit pas se préoccuper des détails concernant son évacuation.

[On a besoin d'] un réseau de personnes pour voler à votre secours au moment opportun... à l'instar d'Urgent Action Fund, qui donne de l'argent pour quitter la ville, ou pour acheter le billet de voyage s'il faut partir.

L'une des stratégies consiste à rester en contact permanent avec les ambassades d'autres pays comme le Canada et la Suisse parce que [sans cela], elles ne croient pas les femmes. Quand vous y allez pour demander un visa, il faut faire un lobbying et prouver que vous êtes l'objet de menaces. La violence faite aux femmes n'est pas une raison valable pour obtenir le visa ou l'asile. La persécution politique est acceptable mais la violence faite aux femmes ne l'est pas.

- Patricia Guerrero, Colombie

Sécurité intégrée

Il est clair que les défenseuses des droits humains ont besoin d'une sécurité répondant à leurs critères

Ce n'est pas dans le sens séculaire, «traditionnel» du terme «sécurité» qui tire ses racines du concept militariste de la guerre et des conflits, lequel concept est inextricablement lié aux armes, aux forces armées et au patriarcat; c'est plutôt un concept autonome qui est en quelque sorte différent des autres aspects de la vie: ce type de sécurité est tout simplement en dehors des réalités de la vie des défenseuses des droits humains; il n'est pas bon parce qu'il n'entre pas dans le cadre conceptuel convenable.

Stasa Zajovic, de l'organisation *Women in Black*, propose une approche collective pour redéfinir les concepts de «sécurité» et de «paix»:

Les femmes, particulièrement les militantes du réseau Women in Black, sont intéressées à la définition d'un concept complètement différent de la «sécurité» d'après le point de vue féministe et anti-militariste³⁸.

Lors d'un atelier qui a réuni des dizaines de défenseuses des droits humains venues de toute la Serbie, l'organisation *Women in Black*, a poussé ce raisonnement plus loin en définissant la sécurité comme:

Être à l'abri des menaces constantes: l'absence de la guerre, vivre sans peur ni violence, la liberté des mouvements, la stabilité, la sécurité, le sourire des enfants, les maisons, la circulation pendant la nuit sans entrave, etc.

La sécurité économique: l'emploi, la nourriture, la justice sociale, l'absence de l'oppression, etc.

La sécurité politique: la démocratie, la liberté de penser, la liberté de faire un choix, la légitimité, l'état de droit, la solidarité des Nations Unies.

La sécurité environnementale: la convivialité écologique, l'environnementalisme, l'eau et l'air non pollués, etc.

La sécurité de la santé: la protection de la santé, l'accès aux soins médicaux, etc.

Les défenseuses

des droits humains

définissent et créent

leur propre sécurité.

À travers toute la Colombie, les femmes travaillant à l'OFP ont fait l'écho de ces mots et ont donné un contenu à ce concept: la sécurité intégrée.

Pour nous, la sécurité doit être intégrée c'est-à-dire, elle doit couvrir l'emploi, le bien-être social, le développement, et la souveraineté nationale en termes de ressources naturelles. La sécurité ne concerne pas seulement les individus, elle concerne aussi la communauté.

Ce concept de sécurité intégrée reconnaît que la sécurité des femmes couvre tous les aspects dans ce sens que la justice et la réparation sont aussi importantes que le droit foncier dans la communauté, que la liberté de s'exprimer, de voyager et de travailler sans obstacle sans oublier le droit d'accéder aux leaders spirituels. Il ne s'agit pas d'expliquer ce que je fais ou de dire que je suis humain; tout est lié.

Ce concept fait disparaître les frontières artificielles entre l'aspect public de la sécurité (ouverte, réelle, importante, rigoureuse, sérieuse) et son aspect privé (discrète, cachée, souple, moins significative). Il les connecte. La vraie vie n'est pas synonyme de séparation, la sécurité non plus ne l'est pas.

Chaque aspect de la vie d'une défenseuse des droits humains influe sur sa façon de penser à sa sécurité (si seulement elle y pense), à sa santé, à son bonheur, à son bien-être, à son niveau de stress, à sa famille, à la question de savoir si elle peut payer ses factures, à son identité, à la question de savoir qui elle aime, à sa propre estime (son sens d'amour-propre et du respect de soi, à la question de savoir si elle se sent non indispensable surtout par rapport aux autres).

La sécurité intégrée, c'est résoudre tous ces problèmes, c'est reconnaître leur importance et leurs rapports. Ensuite, il s'agit d'analyser la sécurité sous un nouvel angle.

Si nous changeons tous la façon de concevoir la sécurité, nous pouvons aider les défenseuses des droits humains à élaborer davantage, et même mieux, de stratégies de sécurité intégrée. La première étape consiste à reconnaître le travail remarquable des femmes (affirmer et célébrer leur existence même).

Nous existons

Le manque de reconnaissance est l'une de principales menaces notoires qui pèsent sur la sécurité des défenseuses des droits humains. Par contre, quand nous célébrons leur travail, nous les aidons à vivre en sécurité.

Chaque fois que nous ignorons, banalisons, ou bafouons les droits des femmes, nous mettons en danger les défenseuses des droits humains. Nous nous ajoutons à leurs problèmes en étant soit des spectatrices qui gardent silence quand les femmes manifestantes sont victimes des gaz lacrymogènes ou mises en prison; ou en étant des travailleuses des organisations internationales qui disent «Oui, les droits des femmes sont importants mais pas en ce moment, ce qu'il nous faut maintenant c'est finaliser cette question de la paix, c'est changer ce régime, négocier pour avoir accès au crédit, obtenir cette question d'amnistie...»

C'est un choix délibéré.

Quand nous encourageons les défenseuses des droits humains à se mobiliser pour former et renforcer des réseaux, nous les aidons, sur le plan national et international, à sortir de leur isolement.

Quand nous reconnaissons publiquement les défenseuses et leur travail (à travers l'octroi des prix, des financements pluriannuels, des documentaires, des communiqués de presse) et en privé (à travers les voies diplomatiques, les subventions confidentielles, les visites privées, les appels téléphoniques), nous plaçons un bouclier de protection autour d'elles.

C'est sur cela que les défenseuses peuvent compter.

À la longue, si les acteurs

internationaux ne

voient pas les femmes

qui oeuvrent pour le

changement ... cela

rendra la vie de ces

femmes moins sécurisée.

Les gens qui aspirent au

changement sont souvent

désapprouvés par

leurs propres autorités

... Si la communauté

internationale tournait

également le dos, les

femmes deviendraient

d'avantage isolées.

- Jacobson, A.S. (2005)
Security on Whose Terms?
If Men and Women were
Equal, p.30.

Notes en fin d'ouvrage

Remerciements

- 1 Appelée tout simplement «Bosnie» dans cet ouvrage.
- 2 Dix-huit militantes ont été interviewées à l'étape initiale de l'étude de faisabilité de la recherche et à plus de soixante-quinze pendant la phase du travail sur terrain.
- 3 Fondation appelée tout simplement «Front Line» dans cet ouvrage.

Introduction: Chapitre 1

- 4 Front Line (2007): *Testimonies of Human Rights Defenders at the 4th Dublin Platform*.
- 5 Nous avons également recueilli un corpus riche et diversifié de témoignages sur l'ampleur des menaces pesant sur les défenseuses dans différentes situations comme par exemple: la violence pendant la guerre ou pendant un conflit armé, l'extrémisme religieux, les régimes politiques répressifs et les activités des bandes criminelles organisées. Cependant, nous avons voulu centrer ce rapport sur le mobile de ces menaces et sur les stratégies appliquées par les femmes en retour. Une analyse détaillée des risques que courent les défenseuses des droits humains a été publiée en 2007 par *l'Asian Pacific Forum on Women, Law and Development* dans un guide intitulé *Claiming Rights, Claiming Justice: A Guidebook on Women Human Rights Defenders*.

Comprendre les menaces: Chapitre 2

- 6 Front Line (2007): *Testimony of Human Rights Defenders at the 4th Dublin Platform*.
- 7 UAF-Africa (2007): *Sex Matters*, p.59.
- 8 Ibid.
- 9 Robert F. Kennedy Memorial Center for Human Rights (1998) 'Operation Dragon': An Assassination Plot Targeting 1998 Robert F. Kennedy Memorial Human Rights Award Laureate *Berenice Celeyta Alayón*.
- 10 Front Line (2007) *Testimonies of Human Rights Defenders at the 4th Dublin Platform*.
- 11 Ibid.
- 12 Et, pour cette question, pour tout défenseur oeuvrant pour défendre les droits humains des femmes et la justice.
- 13 Conférence sur «*Les femmes, la paix et la sécurité*» organisée le 31 octobre pour commémorer le 5^{ème} anniversaire du vote de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU. Discussions en panel: «*Attaques portées contre les défenseurs des droits humains, les défenseuses des droits humains et les militants oeuvrant pour la paix*». Centre pour la décontamination culturelle, Belgrade, Serbie, le 31 octobre 2005.
- 14 Front Line (2007) *Testimonies of Human Rights Defenders at the 4th Dublin Platform*.
- 15 Ibid.
- 16 Monzón, L.M. (2005) «*Stratégies gouvernementales et non gouvernementales pour la protection des défenseuses des droits humains des femmes en Colombie*».
- 17 Cette section est l'adaptation de l'oeuvre de Barry, J. et J. Djordjevic (2007): *À quoi sert une révolution si on ne peut pas danser?*
- 18 Inspiré de Winterson, J. (1992) *Written on the Body*.

Analyse des stratégies: Chapitre 3

- 19 Barry J. avec J. Djordjevic (2006): *A quoi sert une révolution si on ne peut pas danser?*
- 20 Voir http://www.stanford.edu/group/King/about_king/encyclopedia/parks_rosa.htm
- 21 Nous utilisons ici le terme «calomnie» pour nous référer aux activités comme la séduction sexuelle, la diffamation, l'imputation, et la campagne de détraction: ce sont certaines formes d'agressions contre la personnalité et la réputation. Elles sont reprises dans *Claiming Rights, Claiming Justice (APWID)*, 2007, pp. 64-69). En outre, l'excellente publication *How Sexuality is Used to Attack Women's Organising* (International Gay and Lesbian Human Rights Commission and the Center for Women's Global Leadership, 2005) donne une analyse approfondie de l'usage de la calomnie et de la diffamation contre les militantes.

- 22 Real, M.J.N. et M. Chai (eds): (2005) *Resource Book on Women Human Rights Defenders*, p. 42.
- 23 Archives de l'UAF relatives à l'octroi des subventions (Septembre 1997-octobre 2003).
- 24 Front Line (2007) *Testimonies of Human Rights Defenders at the 4th Dublin Platform*.
- 25 Keshavarz, N. (2007) «*Entretien avec Jelve Javaheri*».
- 26 Real, M.J.N. et M. Chai (eds): (2005) *Resource Book on Women Human Rights Defenders*, p. 65.
- 27 Women of Zimbabwe Arise (2007): *Defending Women - Defending the Rights of a Nation*.
- 28 Barry J. avec J. Djordjevic (2006): *A quoi sert une révolution si on ne peut pas danser?*.
- 29 Front Line (2007): *Testimony of Human Rights Defenders at the 4th Dublin Platform*.
- 30 Thapa, R. (2002) «*Tewa, Doing the Impossible: Feminist Action in Nepal. The Founder's Story*».
- 31 Front Line (2007): *Testimony of Human Rights Defenders at the 4th Dublin Platform*.
- 32 MINGA est une organisation colombienne des droits humains qui assiste énormément dans l'accompagnement et l'assistance juridique aux victimes des zones touchées par la guerre (<http://www.mingaong.com.co>).
- 33 La majorité des subventions de protection données par l'UAF-Africa aux défenseuses des droits humains dans la région le sont pour assurer des moyens de transport et de communication sûrs.
- 34 Adapté d'Amani, E. (2008) «*International Women's Day - Solidarity in Struggle*». Voir également Gabriel, J. (2008), «*Les Femmes iraniennes célèbrent l'octroi du prix Olof Palmé à Parvin Ardalan*».
- 35 Échange des points de vue avec une militante de Gujarat, Inde.
- 36 D'après Lepa Mladjenovic, 40 personnes étaient blessées lors de la parade de 2001; c'est pourquoi une autre parade n'a plus été organisée jusqu'en 2005.
- 37 Keshavarz, N. (2007) «*Interview with Jelve Javaheri*».

Conclusion - Chapitre 4

- 38 Zajovic, S. (2005) «*Women, Peace and Security: Fieldwork experiences -Workshop, initiatives lectures, campaigns, performances*».

Bibliographie

Amani, E. (2008) 'International Women's Day-Solidarity in Struggle', *International Solidarity Network with Iranian Women's Movement*, 8 mars. <http://www.iran-women-solidarity.net/spip.php?article206>.

Amnesty International (2005) «Les militantes des droits humains en danger», AI Index: ACT 77/011/2005, 1er mars. <http://www.amnesty.org/en/library/asset/ACT77/011/2005/en/dom-ACT770112005en.html>.

— (2006) 'East Africa and the Horn of Africa: «Defending the Defenders»: A Human Rights Defenders Conference, 30 October-4 November 2005, Entebbe, Uganda'. <http://www.amnesty.org/en/library/asset/AFR04/001/2006/en/dom-AFR040012006en.html>.

Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD) (2003) Concertation avec le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU sur les Défenseurs(euses) des Droits Humains, 4 - 6 avril 2003, *Amari Atrium Hotel, Bangkok, Thaïlande*: Report, APWLD, Chiangmai. http://www.apwld.org/pdf/Final_Report_on_WHRD.pdf.

— (2007) *Claiming Rights, Claiming Justice: A Guidebook on Women Human Rights Defenders*, APWLD, Chiangmai. <http://www.defendingwomen-defendingrights.org/pdf2007/book3NeoWithCover.pdf>.

Barry, J. (2005) *Rising up in Response*, Urgent Action Fund for Women's Human Rights, Boulder, CO.

— with J. Djordjevic (2007) *A quoi sert une révolution si on ne peut pas danser?*, Urgent Action Fund for Women's Human Rights, Boulder, CO.

Bechler, R. (2006) 'A different shade of red in Nepal', *Open Democracy*, 9 juin. http://www.opendemocracy.net/democracy-resolution_1325/nepal_thapa_3628.jsp.

Bernal, M. (2006) *Self Care and Self Defense for Women Activists*, Artemisa, Grupo Interdisciplinario en Género, Sexualidad, Juventud y Derechos Humanos and Elige, Red de Jóvenes por Derechos Sexuales y Reproductivos. Version anglaise de ce manuel traduit par Sharmila Bhushan et imprimé par CREA (<http://www.creaworld.org>).

Collis, V. (2005) Consultation Internationale sur les Défenseuses des Droits Humains, *Colombo, Sri Lanka, 29 novembre - 2 décembre 2005: Actes de la Conférence*. <http://www.defendingwomendefendingrights.org/pdf/WHRD-Proceedings.pdf>.

Commission on Human Security (2003) *Rapport définitif de la Commission de l'ONU sur la Sécurité Humaine*. <http://www.humansecurity-chs.org/finalreport/>.

Front Line (2007) 'Attempted assassination of prominent Mexican human rights defender'. <http://www.frontlinedefenders.org/attempted-assassination-prominent-mexican-human-ri>.

— et Enrique Eguren (2005) *Protection Manual for Human Rights Defenders*, Front Line, Blackrock, County Dublin, and Peace Brigades International-European Office, Bruxelles. <http://www.frontlinedefenders.org/manuals/protection>.

— et Tactical Technology (2005) *NGO in a Box-Security Edition CD*, Septembre. <http://security.ngoinabox.org/html/en/index.html>.

— et D. Vitaliev (2007) *Digital Security and Privacy for Human Rights Defenders*, Front Line, Blackrock, County Dublin. <http://www.frontlinedefenders.org/manual/en/esecman/>.

— (2007) *Report on the Fourth Dublin Platform for Human Rights Defenders*, Front Line, Blackrock, County Dublin. <http://www.frontlinedefenders.org/files/en/4th%20Dublin%20Platform%20Report.pdf>.

— (2007) *Testimonies of Human Rights Defenders at the 4th Dublin Platform*, Front Line, Blackrock, County Dublin. <http://www.frontlinedefenders.org/files/en/4th%20Dublin%20Platform%20Testimonies%20Booklet.pdf>.

Gabriel, J. (2008) 'Iranian women celebrate the award of the Olof Palme prize to Parvin Ardalan', *openDemocracy*, 17 février. http://www.opendemocracy.net/blog/jane_gabriel/olof_palme_prize_parvin_ardalan.

Griswold, D. (2007) 'Oil companies behind violence in Colombia', *Workers World*, 27 août. <http://www.workers.org/2007/world/colombia-0830/>.

Human Rights First (2005) 'Alert Issued: June 15, 2005'. http://www.humanrightsfirst.org/defenders/alert062805_mai.htm?source=ga_adv.

— (2006) 'Support Sudanese Rights Group Facing Persecution', *Defenders Alert*, 3 mai.

— (n.d.) 'Protecting Human Rights Defenders: Analysis of the newly adopted Declaration on Human Rights Defenders'. http://www.humanrightsfirst.org/defenders/HRD_un_declare/HRD_declare_1.htm.

Integrated Regional Information Network (2008) 'DRC: Majority of rapists go unpunished', 18 mars. <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=77340>.

International Gay and Lesbian Human Rights Commission and the Center for Women's Global Leadership (2005) *Written Out: How Sexuality is Used to Attack Women's Organizing*, Revised and Updated, New York, NY. <http://www.iglhrc.org/files/iglhrc/WrittenOut.pdf>

Jacobson, A.S. (2005) *Security on Whose Terms? If Men and Women were Equal*, Kvinna till Kvinna Foundation, Stockholm. http://www.iktk.se/files/File/Rapporter/security_on_whose_terms.pdf.

Keshavarz, N. (2007) 'Interview with Jelve Javaheri', International Solidarity Network with Iranian Women's Movement, 30 December. <http://www.iran-women-solidarity.net/spip.php?article123>.

Kvinna till Kvinna Foundation (2006), *To Make Room for Changes—Peace Strategies from Women's Organisations in Bosnia and Herzegovina*, Kvinna till Kvinna Foundation, Stockholm. <http://www.iktk.se:16080/publikationer/rapporter/pdf/Roomforchanges.pdf>.

McNeill, D. (2008) 'Korea's «comfort women»: The slaves' revolt', *The Independent*, London, 24 April. <http://www.independent.co.uk/news/world/asia/koreas-comfort-women-the-slavesrevolt-814763.html>.

Monzón, L.M. (2005) 'Four: Governmental and non-governmental strategies for the protection of women human rights defenders in Colombia'. In M.J.N. Real and M. Chai (eds.) *Resource Book on Women Human Rights Defenders*, APWLD, Chiangmai, pp. 62-63. <http://www.defendingwomen-defendingrights.org/pdf/WHRD-Resource-English-press.pdf>.

Observatory for the Protection of Human Rights (2005) *Steadfast in Protest: Annual Report 2005*, International Federation for Human Rights, Paris, and World Organisation Against Torture, Geneva. http://www.omct.org/pdf/observatory/2006/obs_annual_report_2005_eng.pdf.

Bureau du Haut-commissaire des Nations Unies pour les Droits Humains! (2004) 'Human Rights Defenders: Protecting the Right to Defend Human Rights', Fact Sheet, No. 29. http://www.protectionline.org/IMG/pdf/factsheet_29_en_UNHCHR.pdf.

— (n.d.) 'Déclaration sur les Défenseurs des droits humains'. <http://www2.ohchr.org/english/issues/defenders/declaration.htm>.

Real, M.J.N. and M. Chai (eds.) (2005) *Resource Book on Women Human Rights Defenders*, APWLD, Chiangmai. <http://www.defendingwomen-defendingrights.org/pdf/WHRDRResource-English-press.pdf>.

Rey, G.H. (2006) 'Colombia: Displaced Women Build New Lives, Brick by Brick', Inter Press Service News Agency. <http://www.ipsnews.net/news.asp?idnews=34194>.

Robert F. Kennedy Memorial Center for Human Rights (1998) '*Operation Dragon: An Assassination Plot Targeting 1998 Robert F. Kennedy Memorial Human Rights Award Laureate Berenice Celeyta Alayón*', Robert F. Kennedy Memorial Center for Human Rights, Washington, D.C. http://www.rfkmemorial.org/human_rights/1998/Operacion_Dragon_SUMMARY.pdf.

Roberts, D.L. (2005) *Staying Alive: Safety and security guidelines for humanitarian volunteers in conflict areas*, International Committee of the Red Cross, Geneva. [http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900SID/RURI-6LJUCY/\\$FILE/icrc-safety-30jan.pdf.pdf?OpenElement](http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900SID/RURI-6LJUCY/$FILE/icrc-safety-30jan.pdf.pdf?OpenElement).

Sadou, Z. (2005) 'Five: Strategies of a network in supporting women human rights defenders'. In M.J.N. Real and M. Chai (eds.) (2005) *Resource Book on Women Human Rights Defenders*, APWLD, Chiangmai, pp. 64-66. <http://www.defendingwomen-defendingrights.org/pdf/WHRD-Resource-English-press.pdf>.

Shan Women's Action Network (SWAN) and Shan Human Rights Foundation (SHRF) (2002) *License to Rape: The Burmese Military Regime's Use of Sexual Violence in the Ongoing War in Shan State*. <http://www.shanland.org/resources/bookspub/humanrights/LtoR/>.

Thapa, R. (2002) 'Tewa-Doing the Impossible: Feminist Action in Nepal, The Founder's Story', Sixth Annual Dame Nita Barrow Lecture, Centre for Women's Studies in Education, Ontario Institute for Studies in Education, University of Toronto, Toronto, November. <http://www1.oise.utoronto.ca/cwse/Rita%20Lecture%206.pdf>.

United Nations (2002) *Promotion and Protection of Human Rights: Human Rights Defenders. Report submitted by Ms. Hina Jilani, Special Representative of Secretary-General on human rights defenders, pursuant to the Commission on Human Rights resolution 2000/61*, Economic and Social Council of the United Nations, Commission on Human Rights, 58th Session, E/CN.4/2002/106, 27 February. [http://www.unhcr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/\(Symbol\)/E.CN.4.2002.106.En?Opendocument](http://www.unhcr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/(Symbol)/E.CN.4.2002.106.En?Opendocument).

— (2005) *Report of the Secretary-General on the activities of the Office of the Internal Services. Investigations by the Office of Internal Oversight Services into the allegations of sexual exploitation and abuse in the United Nations Organization Mission in the Democratic Republic of Congo (MONUC)*, A/59/661, 5 January. <http://www.monuc.org/downloads/0520055E.pdf>.

United Nations Department of Safety and Security (2006) *Be Safe Be Secure, Security Guidelines for Women*, <http://www.ilo.org/dyn/gender/docs/RES/524/F591305003/Security%20Guidelines%20for%20Women%20from%20UN.pdf>.

United Nations General Assembly (1993) 'Declaration on the Elimination of Violence against women', Article 1, Proceedings of the 85th Plenary Meeting, Geneva, 20 December.

Urgent Action Fund for Women's Human Rights-Africa (2007) *Sex Matters*, UAF-Africa, Nairobi.

Van Brabant, K. (2000) *Operational Security Management in Violent Environments*, Humanitarian Practice Network (HPN) Good Practice Review No. 8, Overseas Development Institute, London. <http://www.odihpn.org/report.asp?id=2108>.

Winterson, J. (1992) *Written on the Body*, Vintage Books, New York, NY.

Women's Human Rights Net (2004) 'An Interview with Sandra Morán', November. <http://www.whrnet.org/docs/interview-moran-0411.html>.

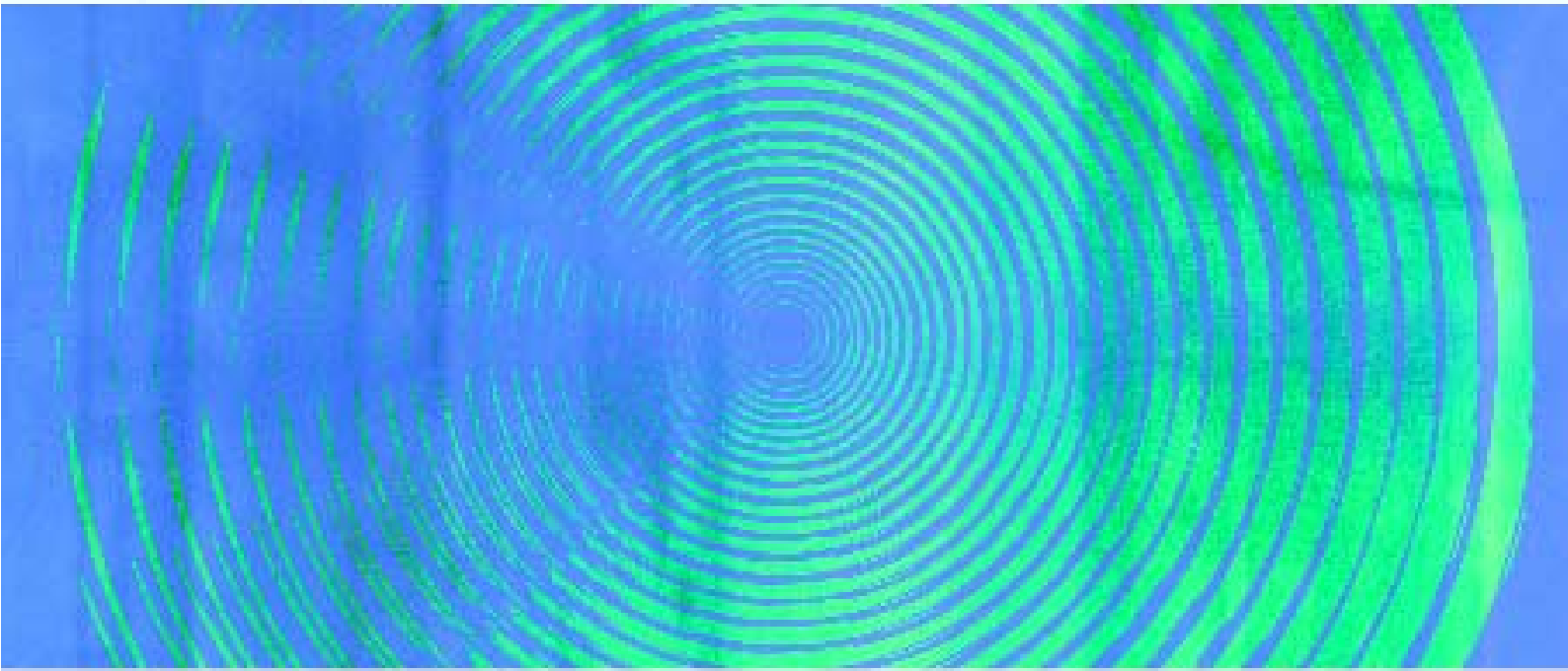
Women of Zimbabwe Arise (2007) *'Defending Women-Defending the Rights of a Nation': A Preliminary Report on Political Violence against members of Women of Zimbabwe Arise (WOZA)*, Women of Zimbabwe Arise, Harare. <http://wozazimbabwe.org/wp-content/uploads/2007/10/preliminary-report-political-violence-against-woza-women.pdf>.

'Women, Peace, Security-Conference organized on 31st October to commemorate the 5th anniversary of the passage of United Nations Security Council Resolution 1325. Panel discussion: Attacks on human rights defenders, female human rights defenders, and peace activists', Center for Cultural Decontamination, Belgrade, Serbia, 31 October 2005.

Women's Rehabilitation Centre (WOREC) (2006) *First National Consultation on Women Human Rights Defenders, A Report, 3-4 March 2006*, WOREC, Balkumari, Lalitpur.

Zajovic, S. (2005) *Women, Peace and Security: Fieldwork experiences-workshops, interactive lectures, campaigns, performances*, Women in Black, Belgrade. http://www.zeneucrnom.org/index.php?option=com_content&task=view&id=199&Itemid=54&lang=en.

ISBN: 978-0-9801598-6-8



**URGENT
ACTION
FUND** ♀



f Front Line
PROTECTION OF HUMAN RIGHTS DEFENDERS

FOR WOMEN'S HUMAN RIGHTS

KVINNA TILL KVINNA